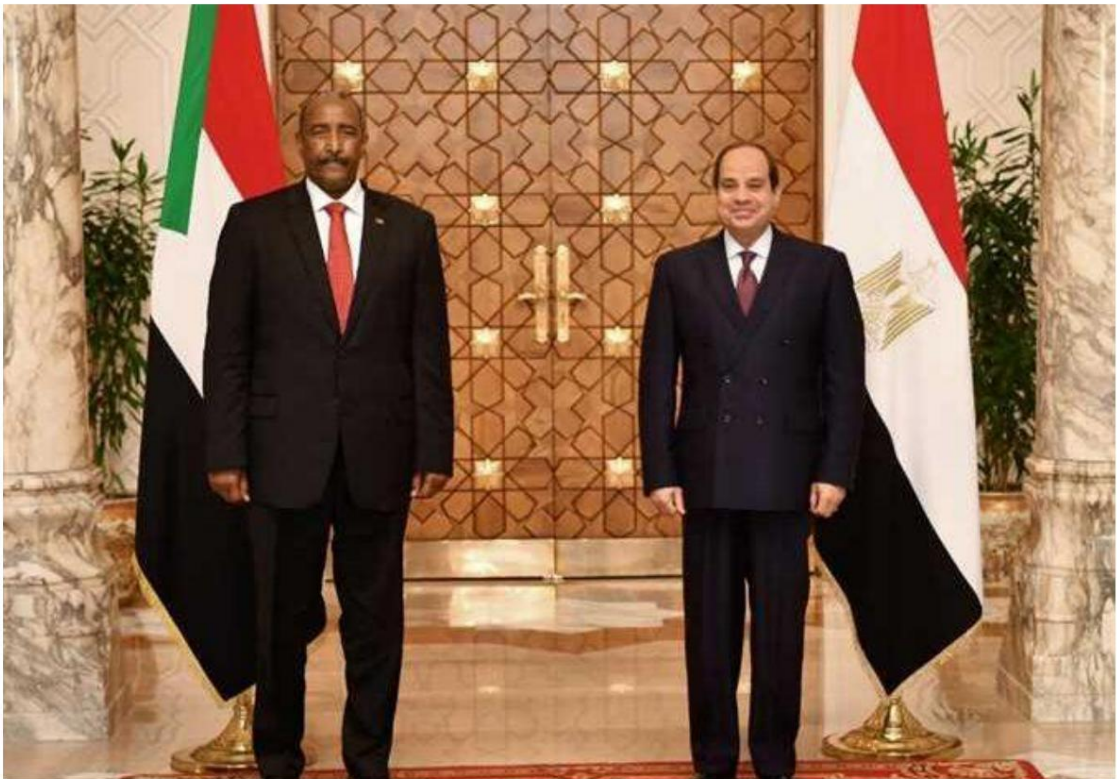


Mémoires politiques 3 - Leader Azhari

Implications et implications : Qu'apporte la visite d'Al-Burhan en Égypte ?



Le 29 août 2023, le président du Conseil de souveraineté soudanais, « Abdel Fattah Al-Burhan », s'est rendu en Égypte, visite qui était la première du genre pour Al-Burhan en dehors de son pays depuis le déclenchement de la crise soudanaise le 15 avril dernier entre l'armée sous sa direction et les Forces de soutien rapide dirigées par « Mohammed Hamdan Dagalo ». Durant leur réunion dans la ville de New Alamein, située sur la côte nord de l'Égypte, le président Abdel Fattah El-Sisi et Al-Burhan a discuté de l'évolution de la situation au Soudan, des moyens de cesser le feu et de mettre fin à la crise, de permettre la mise en œuvre des opérations de secours humanitaire et discuter des moyens de renforcer les relations entre... Les deux pays et de le soutenir et de le développer d'une manière qui serve les peuples de l'Égypte et du Soudan, en plus de questions d'intérêt commun.

Le choix d'Al-Burhan de l'Égypte pour sa première visite à l'étranger est dû aux relations solides entre les deux pays et à la confiance des deux pays.

Le leadership soudanais dans le soutien permanent de l'Égypte au Soudan dans ses crises.

À la lumière de ce qui précède, cette analyse tente d'aborder les implications et les répercussions de la visite d'Al-Burhan en Égypte à la lumière des

conditions vécues par le Soudan.

Conséquences importantes :

Il existe de nombreuses déclarations sur la visite du commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, en Égypte, qui a duré une journée, lors de sa rencontre avec le président Abdel Fattah al-Sisi. Cette visite indique un certain nombre de...

Parmi les implications importantes figurent les suivantes :

(*)Médiation égyptienne : la visite d'Al-Burhan est une tentative de médiation égyptienne pour coordonner et communiquer avec les acteurs régionaux et internationaux parties, pour discuter des moyens de mettre fin à la guerre et d'entamer un dialogue politique entre les deux parties au conflit au Soudan, ce qui pourrait contribuer à trouver des solutions pour mettre fin à la guerre, ce qui signifie d'autres visites extérieures d'Al-Burhan dans certains pays. La région et les pays voisins.

Le sommet des pays voisins du Soudan en juillet dernier, qui confirme l'attachement permanent Égypte Il convient de noter que l'hébergement

nature de la médiation pour résoudre la crise par tous les moyens disponibles, et pour sa part, Al-Burhan a confirmé dans Les efforts de l'Égypte

Dans son discours à l'issue de la réunion, il a déclaré que l'armée soudanaise ne cherche pas à continuer de gouverner, mais plutôt à maintenir libre et des élections équitables, où le peuple soudanais choisira qui le dirigera.

(*) Protéger et assister le peuple soudanais : La réunion comprenait une consultation sur les efforts visant à résoudre la crise au sein du pays.

les limites de l'unité et de la cohésion du Soudan et de la protection des intérêts de son peuple, ainsi que de discuter des moyens de

Coopération et coordination pour soutenir le peuple soudanais, en fournissant une aide humanitaire et des secours.

(*) Soutien permanent de l'Egypte à la sécurité et à la stabilité du Soudan : le président Abdel Fattah El-Sisi a affirmé la fermeté de l'Egypte

soutien aux côtés du Soudan, en soutenant sa sécurité, sa stabilité, son unité et son intégrité territoriale, et en soutenant et en renforçant le

relations bilatérales communes entre les deux pays. Pour sa part, Al-Burhan a salué le soutien sincère et clair de l'Égypte. À

maintenir la sécurité et la stabilité du Soudan à la lumière de la crise qu'il traverse depuis environ cinq mois,

Un sommet de pays Égypte à travers l'accueil du quartier ou ses discussions avec les acteurs internationaux et régionaux pour trouver un règlement à la crise.

(*) Discussion sur un certain nombre de questions importantes : Des discussions importantes ont eu lieu entre le Président « Abdel Fattah El-

Sissi » et le général « Abdel Fattah Al-Burhan » sur certaines questions axées sur la réalisation des intérêts du peuple soudanais à la lumière des

Déclarations du ministre des Affaires étrangères la crise actuelle, et selon

Exigible Les discussions soudanaises « Ali Al-Sadiq » ont porté sur la question des écoles soudanaises en Egypte, l'approche d'un nouveau système académique

année, en plus d'évoquer la crise de surpopulation aux postes-frontières terrestres entre les deux pays et les dégâts qu'elle provoque

à la circulation des citoyens et des marchandises, à la circulation des exportations et des importations entre le Caire et Khartoum et au fonctionnement des

vois entre Le Caire et Port-Soudan.

En conséquence, la visite d'Al-Burhan a confirmé l'interconnexion entre l'Égypte et le Soudan, dont le Caire est partie prenante.

Le processus visant à mettre fin à la crise soudanaise et à empêcher qu'elle ne sombre dans la guerre civile, et cela était clair dans

Les mouvements de l'Égypte, en particulier après le sommet des pays voisins du Soudan que l'Égypte a appelé, en plus du

La coordination égypto-américaine pour discuter des développements dans le dossier soudanais confirme le rôle majeur de l'Égypte dans la communication

entre les dirigeants soudanais et les parties internationales afin de trouver des solutions pour mettre fin à la guerre.

Il est probable que l'Égypte aura un rôle à jouer pour tenter de rapprocher les deux côtés de la crise, grâce aux liens solides

entre l'Égypte et le Soudan, et peut-être que les prochains jours verront l'Égypte s'orienter vers des relations internationales et

puissances régionales pour discuter des moyens possibles de ramener la paix au Soudan.

La visite d'Al-Burhan confirme également le retour de l'ouverture du Soudan sur le monde pour renforcer sa position régionale

Et la communauté internationale, après la guerre qui a détruit la capitale, tué des milliers de personnes, déplacé des millions,

et provoqué des destructions et des violations généralisées.

Il convient de noter que les efforts se sont intensifiés sur le dossier soudanais depuis la « Conférence des pays voisins ».

s'est tenue en Égypte et la formation d'un comité ministériel pour discuter de l'évolution de la crise soudanaise

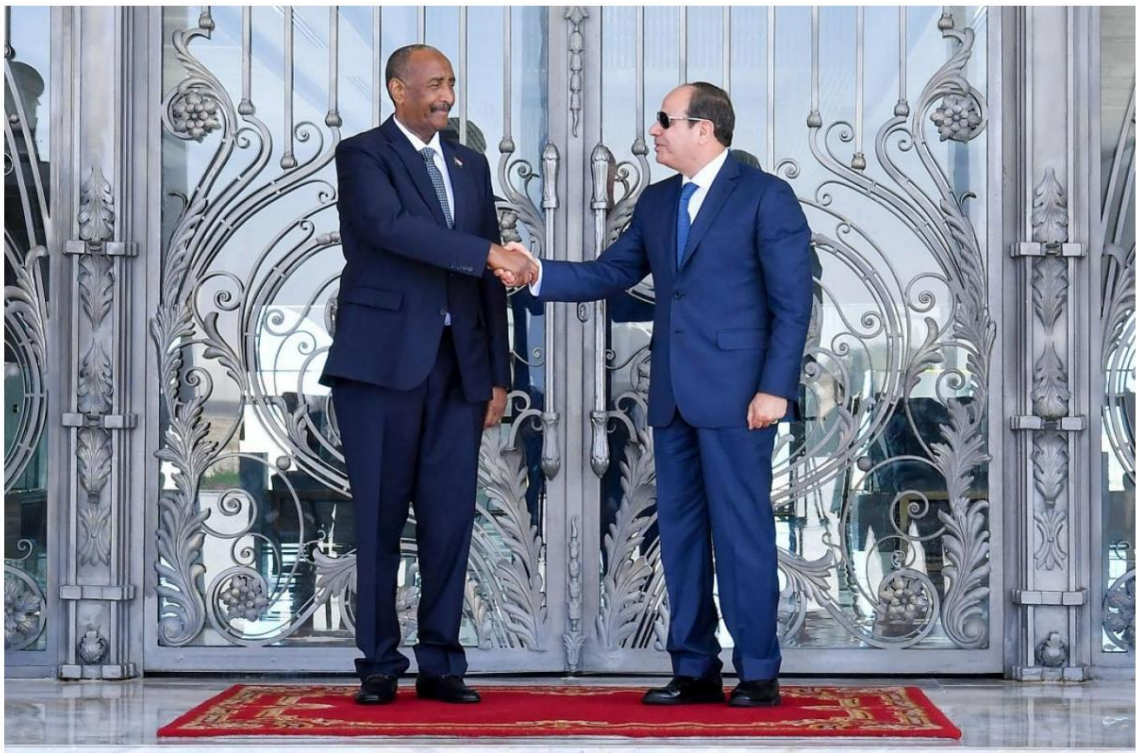
avec les puissances internationales et régionales, outre la récente coordination américano-égyptienne dans le dossier soudanais, mais aussi le rôle de

L'Arabie saoudite, en coopération avec Washington, a tenu plusieurs réunions et discussions dans la ville saoudienne de Djeddah avec le

but de mettre fin au conflit, et les visites d'Al-Burhan sont venues souligner l'importance de franchir les premières étapes pour mettre fin au conflit.

guerre en cours.

Répercussions positives :



Après avoir suivi et suivi les implications les plus importantes de la visite effectuée par le Président de la

Conseil de souveraineté soudanais avec le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi, cette visite a donné lieu à de nombreuses

des répercussions positives, comme suit :

(-) Exploitation de vols entre Le Caire et Port Soudan : Après la visite d'Al-Burhan en Egypte, la compagnie nationale

«EgyptAir» a annoncé le 30 août dernier le début de ses vols directs de la ville du Caire vers la ville du Port

Soudan, situé au nord-est de l'État du Soudan, à partir du 1er septembre 2023 et Un vol

par jour. A noter que la compagnie nationale EgyptAir a suspendu ses vols vers la capitale soudanaise Khartoum,

en avril dernier, depuis le déclenchement de la crise. Cette décision intervient en réponse aux demandes soudanaises de répondre aux dommages causés par la surpopulation aux points de passage entre les deux pays.

(-) Accord pour augmenter la capacité des passages et pourvoir aux besoins urgents du Soudan : La visite entre

le président du Conseil de souveraineté soudanais, Al-Burhan, et le président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi, lors de leurs entretiens à

El Alamein, a assisté à un accord sur la nécessité d'accélérer les travaux des passages terrestres entre les deux

capacité, compte tenu de la surpopulation. Les passages entre les deux pays sont témoins, les deux pays, ont augmenté en plus de l'utilisation d'augmenter leur

Par un grand nombre de Soudanais, l'accord a été révélé par le chargé d'affaires de l'ambassade du Soudan au Caire,

"Mohamed Abdallah Al-Toum." Cette décision intervient afin de soutenir et développer la coopération entre les deux pays dans de nombreux domaines.

domaines, notamment en facilitant la circulation des hommes d'affaires entre l'Égypte et le Soudan dans le but de soutenir et d'activer

le mouvement des hommes d'affaires. Commerce; Développer des voies de coopération économique et commerciale entre les deux pays, en plus

Fournir de nombreux biens et besoins urgents au Soudan à la lumière de la crise qu'il traverse.

(*) Commencer à former un « gouvernement intérimaire soudanais » : après la visite d'Al-Burhan en Égypte, il est attendu

que la prochaine étape verra la formation d'un gouvernement intérimaire à « Port-Soudan » qui fonctionnera efficacement,

d'autant plus que les États sûrs ont besoin d'institutions civiles qui œuvrent à améliorer la situation économique du pays.

En conséquence, le Mouvement populaire de libération du Soudan, dirigé par Yasser Arman, estime que la détermination d'Al-Burhan

former un gouvernement à Port-Soudan pourrait aggraver les divisions nationales, en plus d'aggraver la dépendance des

les institutions de l'État et les forces armées sur les symboles de l'ancien régime à l'époque d'« Omar Al-Bashir ».

Le mouvement propose donc de... La preuve en est qu'il mène de larges consultations auprès de tous les acteurs nationaux.

et les forces démocratiques, et s'efforce de trouver des solutions avec les parties internationales et régionales pour résoudre la crise.

De ce qui précède, on peut dire que la visite du président du Conseil de souveraineté soudanais à El Alamein démontre

l'importance de l'Égypte pour le Soudan et sa volonté de clarifier la position de l'armée soudanaise auprès des parties qui soutiennent

l'unité et la survie de l'État soudanais, en particulier des dirigeants égyptiens face à toute partie régionale ou internationale,

d'autant plus que l'Égypte est considérée comme l'un des pays les plus influents. Regardez ce qui se passe au Soudan, comme le promet l'Égypte

Un pays avec un poids régional et international qui lui permet de servir de médiateur et d'ouvrir les portes fermées au Soudan, en plus

à sa capacité à convaincre les deux parties à la crise et les forces concernées de la nécessité de trouver un règlement politique.

En raison de la crise actuelle et en reprenant une voie de transition qui assure le transfert du pouvoir à un gouvernement élu en détenant

des élections libres et équitables et que le peuple soudanais choisisse qui les dirigera.

On s'attend à ce qu'une « nouvelle phase » commence au Soudan, avec de prochaines visites régionales et internationales, dans le but de

mettre fin à ce conflit. Les prochains jours pourraient voir une deuxième visite à l'étranger du commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-

Burhan, à Juba, la capitale du Soudan du Sud, en plus des nouvelles de sa visite.

Visite potentielle au Royaume d'Arabie Saoudite, pour consulter sur l'évolution de la situation au Soudan et obtenir un soutien

au cours de la prochaine étape pour faire face aux défis auxquels est confronté le Soudan, sa sécurité et l'intégrité de ses terres, ce qui indique la volonté d'Al-Burhan

volonté de confirmer la victoire (différée) de l'armée dans la bataille pour la survie du Soudan et le maintien de ses institutions nationales,

et de rejeter toute initiative ou solution qui ne prendrait pas en compte ces déterminants ou de les renvoyer à une transition non consensuelle

formule qui ne comprend pas de dispositions spécifiques pour l'intégration des militants dans l'armée soudanaise.

« UNITAMS »... « l'envoyé de l'ONU » entre les déterminants du rôle et la position des parties soudanaises

Shaima Al-Baksh

Shaima Al-Baksh

Publié le 12/05/2023

Temps de lecture : 12 minutes

partage

Volker Peretz, Représentant spécial du Soudan et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies à l'appui de

Le

phase de transition au Soudan « UNITAMS » a été nommé le 7 janvier 2021. Durant la période de 2015 à 2018, il avait auparavant
a occupé le poste de conseiller principal de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et il a également continué à occuper ce poste
de directeur de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité à Berlin pendant la période de 2005 à 2020, il a également
des Relations Internationales à l'Université a travaillé comme professeur adjoint

Humboldt à Berlin de 2007 à 2019

Contexte de la formation de la mission de l'ONU « UNITAMS »

La formation de la mission de l'ONU fait suite aux demandes du Premier ministre de transition, Abdullah Hamdok, de former une mission.
pour accompagner la transition démocratique. L'arrivée de la mission a été témoin d'un état de controverse dans les opinions entre ceux qui ont vu
un sa présence comme nécessaire pour soutenir les exigences de la transformation démocratique et ceux qui ont catégoriquement rejeté sa présence.
|| À propos de la poursuite de l'hégémonie internationale, et un troisième groupe considérait son existence de manière conditionnelle comme une expression
sert l'intérêt de soutenir la transformation démocratique et de renforcer la participation du Soudan à la communauté internationale.

La formation de cette mission intervient après la fin du mandat de la précédente mission de l'ONU, la « MINUAD », qui a poursuivi son travail.

Chapitre sept, et son lieu de travail était en au Soudan de 2007 à 2020, selon

Darfour. La mission a commencé à réduire progressivement sa structure à partir de 2017 jusqu'à ce qu'une phase commence

La transition politique, avec laquelle la question de l'engagement international au Soudan a été reconsidérée et le changement

du maintien de la paix à la consolidation et au soutien de la paix.

En février 2020, le gouvernement soudanais a demandé aux Nations Unies de former la nouvelle mission, conformément aux

Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, pour soutenir la consolidation de la paix et la transition démocratique.

Selon

« UNATEMS » au lieu de celui basé sur le Chapitre VII pour maintenir la paix au Darfour. Et c'était déterminé

Les priorités de la mission sont de soutenir les négociations de paix et de développement en cours, de mobiliser le soutien international

pour l'économie soudanaise, contribuer au passage du stade de l'aide humanitaire au stade de l'appui

programmes de développement durable, le retour des réfugiés et la transition démocratique dans le pays, et déplacer

les tâches de la mission, du maintien de la paix au soutien de la paix, et contribuer à renforcer les progrès réalisés au Darfour ces dernières années

années, en apportant un soutien aux opérations de recensement et à la préparation des élections. La mission de sécurité au Darfour s'est poursuivie

jusqu'à fin 2020, parallèlement à la nouvelle mission à caractère politique, prévue pour le 1er janvier,

2021, comme début de ses travaux.

Compétence juridique et déterminants du rôle

Le 3 juin 2020, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution n° 2524, selon laquelle la Mission des Nations Unies

pour soutenir la phase de transition au Soudan (UNITAMS), qui est une mission politique spécialisée dans

mois Un initialement. En apportant un soutien au Soudan pendant sa transition politique vers un régime démocratique et pour un

période de 12 et le 3 juin 2021, le Conseil de sécurité a adopté la résolution n° 2579 en 2021, qui a été ajoutée

3 décembre 2022. Le troisième exigeait la prolongation du mandat de l'UNITAMS pour une période de 12 mois afin de

À partir de juin 2022, le Conseil de sécurité de l'ONU a de nouveau renouvelé le mandat de la mission pour une année supplémentaire, jusqu'au troisième

Une autorisation légale

Selon la résolution n° 2636 de 2022

A partir de juin 2023 selon

La mission doit apporter un soutien au Soudan à travers des initiatives de développement et politiques visant à consolider la paix,

mettre en œuvre un plan national pour protéger les civils et contribuer à atteindre les objectifs du document constitutionnel

signé en août 2019. Les objectifs stratégiques de la mission, en cohérence avec la réalisation des principes du

document constitutionnel, étaient les suivants :

Soutenir la stabilité politique.

Appui à la rédaction de la constitution, aux élections et au recensement de la population.

Soutenir les réformes institutionnelles et promouvoir et protéger les droits de l'homme.

Soutenir un processus de paix global.

Soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix.

Appui au renforcement de l'environnement protecteur, en particulier dans les zones de conflit et celles qui ont déjà été témoins

conflits

Soutien à la coexistence pacifique et à la réconciliation entre les communautés.

Soutien à la fourniture d'une aide internationale et aux réformes économiques et sociales nationales.

Établir une structure nationale pour la planification du développement et l'efficacité de l'aide

soutenir

Pour parvenir à un processus de paix global

le soutien

La mission s'est également vu confier un certain nombre de tâches procédurales, notamment :

Aider à la transition politique, aux progrès vers une gouvernance démocratique, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et

durabilité de la paix.

Soutenir les chemins de paix et mettre en œuvre les futurs accords de paix.

Fournir une assistance pour consolider la paix, protéger les civils et l'État de droit, en particulier au Darfour et dans les deux régions

(Kordofan Sud et Nil Bleu).

Soutenir la fourniture d'une aide économique et au développement et coordonner l'aide humanitaire en garantissant

Une approche intégrative pour les agences des Nations Unies et les programmes de financement ; Et grâce à la coopération avec les institutions financières internationales

institutions, d'une manière qui répond à tous les objectifs de développement durable.

Les positions des parties soudanaises envers la mission de l'ONU

Les positions des parties variaient quant à l'approbation ou non de la formation et de l'accueil de la mission de l'ONU, et les opinions

variait entre les positions d'acceptation, de rejet et conditionnelles comme suit :

La tendance pro-mission

Les opinions en ce sens découlaient de la nécessité d'avoir une mission de l'ONU fournissant un soutien technique à la lumière de l'état de faiblesse dans lequel se trouvent tous les Soudanais.

dont souffrent les institutions. Les affrontements tribaux au Darfour et dans d'autres régions du Soudan ont fourni un argument de poids aux partisans de cette tendance, qui l'ont utilisée

comme preuve du caractère inévitable de la présence de cette mission, étant donné le besoin du Soudan d'unités de sécurité capables d'étendre le contrôle dans les régions.

Conflits et tensions. Les experts soutenant ce point de vue ont suggéré la présence continue d'unités de police composées d'unités de maintien de la paix et de soutien rapide.

forces armées dans les zones sensibles du Darfour, même dans le cadre d'une mission plus large de soutien à la transition politique.

La direction qui rejette la mission

De nombreuses opinions soudanaises se sont exprimées, rejetant catégoriquement le recrutement ou le renouvellement d'une mission de l'ONU.

Dans l'hypothèse où la présence des forces internationales leur confère des pouvoirs de décision ; Qu'elle soit politique ou sécuritaire, elle est considérée comme une fin,

car il est devenu un frère de la souveraineté soudanaise. Les partisans de ce point de vue soutiennent qu'il est nécessaire

Le rejet par les forces armées de la présence de la mission onusienne et la nécessité pour le gouvernement de transition d'assumer lui-même sa responsabilité et

Les principes de la révolution. Il critique cette tendance comme une concession répondre aux aspirations des Soudanais conformément aux

Un pour la séparation Le Soudan a volontairement renoncé à une partie de sa souveraineté ; Ils estiment que malgré la publication de la nouvelle décision conformément à...

La sixième, pas la septième, mais elle comprenait de nombreuses décisions qui limitaient le Soudan à des questions internes sensibles, telles que la constitution, la paix

processus et les élections.

Directive approuvée sous condition

Il existe une troisième tendance qui médialise les deux opinions. Il estime qu'il est nécessaire de fixer un plafond à la mission politique envisagée, après quoi elle

sera soumis à un suivi et à une évaluation, son renouvellement étant fonction de ses performances. Les partisans de cette tendance voient également la nécessité d'un accord entre les

Souveraineté et le Conseil des ministres sur les conditions et les contrôles du travail de la mission, de manière à préserver la paix et la sécurité, et la souveraineté du Soudan.

souveraineté en même temps. Les partisans de cette tendance justifient également qu'elle soit toujours...

Les perceptions ne sont pas claires quant à la gestion des questions de sécurité suite au retrait de la MINUAD, ce qui rend son retrait actuel cause

un vide sécuritaire qui ne peut être comblé. Et puis ils voient qu'il y a

Il est urgent de continuer à appliquer les décisions du chapitre sept, étant donné la gravité de la situation au Darfour, ainsi que

il concerne la protection des citoyens, à une époque où des millions de personnes se trouvent toujours dans des camps de réfugiés et de personnes déplacées, incapables de retourner dans leurs régions d'origine.

en raison de l'insécurité et des attaques répétées.

Les positions de la mission des Nations Unies concernant la transition politique au Soudan

Compte tenu du mandat définissant la mission, celle-ci devait remplir un certain nombre de rôles, notamment celui de fournir un soutien à l'opération. Selon

transformation politique à travers son bureau d'accompagnement de la transition politique, en plus des rôles liés à l'appui à la paix,

soutenir la protection des civils et la coordination du développement, et enfin fournir un soutien consultatif à la police et soutenir

Processus électoral. Cependant, depuis son arrivée, le rôle de la mission s'est limité à apporter un appui au processus politique, en

formuler ses positions sur la nature du règlement politique et l'avenir du système politique, dans lesquels son rôle était limité

et ne s'est cristallisé fondamentalement qu'après la dissolution du partenariat entre les deux composantes.

Opérations civiles et militaires selon les procédures du 25 octobre 2021 ; Après cela, les efforts de la mission se sont cristallisés

jouer un rôle de médiateur entre les deux parties pour reprendre le dialogue et reformuler une formule consensuelle de gouvernance entre elles

encore une fois.

À la suite de cette crise, les relations entre la composante militaire et la mission sont devenues tendues, ce qui a conduit à

des manifestations de soutien à la composante militaire, dénonçant le rôle de l'envoyé de l'ONU, et des campagnes populaires ont vu le jour pour

exiger l'expulsion de Peretz sous prétexte de son ingérence dans les affaires intérieures, car il a laissé la foule en colère atteindre

les bâtiments de la mission sans objection des forces. Sécurité.

Ensuite, le chef du Conseil de souveraineté, Abdel Fattah al-Burhan, a commencé à déclarer publiquement que l'envoyé du Secrétaire général ne

ne fait pas preuve de neutralité et penche vers l'un des partis - en référence aux Forces de Liberté et de Changement. Il a également parlé

sur le retrait de Peretz de ses fonctions et sur sa préoccupation pour l'initiative politique, alors qu'il était censé donner suite aux

mise en œuvre de l'accord de paix et préparation des élections. Et d'autres tâches.

En avril 2022, Al-Burhan a déclaré qu'il n'hésiterait pas à expulser l'envoyé de l'ONU du pays, exprimant

Lors de sa rencontre avec Volker Peretz, il a exprimé son mécontentement face au rapport soumis au Conseil de sécurité.

car il n'a pas mentionné les indicateurs positifs sur le terrain, selon un communiqué du Conseil de souveraineté de l'époque.

Durant cette période de tension, l'envoyé de l'ONU a évité de s'engager dans des batailles verbales avec le gouvernement soudanais et a été

content du silence et attaché aux aspects techniques lors de la présentation du rapport sur la situation au Soudan au Conseil de sécurité

sans faire référence aux divergences politiques.

Alors que la situation politique au Soudan s'aggravait, la mission de l'ONU a mené des efforts de médiation dans le but de rétablir la piste politique. Le

La mission à elle seule a lancé une initiative de médiation entre les composantes civile et militaire en janvier 2022, mais ses efforts ont été

a résisté, ce qui a conduit à l'introduction de l'Union africaine et des Nations Unies.

L'IGAD est en partenariat avec elle pour diriger ce rôle à travers ce que l'on appelle le mécanisme tripartite qui a été formé en mars 2022.

Les tentatives de médiation tripartite entre les différentes parties ont échoué, y compris une tentative de première réunion entre civils et militaires en juin 2020 sous les auspices de l'ambassadeur saoudien au Soudan. Le mécanisme politique est resté présent sur la scène soudanaise, à travers les rencontres menées par le chef de la mission de l'ONU, Volker Peretz, avec la plupart des forces politiques sur place. Finalement, le mécanisme tripartite a soutenu l'initiative de l'Ordre des Avocats, qui a lancé un projet de constitution de transition dans le cadre des initiatives

De nombreuses attaques ont été lancées par de nombreuses forces politiques au cours de l'année écoulée pour tenter de résoudre la crise. Et reprendre le chemin de la démocratie. Cette initiative a finalement été créée, grâce aux efforts du mécanisme tripartite, pour convoquer la composante militaire à signer l'accord-cadre avec les Forces de Liberté et de Changement le 5 décembre 2022, exclure le bloc démocrate de l'accord.

Avec le lancement du processus politique final en janvier 2023, avec la tenue de plusieurs ateliers pour discuter de la questions en suspens et de fond entre les deux parties à l'accord-cadre, et sous les auspices de l'accord tripartite et des mécanismes de quatuor, des désaccords sont apparus entre les forces armées et le soutien rapide, qui ont finalement conduit à un affrontement armé entre les deux parties.

Absence de résolution.. Le conflit soudanais en est à son septième mois

La paix soit sur Khalil.

La paix soit sur Khalil

Publié le 11/10/2023

partage

Bien que la guerre entre l'armée soudanaise et la milice de soutien rapide au Soudan soit entrée dans sa septième mois, force est de constater que les heures décisives n'approchent pas encore. Au contraire, les batailles militaires ont étendu à cinq États : Khartoum, Al-Jazira, Kordofan, West Yeti et South Darfour. Développements militaires

Les opérations indiquent que les Forces de Soutien Rapide ont ouvert plusieurs fronts de bataille dans le but de élargir la portée de la confrontation, épuiser l'armée et disperser ses efforts sur plus d'un axe de la confrontation, qui bloque la voie à la concentration et au rassemblement des forces et à la résolution des problèmes. conflit à Khartoum, qui est considéré comme la tâche principale des combats en cours à ce stade. . Ce rapport tente de faire la lumière sur la carte actuelle du conflit, la situation sur le terrain sur les champs de bataille, ses répercussions et

les raisons du manque de résolution

Cette importance semble augmenter à la lumière des affrontements militaires dans ses trois villes, Omdurman, Khartoum et Khartoum Bahri, qui ont été témoins de frappes aériennes, de bombardements d'artillerie et de combats acharnés entre les deux côtés du conflit. Les drones de l'armée ont réussi à détruire des bases de soutien rapide dans les zones de Jabal Awlia et d'Al-Ailfoun, au sud de Khartoum, en plus d'utiliser des armes légères et lourdes et des armes militaires. avion. Les opérations militaires se poursuivent dans la capitale, Khartoum, où le rythme des combats s'est intensifié entre les deux côtés du conflit dans un certain nombre de régions après les marches ont effectué le bombardement des milices positions à l'est du Nil et dans le quartier de Jabra adjacent à l'unité des forces blindées à le sud de Khartoum, et également l'une des zones les plus peuplées de miliciens depuis. établi, Outre les régions de Riyad, Burri, Al-Mansheya et Taif à l'est de la capitale

L'Armée de l'Air a ciblé, par ses sorties intensives, les sites d'appui rapide de la Cité des Sports et de la terrains de camping dans la ville de Soba, à l'est de Khartoum. En plus de cibler l'aviation avec des bombes

Centres d'assistance rapide dans les quartiers de l'Arquette et du Marché Central. De violents affrontements ont lieu avec des

armes, coïncidant avec des affrontements similaires dans des zones distinctes. L'armée a également été prise pour cible

Emplacements et positions de soutien rapide dans le sud et l'ouest d'Omdurman, en particulier dans les zones nord d'Al-Thawra
banlieue.

Sur des sites au nord de la ville de Khartoum Bahri, Les Forces de soutien rapide ont également attaqué Moa

Ciblage d'un entrepôt de matériel militaire de l'armée près de la base militaire de Wadi Saydna.

En outre, plusieurs obus ont été tirés sur le quartier général du corps du génie, tandis que l'armée répondait.

en bombardant le quartier de Murabbat, au sud de la ville d'Omdurman, où les milices ont utilisé l'artillerie sur des sites du

zone comme site pour mener des attaques contre le Corps of Engineers à partir de quartiers résidentiels.

Après que l'escalade de l'attaque du soutien rapide n'ait pas réussi à changer la réalité sur le terrain, encore moins

Souffrant de lourdes pertes en matériel et en forces, les Forces de soutien rapide ont dû se replier vers la frontière.

A et les régions du nord l'État d'Al-Jazira avec l'État de Khartoum, dans les zones rurales à l'est.

La partie occidentale de l'État, où elle était stationnée dans les régions d'Al-Masid et d'Al-Thawra, mais bientôt de vastes

des renforts militaires ont été envoyés par l'armée soudanaise dans ces zones et le projet Al-Jazeera a été débarrassé de ses activités.

toutes les positions des Forces de soutien rapide. L'armée a également effectué des patrouilles de ratissage et des relevés frontaliers entre les

États de Khartoum et d'Al-Jazira.

A l'ouest du pays, l'État du Darfour Sud a été témoin de la poursuite des combats dans la ville de Nyala, la capitale

de l'État, où le Soutien Rapide tente de contrôler la ville, dans le but de trouver une opportunité de revenir à nouveau

à la table des négociations, en obtenant une carte de pression forte qui lui permettra dans une certaine mesure d'obtenir quelques gains en

les cycles de négociations. La période à venir, surtout après son échec à contrôler Khartoum ou à atteindre des objectifs stratégiques

des gains dans les nouvelles zones auxquelles les affrontements se sont étendus au sud et à l'est de la capitale.

Quant à l'État du Kordofan du Nord, les Forces de soutien rapide ont lancé des attaques distinctes contre la ville d'El Obeid, avec

l'objectif d'assiéger la capitale de la ville il y a trois mois, mais toutes leurs tentatives ont échoué car l'armée soudanaise

ont fait face à ces tentatives et la milice a subi de nombreuses pertes. De violents affrontements et affrontements ont également éclaté

dans la ville de Dilling, dans l'État du Kordofan du Sud, entre l'armée soudanaise d'une part et le SPLM-Nord.

Abdel Aziz al-Hilu de l'autre.

Une autre raison est que le Mouvement populaire tente d'étendre son contrôle à la lumière de la situation sécuritaire turbulente actuelle. Ce

Il s'agit de la deuxième attaque du secteur SPLM-Nord contre cette ville en trois mois, mais les forces du mouvement ont subi de lourdes pertes.

Pendant ce temps, l'État du Darfour central est entré dans un cycle de violence civile à la suite de nouveaux affrontements entre les Beni Halba

et Salamat, dans la zone Wastani de la localité de Mukjar, ce qui a entraîné la mort de dizaines de membres des deux tribus, comme le

Les efforts des hommes de l'administration autochtone n'ont pas réussi à résoudre le conflit entre les deux groupes combattants, et le

L'Administration autochtone cherche à conclure un accord. Une conférence de réconciliation entre les deux parties aura lieu à la fin

de ce mois d'octobre.

Les répercussions et

résultats : Après sept mois de combats militaires entre l'armée et les Forces de soutien rapide, ces dernières ont perdu le contrôle de

des emplacements stratégiques importants, mais cherche toujours à imposer sa domination militaire sur les grandes villes, comme la ville d'El Obeid,

en raison de son emplacement stratégique et du lien entre Khartoum et Khartoum.

Le reste des États correspond à l'ouest du Soudan. Les Forces de soutien rapide ont également continué à utiliser les États des régions du Darfour comme un seul

de leurs importants couloirs de soutien logistique pour poursuivre la guerre, alors qu'ils continuaient à mener des batailles majeures avec l'armée pour entrer

le centre de certaines villes importantes, mais sans la capacité de résoudre le conflit à la lumière des complexités militaires et tribales qui

l'entourer. Plusieurs blocs opératoires.

D'un autre côté, de nombreuses parties continuent de déployer des efforts pour parvenir à un règlement efficace, alors que les forces politiques et civiles

proposer une initiative basée sur la nécessité de former un mécanisme de coordination qui inclut des partenaires régionaux tels que :

(la Ligue des États arabes, l'Union africaine, l'IGAD, les Nations Unies) dans le but d'établir des efforts supplémentaires pour

résoudre la guerre, pour prévenir toute ingérence extérieure,

La crise actuelle est compliquée. Il convient de noter que ces propositions ont reçu le soutien d'un certain nombre d'acteurs actifs

Les forces politiques soudanaises, notamment : le Bloc Démocratique, les Forces du Mouvement National, le Consensus National, le

Déclaration Nationale, la Coordination du Retour à la Plateforme Fondatrice, le Front Révolutionnaire, en plus des autochtones

Administration, société civile, femmes et Forces révolutionnaires de la jeunesse. .

En conclusion, on peut dire que malgré les répercussions complexes du conflit militaire au Soudan, et après environ sept

des mois de combats entre l'armée soudanaise et les forces de soutien,

Jusqu'à présent, les opérations militaires entre eux n'ont pas résolu les combats qui font rage depuis avril dernier, qui soulève une question légitime sur la durée attendue de la poursuite de la guerre au Soudan, en plus

D'autres questions portent sur le manque de capacité des deux parties à résoudre militairement et sur la nature des problèmes non militaires.

alternatives proposées pour éviter la poursuite du conflit pendant des mois.

Limites de l'influence : Le retour des relations entre le Soudan et l'Iran.

Réconciliation

Khalil

Réconciliation Khalil Publié le 28/10/2023

partage

Le Soudan et l'Iran ont repris leurs relations diplomatiques après sept ans d'éloignement, les deux pays étant convenus de reprendre leurs relations après une déclaration conjointe du ministre soudanais désigné des Affaires étrangères, l'ambassadeur Ali Al-Sadiq, et de son son homologue iranien, Hussein Amir Abdullahian, en juillet 2023, avant l'annonce du ministère soudanais des Affaires étrangères en octobre 9 le retour des relations. Diplomatie officielle. Force est de constater que de nombreux contacts ont été noués entre Khartoum et Téhéran pour rétablir leurs relations il y a des mois, notamment après le rapprochement entre le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Iran en mars 2023, après plusieurs mois de négociations entre eux sous médiation chinoise.

Les racines de la crise entre les deux pays remontent à 2016, lorsque le Soudan a pris la décision de rompre leurs relations.

Avec l'Iran en raison de fortes tensions entre l'Iran et le Royaume d'Arabie Saoudite après l'assaut des manifestants iraniens l'ambassade saoudienne à Téhéran. Le gouvernement soudanais de l'époque avait pris la décision de fermer toutes les écoles iraniennes et centres culturels et expulser les diplomates et l'ambassadeur du pays.

Le développement des relations soudano-iraniennes

Historiquement, les relations entre Khartoum et Téhéran sont étroites depuis près de trois décennies S'il voit la raison pour laquelle les armesExtrêmement. Téhéran a été un allié de Khartoum et a également été une source et une source de Khartoum depuis les années 1990 et la première décennie du troisième millénaire du XXIe siècle. La coopération a pris d'ordre stratégique, étant donné que l'Iran estime que le Soudan est un centre important Mouvements iraniens dans la région de la Corne de l'Afrique, dans le cadre de son vaste projet régional

Elle s'est étendue à la scène africaine sous le mandat du président Ahmadinejad, alors que les deux pays étaient confrontés à de lourdes pressions et les sanctions américaines.

Par exemple, en avril 1997, les deux pays ont signé plus de 30 accords allant de projets communs à des formations conjointes, et la qualification et la formation des officiers de l'armée soudanaise et du service de sécurité et de renseignement à Téhéran. Dans En mars 2008, les deux pays ont signé un accord de défense commune, un outil commun visant à renforcer la sécurité et la paix dans le pays. Région de la Corne, qui comprend une coordination permanente et une défense avancée. Son visage Africain. Avant la rupture des relations, le Soudan entretenait de bonnes relations avec l'Iran, notamment dans le domaine militaire, comme l'a indiqué l'Iran. les navires étaient souvent amarrés dans le port de Port-Soudan en mer. Rouge.

Mais en 2014, les relations entre les deux pays ont commencé à se détériorer, notamment après que le Soudan ait été confronté à une grave crise. crise économique et Téhéran s'est distancé de Khartoum, car il n'a pas réussi à apporter des gains économiques significatifs au Soudan, avant que le Soudan ne s'implique l'année suivante pour soutenir l'opération militaire saoudienne au Yémen. À la fois lorsque l'Iran a soutenu les Houthis, ce qui a placé le Soudan et l'Iran dans une situation de confrontation indirecte au Yémen, qui mène à De profondes tensions dans les relations bilatérales se sont rapidement révélées en 2016, lorsque le Soudan a décidé de mettre fin à toutes les formes de relations bilatérales. relations diplomatiques avec l'Iran, une situation qui s'est poursuivie dans un contexte régional renforcé où l'intensité des la polarisation s'est accrue et les manifestations de politiques hostiles dans la région se sont multipliées.

Tout comme les variables régionales ont contribué à créer un état de tension qui a abouti à un clivage entre les deux pays, Les variables régionales ont également contribué à la restauration des relations bilatérales entre eux en 2023, après la guerre saoudienne. Le rapprochement iranien a conduit à l'ouverture d'un espace qui n'existait pas auparavant. Pour le retour des relations soudano-iraniennes, sans que cela signifie que les dirigeants soudanais prennent la décision de changer Le modèle de son alignement régional, qui peut entraîner des coûts politiques et économiques élevés.

Les répercussions du rapprochement sur le Soudan et l'Iran

Le rapprochement de Khartoum avec Téhéran aura un impact sur les positions des puissances régionales et internationales concernant la guerre qui se déroule actuellement à Khartoum entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide. Apparemment Il est clair que l'armée soudanaise veut délivrer des messages à de nombreux pays de l'environnement régional

Et au niveau international, il prouve qu'il a des alternatives dans la crise actuelle avec lesquelles il peut dans une certaine mesure modifier ses opérations militaires contre les Forces de Soutien Rapide, et y réaliser des gains au niveau des opérations militaires

qui se déroule à la fois à Khartoum et dans certains États du Darfour, en l'ouvrant à un allié régional fort qui bénéficie de une vaste expérience dans le soutien militaire de ses alliés régionaux avec du matériel militaire

Et des expériences qui pourraient constituer un facteur de changement des rapports de force existants sur les champs de bataille en heure actuelle .

En pratique, l'Iran peut fournir à l'armée soudanaise des équipements militaires efficaces qui aident l'institution

La capacité militaire à résister à une période de guerre plus longue et à épuiser l'adversaire. L'Iran pourrait également chercher à restaurer son forte présence au Soudan et dans la région qui s'étend le long de la côte orientale de l'Afrique, comme le récent rapprochement avec le Soudan aide Téhéran à se repositionner dans la région de l'Afrique de l'Est, dans laquelle l'Iran est fortement présent. Militaire à travers les Houthis au Yémen, ainsi que

Un certain nombre de pays de la région, comme l'Érythrée, le Kenya et les Comores, entretiennent depuis longtemps des relations étroites avec eux, ainsi que certains acteurs en Somalie. Le Soudan pourrait même devenir un centre d'activité iranien au centre du pays.

continent à l'ouest et dans la région des Lacs jusqu'au sud.

Le continent, d'autant plus que l'Iran s'efforce de redynamiser sa stratégie à l'égard du continent dans un contexte de confrontation

L'isolement que lui impose l'Occident.

En conclusion, on peut dire que l'accord saoudien-iranien a ouvert la porte au repositionnement de l'Iran.

au niveau régional, d'une manière différente des relations tendues qui ont prévalu ces dernières années. Et dans l'ombre

Compte tenu du contexte régional complexe qui existe actuellement, l'Iran s'efforcera d'exploiter toutes les opportunités disponibles

afin de retrouver son influence en Afrique, qu'il a en partie perdue au cours de la

dernières années. Le Soudan était l'un des pays les plus importants à travers lesquels il semblait que l'Iran chercherait à

renforcer sa présence et restaurer son influence déclinante en Afrique de l'Est, ce qui pourrait avoir des répercussions durables sur

les équilibres existants au Moyen-Orient et sur le continent africain.

Lecteurs du rapport de l'Organisation internationale pour les migrations sur la crise des réfugiés au Soudan

Salma Abdel Moneim

Salma Abdel Moneim

Publié le 21/05/2023

partage

L'Organisation internationale pour les migrations a publié le 16 mai un rapport sur la nature des conditions actuelles au Soudan, et notamment sur la situation des réfugiés depuis le déclenchement du conflit à la mi-avril. Le rapport a commencé par l'envoi d'un appel à toutes les parties impliquées dans le conflit pour assurer la sécurité des travailleurs humanitaires. afin qu'ils puissent fournir une assistance aux citoyens soudanais touchés. À la suite d'actes de violence ; Cela vaut notant que depuis le déclenchement du conflit au Soudan, tous les travailleurs des organisations internationales de secours et de paix ont été menacés, et cela a même conduit à la mort d'un certain nombre d'entre eux et à des blessures à d'autres.

Notes sur le rapport de l'OIM :

Le rapport commence par un aperçu général de la situation au Soudan, soulignant qu'après le conflit en Le Soudan s'est poursuivi pendant un mois, il n'y a pas eu de cessez-le-feu malgré tous les pourparlers de paix en cours et les signature d'une déclaration d'engagement à protéger les civils au Soudan, car il y a encore un échange d'incendies à Khartoum, au Kordofan Nord et au Kordofan Ouest. Darfour : le bilan s'élève à 701 morts et le nombre de blessés s'élève à 5 576, selon les estimations du ministère soudanais de la Santé.

Le rapport passe en revue les résultats du conflit, alors que les crimes de pillage et de vol se poursuivent sans distinction. entre les ambassades et les bâtiments qui fournissent un soutien humanitaire, en plus de la grave pénurie des produits de base, notamment la nourriture, l'électricité, l'eau et le carburant, et leurs prix élevés, en plus des on s'attend à une hausse des prix de 25%, selon les estimations des Nations Unies, au cours des mois. Le trois à six suivants ; Outre la perturbation des services bancaires et les attentes du monde Programme alimentaire que le niveau d'insécurité alimentaire atteindra un niveau record dans les mois à venir.

Il convient de noter que le Fonds des Nations Unies pour la population a mis en garde contre l'augmentation de la violence sexiste, les agressions et exploitations sexuelles contre les femmes et les filles, outre la détérioration des conditions des établissements de santé, au point que moins d'un cinquième de ces installations fonctionnent à Khartoum, selon le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires.

Le rapport a suivi plus d'un million de cas de déplacement au Soudan. Parmi eux, 843 130 se trouvent au Soudan, et 253 591 ont été déplacés de l'autre côté de la frontière vers les pays voisins, de sorte qu'à Port-Soudan il y a plus de 16 000 personnes déplacées de 22 nationalités différentes. À la lumière de la détérioration des conditions au Soudan, le L'Organisation internationale pour les migrations, ainsi qu'un certain nombre d'autres organisations humanitaires, ont appelé à la nécessité d'établir des sites alternatifs pour accueillir les personnes déplacées. Bien que le gouvernement ait reconnu lors de sa dernière réunion la nécessité de fournir des soins de santé et les considérant comme une priorité, l'Autorité de l'aviation civile a annoncé la prolongation de la fermeture de l'espace aérien jusqu'au 31 mai !

Les besoins humanitaires augmentent au Soudan, au point que l'organisation a indiqué qu'il y en aurait 1,8 millions de personnes déplacées au cours des six prochains mois, et l'organisation travaille à suivre un nouveau plan de réponse pour répondre et élargir ces besoins.

L'organisation a indiqué que ce rapport comprend un aperçu de son travail pour répondre à la crise des déplacés au Soudan et dans les pays voisins.

Premièrement : le Soudan :

Diverses organisations Le bureau principal de l'organisation à Port-Soudan travaille à coordonner les opérations avec les agences de publier des évaluations sur la situation au Soudan, car il comprend 6 entrepôts répartis dans 5 pays voisins du Soudan et 7 000 groupes humanitaires ; Le rapport l'explique à travers une carte avec la répartition des zones de conflit et les succursales de l'organisation qui servent les migrants.

Le rapport indique que le plan de travail de l'organisation pour l'est du Soudan a été achevé, ce qui comprenait l'ouverture d'un nouvel entrepôt à Port Soudan, et les équipes de travail se sont rendues le 16 mai à Kassala et Gedaref pour commencer opérations, en plus de la distribution de vivres, qui comprendront 232 mille personnes, en plus de...

Nombre de Eau, articles d'hygiène, etc. ; L'organisation partage son travail au Soudan avec des agences internationales

et des organisations, notamment le Bureau des affaires humanitaires et le Haut-Commissariat pour les réfugiés. Le

L'organisation a lancé son plan de réponse le 17 mai et informera les donateurs et les États membres en mai.

22.

Deuxièmement : le Soudan du Sud :

Le rapport indique que la crise au Soudan affecte la situation humanitaire au Soudan du Sud jusqu'à plus de

57 000 arrivées sont passées, dont 53 000 Sud-Soudanais qui ont fui le 14 mai. L'organisation

enregistré le conflit à l'avance au Soudan!

L'organisation travaille à fournir 120 litres d'eau par jour pour servir les personnes déplacées dans le Sud

Soudan, et plus de 10 000 rapatriés vers le Sud ont été examinés, tout en soutenant 376 pays du tiers-monde.

citoyens en leur fournissant une aide médicale, de l'eau, de la nourriture et d'autres besoins humanitaires. Avec le gouvernement du Sud

Soudan et ses partenaires, ainsi qu'avec le bureau de l'organisation à Renk, l'organisation travaille avec d'autres pour

établir un autre point d'appui à Malakal.

Troisièmement : République Centrafricaine :

L'organisation a enregistré plus de 9 000 Soudanais à l'intérieur des frontières de l'Afrique centrale, dont plus de

6 000 demandeurs d'asile et plus de 3 000 personnes ayant fui vers le Soudan à la lumière des crises de 2019 et 2020, et

les femmes et les enfants constituent la majorité des arrivées, soit 80 %.

Quatrième : Éthiopie :

Depuis le début du conflit, l'organisation a enregistré l'arrivée de plus de 20 000 déplacés.

personnes passant par la ville de Metema, située à la frontière soudano-éthiopienne, dont 48%

Éthiopiens, 17 % Soudanais, 11 % Érythréens et 8 % Turcs. Plus de 600 arrivées ont lieu quotidiennement, et le

L'organisation travaille à fournir un soutien en outils de soins de santé, en nourriture et en eau, en plus d'examiner les

personnes déplacées et autres services que l'organisation fournit afin de protéger les droits des réfugiés.

Cinquièmement : La République arabe d'Égypte :

Le rapport indique que, selon le ministère égyptien des Affaires étrangères, il y a plus de 88 mille personnes déplacées vers l'Égypte à travers la frontière égypto-soudanaise, dont 6 000 Égyptiens et les d'autres sont des citoyens soudanais. L'organisation, à son tour, a prodigué les premiers secours en coopération avec l'armée égyptienne. Croissant-Rouge, vivres, outils d'hygiène, etc., et l'organisation se prépare à augmenter les colis alimentaires et fournir... Plus d'eau pour répondre à ces chiffres

Sixièmement : Tchad :

Selon le rapport, le nombre de réfugiés au Tchad était estimé à environ 60 000 réfugiés, dont la plupart sont des femmes et des enfants. L'organisation travaille en coopération avec un certain nombre d'organisations humanitaires internationales. fournir un soutien approprié et une réponse immédiate, notamment en fournissant de la nourriture, de l'eau et des espèces à usages multiples l'assistance aux familles de retour dans le cadre de son aide au retour volontaire de leurs communautés.

Septièmement : Libye :

Selon le rapport, environ 913 migrants sont arrivés en Libye, soit directement du Soudan, soit indirectement en passant par le Soudan. à travers le Tchad puis jusqu'à la frontière libyenne. Des comités d'urgence ont été formés pour développer la préparation des stratégies pour accroître la réponse aux situations d'urgence, d'autant plus que le conflit est toujours en cours.

Notes sur le rapport de l'OIM :

Dans son travail, l'Organisation internationale pour les migrations s'est appuyée sur la coordination entre de nombreux organismes d'aide humanitaire.

organisations, organisations de la société civile et agences gouvernementales, et donc les chiffres, les statistiques,

et les données sont convenues par toutes les parties.

L'organisation est capable de coordonner son travail facilement, mais en dehors des frontières du Soudan. En raison de l'augmentation de zones de combat, jour après jour, l'organisation trébuche dans la présentation de son travail à l'intérieur des frontières soudanaises.

L'Égypte est le pays qui accueille le plus de Soudanais déplacés, ce qui crée à son tour des charges supplémentaires et nécessite davantage de soutien.

de la communauté internationale pour le gouvernement égyptien.

L'organisation a besoin d'un plus grand soutien pour fournir les services nécessaires aux personnes déplacées et rapatriées. Selon les attentes, il y a

une augmentation quotidienne importante et continue du nombre de personnes déplacées.

Un certain nombre de ceux qui ont fui le Soudan ont évoqué les difficultés de transport. Le rapport comprenait une information
entretien, déplacement et obtention d'eau et de nourriture sur le territoire soudanais.

Engagement calculé : Washington et les développements violents au Soudan

Quelle science

Quelle science

Publié le 22/05/2023

partage

« La violence qui sévit au Soudan représente une tragédie et une trahison des intérêts clairs du peuple soudanais. demande d'un gouvernement civil et d'une transition vers la démocratie », ces mots sont venus dans le communiqué escalade croissante dans publié en mai dernier, comme l'a commenté le président américain John Biden sur le chapitre de l'un des chapitres récurrents de violence de son histoire. Le Soudan est un nouveau Soudan. L'arène est témoin signes d'entrée dans le tunnel obscur de la guerre civile, après le déclin de l'état d'accommodement entre les Armée soudanaise sous le commandement du général Abdel Fattah, et les Forces de soutien rapide qui suivent Muhammad Hamdan Dagalo, connu sous le nom de « Hemedti », est à l'origine du déclenchement des combats. entre les deux côtés. Ce qui a incité le président Biden à affirmer que les États-Unis « se tiennent aux côtés des États-Unis ». le peuple soudanais », et s'efforce également de soutenir l'engagement du Soudan « en faveur d'un avenir de paix et de des outils de réponse pour faire face à cette opportunité croissante. Cela soulève des questions sur la politique de Washington la violence au Soudan, ainsi que les motivations qui la motivent

Le Soudan est entré dans une nouvelle phase d'instabilité sur fond de nouvelle vague de combats à la mi-avril. un pays en proie à des milices et des mouvements rebelles. Dans le passé, des violences armées ont éclaté entre les L'armée soudanaise sous le commandement du général Abdel Fattah et les Forces de soutien rapide affiliées à Mohamed Hamdan Dagalo, connu sous le nom de « Hemedti », quelques mois après avoir signé un accord projet d'accord en décembre 2022, dans le but d'établir une feuille de route pour le leadership civil. Mais parle sur la mise en œuvre de ses détails a échoué. Les violents affrontements en cours au Soudan ont paralysé la vie des citoyens, a entraîné des centaines de morts, des milliers de blessés et le déplacement de centaines de personnes. des milliers de citoyens. Cela a incité Washington à répondre à la complexité et à la complexité qui ont enveloppe désormais la scène soudanaise. Des pistes adaptées

Évacuation des Américains :

Avec le déclenchement de la vague de violence actuelle au Soudan, la question de l'évacuation des ressortissants américains est apparu comme un objectif majeur de l'administration américaine, pour éviter de répéter les échecs précédents dans certains domaines en feu.

En raison de son impact sur la popularité de l'administration démocratique et de son impact potentiel sur les chances de victoire des démocrates lors de la course présidentielle de 2024. Alors que les affrontements armés entraînent

Dès leur deuxième semaine, le 22 avril, les États-Unis ont procédé à une évacuation de leurs diplomates de leur ambassade à Khartoum, après En transférant les forces américaines sur la base Lemonnier à Djibouti. Dans ce contexte, les États-Unis

Le gouvernement s'est efforcé de faciliter le départ des diplomates américains avec une assistance militaire et le départ de centaines d'autres citoyens américains via des convois terrestres et maritimes et des vols à bord d'avions partenaires.

Alors que CNN considérait que les efforts d'évacuation généralisés intervenaient dans un contexte de colère croissante des Américains au Soudan. parce qu'ils avaient le sentiment que le gouvernement américain les avait abandonnés et laissés seuls dans un environnement complexe et

Situation dangeureuse.

Mouvements diplomatiques :

On peut dire d'une manière générale que l'administration Biden a cherché à participer aux efforts visant à protéger le Soudan.

transition vers un régime civil. Il a nommé John Godfrey ambassadeur à Khartoum

en un quart de siècle. Par ailleurs, Washington, de par son appartenance au Quatuor, qui Pour la première fois

comprend (le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis), a travaillé pour encourager les parties soudanaises

d'accepter l'accord-cadre conclu en décembre 2022. Suite au déclenchement d'attaques armées

violence, Washington a pris un certain nombre de mesures diplomatiques pour contenir la scène, département d'État américain

le porte-parole Samuel Warburg a révélé que Washington communique avec les pays voisins, le

États du Golfe, Union européenne, Union africaine, Ligue des États arabes, Nations Unies et autres

concernant l'évolution de la scène soudanaise. Cela était lié au secrétaire d'État Anthony Blinken

prendre des contacts avec Al-Barahan et Hemedti ont souligné la nécessité urgente de parvenir à un cessez-le-feu, car

ainsi que contacter ses homologues saoudiens et émiratis afin de rétablir la sécurité et la stabilité au Soudan. Kévin

McCarthy, président de la Chambre des représentants, a également discuté, lors de sa visite au Caire, avec le président

Abdel Fattah El-Sisi. La situation sur la scène régionale, y compris les récents développements au Soudan. Ce

s'est produit

Washington, en coopération avec Riyad, a présenté une initiative visant à mettre fin au conflit et a ouvert la porte

à la tenue de discussions à Djeddah entre Al-Burhan et Hemedti.

Aide humanitaire:

Les États-Unis comptent parmi les plus grands fournisseurs d'aide humanitaire au Soudan, ce qui constitue une approche fiable pour

faire face aux développements actuels et empêcher le pays de sombrer dans de nouvelles violences. Une semaine après le

Une vague de violence continue a éclaté, Samantha Power, directrice de l'agence internationale, a déclaré que l'agence avait

a déployé une équipe d'experts en catastrophe pour... Coordonnées de l'USAID

l'aide humanitaire au Soudan compte tenu de la poursuite des combats dans ce pays. Elle a également expliqué que l'équipe travaillera à partir de

Le Kenya dans la première phase, et coopérera avec la communauté internationale et ses partenaires pour ce faire, a-t-il confirmé.

et fournir une aide humanitaire en toute sécurité. Le président Biden a déclaré dans une déclaration du 4 mai que les États-Unis

répond déjà « à la crise humanitaire en cours », ajoutant que Washington est prêt « à soutenir une

l'aide humanitaire lorsqu'elle le permet.

"Les circonstances sont telles." Blinken a également confirmé dans un communiqué du 9 mai que Washington travaillait à Djeddah.

pourparlers visant à prolonger le cessez-le-feu au Soudan, ainsi qu'à parvenir à un accord sur l'aide humanitaire.

Des sanctions menaçantes :

Alors il a perdu Les sanctions ont été l'outil principal et constant de Washington pour gérer divers conflits

les autorités

s'élargit

Dans une déclaration du 4 mai, le président Biden a indiqué qu'il avait publié un nouveau décret

ordonnant aux États-Unis de répondre aux violences qui ont commencé le 15 avril en « imposant des sanctions aux individus ».

responsable de la menace à la paix, à la sécurité et à la stabilité au Soudan et de l'affaiblissement du système démocratique.

transition au Soudan. « Ils recourent à la violence contre les civils ou commettent de graves violations des droits humains. » Conformément à

l'extension de l'urgence nationale déclarée dans le décret

13067 émise le 3 novembre 1997 (interdisant les biens et les transactions du gouvernement soudanais)

avec le Soudan), et élargi dans le décret n° 13400 publié le 26 avril

2006 (interdisant la propriété des personnes associées au conflit dans la région du Darfour au Soudan), basée

sur les développements au Soudan, y compris la prise du pouvoir par l'armée

des combats ont éclaté entre factions militaires rivales en avril 2023, selon le communiqué.

Évitez l'engagement sur le terrain :

violence

Coïncidant avec les efforts politiques et diplomatiques intenses de Washington pour faire face au conflit en cours

La scène soudanaise : Jake Sullivan, le conseiller américain à la sécurité nationale, l'a annoncé lors d'une conférence de presse tenue à la Maison Blanche a déclaré qu'il n'était pas prévu que les États-Unis déploient des forces de maintien de la paix au Soudan. Comme Samuel Warberg a expliqué dans des déclarations exclusives à Sky News Arabia la position de Washington sur l'escalade développements et ses efforts pour évacuer ses citoyens de Khartoum. Il est peu probable que Washington ait intention d'envoyer des forces au Soudan. Ils ont souligné que Washington estime que la solution doit venir des parties soudanaises elles-mêmes, sur la base du fait que les relations extérieures Cette intervention ne sera pas dans l'intérêt du Soudan et du peuple soudanais. Il a donc souligné que les États-Unis n'enverrait aucune troupe au Soudan. Cela signifie que Washington réalise la nécessité d'éviter les erreurs du passé (comme : l'opération Black Falcon) en excluant la question de l'implication militaire de terrain dans les différends et les conflits.

Intérêts américains étroitement liés :

Dans sa déclaration imposant des sanctions aux parties soudanaises, le président Biden a estimé que « les développements au Soudan, notamment la prise du pouvoir par l'armée en octobre 2021 et le déclenchement de combats entre militaires rivaux factions en avril 2023, constituent une menace inhabituelle et anormale pour la sécurité nationale et la politique étrangère du pays. États-Unis." "Uni." Cela signifie que la réponse multivoie découle d'un ensemble d'incitations liées à Les intérêts de Washington, qui peuvent être considérés à la lumière de l'intérêt relatif croissant de l'administration américaine actuelle en Afrique. Ce qui peut s'expliquer ainsi :

L'importance stratégique du Soudan :

Une mer stratégique

Le Soudan bénéficie d'un emplacement stratégique surplombant la mer Rouge et dispose d'un débouché C'est le port de Port-Soudan et il est bordé par sept pays : l'Égypte et la Libye au nord et au sud-est.

L'Érythrée, l'Éthiopie, l'État du Soudan du Sud au sud et à l'ouest et au sud-ouest les États du Tchad.

Et l'Afrique centrale. En raison de sa proximité géographique et de son influence géopolitique, le Soudan est relié à un certain nombre d'importants

des domaines tels que le Moyen-Orient, le golfe Persique et l'océan Indien. Le Soudan est également l'un des pays riches en

richesses agricoles et ressources minières. Elle possède une abondance remarquable de ressources et de richesses naturelles, les plus

parmi lesquels l'uranium, l'or, le cobalt, le pétrole et d'autres. Le Soudan possède également de vastes superficies de terres arables dans les pays arabes.

monde et possède également d'énormes richesses en matière de bétail. Il semble donc difficile d'ignorer l'importance stratégique du Soudan

en analysant les actions de Washington face à la crise actuelle. Cela s'inscrit dans le cadre de la volonté de Washington d'atteindre les objectifs

bénéfice maximum tout en s'efforçant de décourager ses adversaires de le faire.

Évitez toute inflammation supplémentaire :

Bien mieux que l'effet boule de neige dans un environnement plein d'abondance Les développements violents au Soudan reflètent l'inquiétude

de crises, de problèmes et de conflits, en particulier dans la région de la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée et Somalie). En outre,

les pays entourant le Soudan, dont le Soudan du Sud et le Tchad

La Libye et la République centrafricaine souffrent déjà de troubles à l'intérieur de leurs frontières, et ces défis pourraient

augmentation après la détérioration de la situation sur la scène soudanaise. C'est ce qui a poussé certains analystes,

y compris Alan Boswell de l'International Crisis Group, pour dire que « ce qui se passe au Soudan ne restera pas au Soudan ».

Le Tchad et le Soudan du Sud sont donc simultanément exposés aux répercussions potentielles des combats en cours. Dans

Dans ce contexte, Ezekiel Lual Gatkuoth, ancien ministre du Pétrole du Soudan du Sud, a commenté :

« L'instabilité au Soudan signifie non...

« La stabilité de la région et celle du Soudan du Sud, séparé du Soudan après des décennies de guerre civile, pourraient être le premier

être affecté." D'un autre côté, on s'attend à ce que le conflit au Soudan retarde le processus tripartite en cours.

négociations sur le barrage éthiopien. Par conséquent, le reflet de la violence continue au Soudan sur son territoire déjà fragile

ce qui l'entoure, c'est faire entrer le continent africain dans un état d'instabilité dont les effets ne s'arrêteront pas au

aux frontières du continent, mais peut s'étendre à l'arène mondiale. Cela représente une incitation et une incitation pour Washington à

déployer des efforts supplémentaires et atteindre de plus grands objectifs

Impliquez-vous pour éviter ce sort.

Limiter l'expansion des adversaires :

Je me méfie des relations de Washington avec plus d'une scène.

La question de la réduction du rôle des opposants constitue un objectif

Y compris les développements sur la scène soudanaise, basés sur la conscience de Washington que tout vide américain

s'accompagnera d'une montée en puissance similaire du rôle de ses adversaires (Russie et Chine). D'où la réponse américaine multidirectionnelle

peut être considéré à la lumière de sa volonté de définir un rôle américain clair qui couvre les actions attendues de ses adversaires.

Ainsi, les États-Unis craignent

La possibilité de lancer une base russe en mer Rouge, dont la création est prévue depuis 2019, et

ne rencontre aucune objection de la part des parties belligérantes au Soudan. Sans parler de l'inquiétude de Washington concernant

volume croissant de coopération entre la société russe "Vagns" et les Forces de soutien rapide, qui contrôlent

l'essentiel des mines d'or soudanaises. D'un autre côté, le Soudan et la Chine entretiennent des relations économiques approfondies dans divers domaines.

(y compris l'agriculture, l'énergie et les mines), et Pékin est considéré comme l'un des plus grands partenaires commerciaux de Khartoum et a

investissements importants dans le pays. Le Soudan fait partie de l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route ». Il semble donc que la politique de Washington

sa décision de s'engager sur le chemin politique de la crise vient de sa volonté de barrer la voie à ses opposants pour ouvrir la voie au

la voie à une autre voie politique, et sa volonté de se concentrer sur la manipulation des sanctions et des outils d'aide représente également

pression sur l'exploitation ou le rapprochement économique recherché par les opposants.

Pour le valoriser.

Poursuivre la lutte contre le terrorisme :

La dimension sécuritaire a toujours dominé la vision de Washington à l'égard de l'Afrique, face aux défis toujours croissants.

Cela a été considéré comme une base pour Washington dans ses relations avec le continentL'expansion du terrorisme en Afrique a été un objectif.

Brown, à la lumière de son objectif global lié à la guerre contre le terrorisme. Certaines analyses considèrent que la poursuite du

La crise soudanaise, sous sa forme actuelle, pourrait créer des incubateurs pour les organisations terroristes, leur offrant ainsi un

opportunité de se repositionner grâce à la connectivité de leurs réseaux au Soudan et dans toute sa zone géographique

quartier et environnement régional. Avec l'annonce de l'EI selon laquelle l'Afrique est devenue son principal refuge en Irak et

outre l'augmentation des activités d'Amana après sa défaite dans les places fortes,

La Syrie, en

Al-Qaïda dans la Corne de l'Afrique, notamment en Somalie. Il est clair que la fragilité du Soudan résultant de la persistance

la violence continue offre à ces organisations l'occasion de renforcer leur force et leur influence. Ne pas

mentionner la possibilité que le Soudan devienne une plaque tournante pour des groupes violents et extrémistes situés au Sahel, au Sahara et

Régions de la Corne de l'Afrique. De plus, les frontières communes du Soudan avec l'Égypte, la Libye, le Tchad et l'Éthiopie pourraient faciliter le transfert des

la menace du terrorisme au Moyen-Orient et peut-être en Europe. Cela signifie un préjudice à l'influence et aux intérêts

Non seulement sur le continent africain, mais peut-être aussi au Moyen-Orient et aux États-Unis

Ses alliés européens.

Sécuriser les routes de navigation et de commerce :

En raison de la situation du Soudan surplombant la mer Rouge, ce qui est de la plus haute importance pour nous

Pour Washington, dans la mesure où il relie l'Afrique et le Moyen-Orient et fait du Soudan un point de rencontre pour les interactions de la région,

et internationaux, cela constitue une incitation claire à l'intervention de Washington dans le conflit en cours.

La stratégie de sécurité nationale des États-Unis, publiée en octobre 2022, affirme l'engagement de l'administration américaine à prévenir

puissances étrangères ou régionales de menacer la liberté de circulation à travers Bab al-Mandab, la voie navigable reliant la mer Rouge à

le golfe d'Aden et l'océan Indien. Cela peut également être vu à la lumière de l'avertissement de l'ambassadeur américain Godfrey au Soudan.

contre l'autorisation de la Russie de construire une base navale à Port-Soudan. D'un autre côté, la fragilité de la situation au Soudan pourrait contribuer

à affecter négativement la navigation dans la mer Rouge, et même à stimuler de nouvelles vagues de piraterie qui

La région de la Corne de l'Afrique en est témoin depuis des années. Les attaques de piraterie affectent souvent les intérêts de nombreux États, notamment ceux du fret.

propriétaires, États de transbordement et États de destination. C'est pourquoi, en 2008, le gouvernement américain a approuvé une politique visant à

lutter contre les menaces de piraterie dans la Corne de l'Afrique pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale et des affaires maritimes.

Renforcer la voie de la normalisation israélienne :

Ces dernières années, Washington a adopté une approche à l'égard de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Elle repose sur l'intégration d'Israël dans la région en poussant une série successive d'épisodes de normalisation entre les pays.

La région et Israël. Le Soudan est entré dans cette série après que le ministère soudanais des Affaires étrangères a annoncé que les deux

les pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour normaliser leurs relations lors de la visite du ministre israélien des Affaires étrangères Eli

Cohen, arrivé au Soudan en février 2023. Il a été précédé par Al-Burhan et Hemedti. En envoyant des militaires de haut niveau

envoyés en Israël avant la chute du gouvernement d'Abdullah Hamdok le 25 octobre 2021, sur la base des objectifs d'établir un

relations en matière de renseignement et de sécurité avec Israël. Cela a entraîné la fermeture du bureau du mouvement Hamas au Soudan, qui est

classé à la fois par Israël et les États-Unis

En tant qu'organisation terroriste. Cette question a été considérée par certaines analyses comme un moyen par l'élite dirigeante soudanaise de forcer Israël à faire pression sur les États-Unis pour qu'ils répondent aux exigences que cette élite cherche à obtenir. Il est donc difficile d'examiner la position de Washington sur les développements violents en cours sans prendre en compte son désir de poursuivre la politique de normalisation dans la région.

Soutenir les valeurs américaines :

Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Biden a annoncé l'importance de restaurer le rôle moral de Washington, ou de restaurer la politique américaine fondée sur des valeurs, notamment la démocratie et les droits de l'homme. C'est pourquoi j'adhère à ce principe afin de ne pas nuire à son image.

L'ADA de Washington reconnaît la nécessité d'agir en conséquence.

La scène internationale, à la lumière de ses efforts répétés pour confirmer son leadership mondial continu. Par conséquent, interne et des forces extérieures font pression sur les États-Unis, y compris sur la société.

Les organisations soudanaises de défense des droits civiques et les organisations internationales de défense des droits de l'homme, à cesser de soutenir l'élite actuelle, basée sur le site « Al-Hurra », des Soudano-Américains ont lancé.

Leur rôle dans la atteinte à la stabilité du Soudan. Alors ils ont accepté.

Une initiative juridique et humanitaire aux États-Unis à travers une pétition signée par des militants et défenseurs des droits de l'homme appelant à l'ONU et les États-Unis d'agir rapidement pour enquêter sur les violations existantes.

Au Soudan dans le conflit actuel. Les Américains d'origine soudanaise et d'autres ont appelé les Nations Unies à amener les deux militaires parties au conflit à un procès international et les tenir pour responsables de la détérioration des conditions et de l'incapacité à assurer la transition pacifique de l'autorité civile. Ils ont également appelé les États-Unis, partout dans le monde, à faire preuve de morale responsabilité, ainsi que celle des Nations Unies et des organisations internationales, envers le peuple soudanais qui souffre de conditions humanitaires complexes résultant de la guerre.

Contenir la crise humanitaire :

À la lumière de la violence croissante au Soudan, on s'attend à ce que la portée de l'asile et des déplacements en Afrique s'étende.

Avant le début des affrontements, le Soudan accueillait plus de 1,1 million de réfugiés, selon les données des Nations Unies.

Haut Commissariat pour les Réfugiés. À la suite de l'essor des affaires.

L'année 2022, selon

En raison de la violence, le HCR a expliqué sur son site Internet qu'un grand nombre de civils ont été contraints de fuir les combats, « notamment personnes qui avaient été déplacées à l'intérieur du pays en raison de conflits antérieurs.

Soudan et les réfugiés d'autres pays qui ont cherché refuge au Soudan. Soulignant de nouveaux cas de déplacement interne dans lesquels plus de 100 000 personnes, réfugiés soudanais, ont fui.

et les rapatriés, du Soudan vers les pays voisins – en particulier le Tchad, le Soudan du Sud, les pays d'Afrique centrale

République, Égypte et Éthiopie. En outre, le Programme alimentaire mondial a averti que la violence continue dans

Le Soudan pourrait provoquer une crise humanitaire dans toute la région de l'Afrique de l'Est. Alors que les Nations Unies

a annoncé que le Secrétaire général avait décidé d'envoyer le Coordonnateur des affaires humanitaires, Martin

Griffiths « Fu Arra » dans la région sur fond de détérioration de la situation au Soudan. En tant que tel,

Le Soudan et ses environs semblent être fortement vulnérables à des crises complexes et étroitement liées.

des crises humanitaires qui auront des répercussions évidentes sur les taux de violence, les voies de la migration clandestine,

et l'ampleur du crime organisé. Cela nécessite que Washington joue un rôle concret pour éviter, ou du moins

contenir, ces conséquences dangereuses. Cela peut être déduit de la déclaration de Blinken, publiée le 9 mai dans

dans lequel il a expliqué que Washington travaillait dans les pourparlers de Djeddah pour prolonger le cessez-le-feu et parvenir à un accord

sur l'aide humanitaire. En résumé, étant donné les motivations et incitations mentionnées précédemment, il semble difficile

certain que les États-Unis traitent froidement les développements violents au Soudan, sur la base de leurs positions

face aux conflits et aux litiges.

d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique au cours de la dernière décennie. Le principal déterminant de la politique de Washington

la gestion des évolutions sur la scène soudanaise reste liée aux limites de son impact sur ses intérêts.

Ce qui signifie que les limites et la portée de l'engagement américain au Soudan restent dépendantes de la

intérêts attirés par l'administration à la lumière des motivations et incitations mentionnées précédemment. Cela prend

compte que la politique adoptée par Washington concernant le conflit au Soudan au cours des prochains mois pourrait

sembler susceptible de changer - dans une certaine mesure - à la lumière du changement de direction à la Maison Blanche en tant que

résultat de la présidentielle de 2024.

Contagion des crises : récits et positions du Tchad face à la crise soudanaise

Nisreen Al-Sabahi

Nisreen Al-Sabahi

- Chercheur à l'Unité d'Etudes Africaines

Publié le 22/05/2023

partage

Le Tchad est considéré comme un voisin en difficulté du Soudan à l'ouest, car il a été témoin d'une instabilité politique depuis le début du conflit. mort de l'ancien président Idriss Déby Itno en 2021. L'armée de Déby était la force combattante la plus efficace de la région dans la lutte contre les groupes terroristes en raison de ses capacités. Le renseignement et la sécurité, comme pilier de la stabilité dans une région fragile et un arc de crises prolongées. Un calendrier pour le une période de transition de 18 mois a été convenue et des élections auraient lieu en octobre. 2024. Dans ce contexte, plus le conflit au Soudan dure, plus il risque de s'étendre à l'ensemble du pays. frontière tchadienne poreuse, la déstabilisant et affectant l'ensemble de la région sahélienne de l'Afrique, à la lumière de l'histoire commune, patrimoine et les frontières entrelacées entre les deux pays.

Aller!

C'est l'un des précédents de conflits armés insolubles sur le continent africain et son expansion. Vers les pays voisins. La crise soudanaise, ses répercussions et les fragments du conflit mettent en lumière un certain nombre de... Les répercussions négatives sur l'État du Tchad incluent l'exacerbation des crises humanitaires et sécuritaires, l'incitation à la dimension tribale, la perturbation du commerce et la détérioration des conditions économiques. Ce sera détaillé comme suit :

- une multiplication des crises humanitaires et une escalade des flux de réfugiés
- L'influence de M Premièrement

L'afflux rapide de milliers de nouveaux réfugiés soudanais menace de bouleverser cette situation fragile au Tchad, provoquant... Cela met en danger la vie d'un grand nombre de personnes déplacées, compte tenu des difficultés liées à l'accueil des réfugiés.

Pour les expatriés, les gouvernements locaux ne peuvent pas les soutenir en Malaisie, où il n'y a que quatre pour cent d'immigrés.

Les résidents ont accès à l'électricité, aux services de base tels que l'eau potable et à un assainissement mixte venu de l'Ouest.

Région du Darfour

La santé est rare dans le pays. Et les conséquences de la migration massive

La situation a pris un caractère cyclique au cours ^{En général} des 20 dernières années, depuis le début du conflit dans la région.

Le déplacement

Urgence humanitaire.

Et sa dynamique avec

Dans ce contexte, l'est du Tchad accueille plus d'un million de personnes contraintes de quitter leur foyer,

En incluant près de 400 000 réfugiés soudanais, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime qu'entre

Entre 10 et 20 000 personnes ayant fui le conflit ont traversé la frontière occidentale du Soudan pour se rendre au Tchad, et les Nations Unies

estime que plus de 250 000 personnes pourraient entrer au Tchad depuis le Soudan dans les mois à venir en raison du conflit.

continue, craint que les répercussions du conflit n'accroissent la pression sur ses ressources limitées, limitées

le soutien aux réfugiés et la possibilité d'un déficit important dans le financement de l'aide ; Le Programme alimentaire mondial a mis en garde

que les approvisionnements alimentaires destinés aux réfugiés au Tchad seront réduits de moitié à partir du début de ce mois.

En raison du manque de soutien financier, ils pourraient avoir du mal à faire face aux conditions s'ils traversent la frontière vers le Tchad.

Il y aura une détérioration de la situation humanitaire des réfugiés au Tchad si la communauté internationale ne le fait pas.

mobiliser suffisamment d'aide à temps. Les perspectives d'un retour et d'une réintégration en toute sécurité au Soudan restent très sombres.

Au contraire, le nombre de réfugiés augmente.

L'afflux de réfugiés survient des semaines avant le début de la saison sèche et on s'attend à ce qu'un certain nombre de personnes soient laissées pour compte.

Environ 1,9 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire grave. Les pluies tombant presque au même moment menacent de retourner des andains

du désert dans les rivières, mettant en danger la livraison

Principale aide alimentaire aux réfugiés et autres groupes vulnérables. L'exode massif vers le Tchad met également en évidence une

problèmes dans les pays en difficulté du Sahel, du Mali et du Burkina Faso au Soudan, y compris la contagion des coups d'État militaires,

la croissance des opérations de maintien de la paix occidentales et onusiennes, ainsi que des groupes terroristes, et l'inefficacité des opérations

sur pour empêcher l'activité de nouvelles puissances, comme la Russie, d'aggraver l'instabilité.

Deuxièmement, les répercussions démographiques se chevauchent entre le Tchad et le Soudan :

Le Tchad partage une frontière longue de 1 300 km avec le Soudan ; Les régions orientales du Tchad, à la frontière avec le Darfour, à l'ouest

Le Soudan a souffert des répercussions des combats et de la guerre civile en

Cette zone en 2003. Les milices Janjaweed ont également causé la mort de plusieurs centaines de personnes dans les provinces de Wadi Fira, Ouadi et Sil. Il existe également un groupe de communautés qui n'ont pas empêché les frontières administratives

Son mouvement, qui comprend diverses tribus arabes, les Zaghawa, les Tama et les Masalit, était auparavant mobilisé par

Les mouvements armés et les Janjaweed ont surtout mobilisé les communautés arabes. Les mouvements armés rebelles

au Darfour, comme le Mouvement pour la justice et l'égalité, étaient dirigés par « Khalil Ibrahim » de la tribu Zaghawa. Le

les conflits au Darfour au cours des deux dernières décennies se sont transformés en une guerre actuelle inquiétante

important pour le Tchad Régional. Cela rend la situation difficile du Soudan

Auparavant, le chef de la milice de soutien rapide, « Mohamed Hamdan Dagalo », dit Hemedti, avait des racines Plus loin

Au Tchad et même des membres de la famille au sein du Conseil militaire de transition tchadien. Hemedti souhaite renforcer son

base de pouvoir non seulement au Soudan, mais il souhaite également construire une sphère d'influence plus large à travers le pays

La région africaine du Sahel, où les RSF comprennent de nombreux combattants arabes tchadiens et anciens rebelles tchadiens

opposé au gouvernement tchadien. Bechara Issa Gadallah, membre de la famille Hemedti, était le

Ministre de la Défense pendant la crise du Darfour, et est aujourd'hui un membre influent du

Au Conseil militaire de transition tchadien.

L'escalade de la violence au Darfour pourrait entraîner une insécurité plus large compte tenu de la dimension tribale, alors que le Darfour accueille

de nombreux groupes rebelles actifs et anciens.

Et les milices tribales, qui seront de plus en plus impliquées dans les combats entre les deux camps du conflit. "Hémedti"

et les RSF sont issus de la tribu arabe Rizeigat, une partie des Arabes nomades Baggara également présents dans certaines régions du Tchad.

et en Libye, et les RSF renforceront leurs liens ethniques.

Et la politique politique au Tchad consiste à recruter des milices armées pour renforcer leurs rangs et créer des tensions tribales. Donc,

dès les premiers jours des affrontements armés, le Conseil tribal arabe du Tchad a publié une déclaration critiquant

Appui rapide à son recrutement de jeunes combattants tchadiens issus des tribus. La famille régnante au Tchad aussi

appartient au groupe Zaghawa, tandis que de nombreux hauts responsables du Conseil de transition appartiennent au groupe arabe.

groupes.

Dans un autre contexte, le Front pour le changement et l'accord au Tchad, le groupe rebelle responsable de l'assassinat d'anciens

Le président Idriss Deby Itno a annoncé en avril 2021 qu'il ne soutenait aucune partie au conflit au Soudan, et

nié tout lien avec un soutien rapide, mais les forces armées d'opposition pourraient rechercher une forme d'alliance avec

Assistance rapide.

Troisièmement – Exacerbation des crises sécuritaires :

Les autorités tchadiennes craignent que les affrontements en cours au Soudan n'aggravent la situation sécuritaire au sein de leur pays.

territoire et les menaces qui pèsent sur ses frontières orientales. Le ministre tchadien de la Défense, Daoud Yaya Ibrahim, s'est dit préoccupé

sur l'afflux de réfugiés, et « nous avons « Plus de 400 000 réfugiés soudanais sont restés avec nous depuis 2003, et

Le Tchad souffrira du point de vue de la sécurité », car la détérioration de la situation sécuritaire au Soudan crée des risques indirects pour le Tchad en raison des

le mouvement d'un grand nombre de réfugiés, la présence sécuritaire réduite dans les zones frontalières et la détérioration des conditions

à travers la frontière qui traverse des frontières pleines de lacunes sécuritaires et humanitaires. Craintes de prolifération des armes et du terrorisme

groupes opérant dans ces zones, et les nouvelles armes détérioreront la situation sécuritaire dans l'ensemble de la région du Sahel, car

les armes sont régulièrement expédiées le long des routes de contrebande existantes à la frontière, et le flux d'individus armés et d'armes est

il est probable que l'épilepsie persistera au Soudan, et les gens deviendront de plus en plus dépendants des passeurs pour un passage en toute sécurité

Escalade

à travers et autour des zones de conflit, ce qui entraîne une augmentation des frais de contrebande et des arrangements potentiellement plus abusifs

avec les passeurs dans le contexte de la dynamique croissante des opérations de trafic illicite et de traite des êtres humains, et de l'expansion de la

commerce illicite d'armes en raison de la création de nouveaux couloirs de contrebande.

En janvier 2023, les dirigeants de transition du Soudan et du Tchad ont convenu de renforcer les patrouilles conjointes des deux armées le long de la frontière.

Suite à l'aggravation de l'insécurité et aux attentats terroristes dans la zone du triangle frontalier avec la République Centrafricaine et l'Ouest

Dans la région du Darfour, la milice de soutien rapide a intensifié ses activités le long de cette zone frontalière, marginalisant ainsi la force frontalière conjointe.

établi par le Tchad et le Soudan en 2010. Les gouvernements de la République centrafricaine et du Tchad et le Fonds de soutien rapide

La milice a également signé un accord de coopération pour combattre conjointement divers groupes rebelles dans les zones frontalières avec le soutien des forces armées.

Forces russes de Wagner. Les grandes mines d'or de la région frontalière sont un centre de trafic d'armes et de drogue.

groupes rebelles

En partie, et c'est l'une des principales sources de revenus illicites de RSF, ce ne sont pas les troupes.

Les forces armées nationales sont présentes depuis longtemps, sauf de manière limitée, dans ces zones.

En outre, la situation au Tchad a été compliquée par la fuite de renseignements américains indiquant que les forces russes de Wagner étaient

travailler avec les rebelles anti-régime en République du Tchad.

L'Afrique centrale pour renverser Déby et ses relations avec Hemedti. Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a exprimé son

profonde inquiétude quant à la présence de Wagner au Soudan. Il a été rapporté que les forces de Wagner avaient participé en février 2023 dans le contexte

de recruter des rebelles tchadiens et d'établir un site d'entraînement.

des pays	Combattant en Centrafrique, Wagner cherche à former une confédération	Pour 300
	groupes pro-russes et anti-occidentaux répartis sur tout le continent africain.	
	Quatrièmement - Pertes économiques dues à la cessation du commerce transfrontalier :	
	La fermeture des frontières a entraîné le tarissement des principales exportations alimentaires du Soudan vers les pays voisins, le	
	Programme Alimentaire Mondial, près des frontières.	Prix élevés des produits alimentaires locaux. Selon
	Avec le Soudan, le prix du kilo de sorgho a augmenté de 50 pour cent en une semaine, et l'impact	Tchad
	ne se limite pas seulement aux frontières, mais affectera l'est du Tchad en général, ainsi que l'impact économique, étant donné	
	que le Tchad dépend principalement du Cameroun pour ses exportations et importations, mais que les provinces de l'Est du Tchad sont touchées	
	par le commerce avec le Soudan et pourrait donc être affecté. Outre les répercussions négatives sur son bénéfice de	
	le port de Port Soudan, ce qui peut poser problème	
	Une crise économique pour ce pays enclavé de la région du Sahel.	
		Neutralité prudente
	La junte militaire de N'Djamena tente de maintenir un équilibre clair en invitant les deux parties au conflit au dialogue	
	et ouvrir la possibilité de tenir des pourparlers entre les parties à N'Djamena. Alors que les autorités tchadiennes	
	n'ont pas encore pris officiellement parti dans l'affrontement entre les deux partis, le gouvernement de transition n'a pas pris parti	
	Ils doivent encore prendre position sur l'ambiguïté de la scène actuelle, mais pour eux, la prise du pouvoir par un	
	force irrégulière telle que les Forces de soutien rapide, dans les rangs desquelles de nombreux groupes arabes sont actifs sur le territoire.	
	La frontière tchado-soudanaise et certains anciens rebelles tchadiens constitueront une menace importante pour les élites.	
	au pouvoir dans le pays, et renforce les ambitions au sein d'autres clans - en particulier la tribu Rizeigat, à laquelle appartient	
	"Hemedti" lui-même appartient - à l'importante communauté arabe tchadienne aux dépens du clan Zaghawa,	
	qui contrôlent les rênes du pouvoir depuis plus de trente ans au Tchad.	
	Auparavant, on craignait qu'Hemedti ne se retire dans ses bastions du Darfour s'il perdait une bataille.	Ils étaient confus
	Khartoum, et avec des liens étroits avec le groupe Wagner, Hemedti et ses hommes vont en effet pouvoir créer un foyer de	
	déstabilisation avec le soutien de la République centrafricaine, pays déjà situé dans l'orbite russe.	
	Par ailleurs, au sein de la force tchadienne, la présence des forces Wagner dans trois pays voisins (Soudan, Libye)	
	et la République centrafricaine) constitue	
	C'est donc une source de grande inquiétude pour l'élite dirigeante de N'Djamena.	

En conséquence, de nombreuses mesures et dispositions ont été prises pour sécuriser les frontières et contenir les éventuelles répercussions, en l'envoi de forces supplémentaires pour sécuriser les frontières avec le Soudan, qui étaient fermées au début.

Non, ils avaient peur que le soutien les tue Jedaya Sudanaya, dissidente des affrontements, a annoncé qu'environ 320 personnes a traversé la frontière et s'est rendu aux autorités tchadiennes le 17 avril 2023. La fermeture de la frontière avec le Soudan et le retrait des forces tchadiennes du mécanisme militaire conjoint soudanais-tchadien chargé de surveiller la frontière et remédier aux déséquilibres sécuritaires a pour but de couper la voie à tout

Sécurité sociale régionale. Fournitures pour une assistance rapide de ho

Dans ce cadre, le ministre de la Défense, le général major Daoud Ibrahim, a souligné que « le conflit ne concerne pas le Tchad.

« L'affaire est entre les Soudanais et nous devons rester vigilants face à toutes les possibilités. » Le chef de la junte militaire, Mohamed Deby, a également reçu tour à tour Al-Burhan puis Hemedti à N'Djamena au mois de mai.

janvier 2023, dans le but de faire preuve de neutralité. En outre, le Tchad se coordonne conjointement avec l'Égypte concernant les développements en cours.

au Soudan, en soutenant les efforts visant à mettre fin aux combats et à parvenir à un cessez-le-feu durable et global permettant la fourniture de

humanitaire, et ouvre la voie à un dialogue constructif pour résoudre les différends entre les parties soudanaises.

Compétition tribale à long terme pour l'accès aux ressources. En conséquence de ce qui précède, il est clair que l'échec de la résolution crée de futurs problèmes.

répercussions des crises et risque de répercussions potentielles de la crise soudanaise sur les pays voisins, notamment le Tchad,

phénomène des combattants étrangers et l'exacerbation de l'inclusion des flux d'armes à travers les frontières ouvertes, l'escalade de la

la crise des réfugiés à la frontière. . Par conséquent, la situation sécuritaire et le phénomène de déplacement massif dans le

La région du Sahel dans son ensemble et le bassin du Tchad sont exacerbés par la proximité du Soudan avec le Tchad, offrant une voie potentielle à de nouvelles

recrutement de populations vulnérables par des groupes terroristes, notamment Boko Haram et des groupes dissidents de l'État islamique en

Afrique de l'Ouest. . Le Tchad est donc confronté à un danger immédiat et à une combinaison des répercussions du conflit en cours à la lumière

relations entre les deux pays.

des tribus qui se chevauchent et la complexité de

Asmaa Adel, manifestations d'intérêt et d'implication kenyanes dans le

Crise soudanaise

Asmaa Adel

Publié le 31/05/2023

partage

La situation dans la région de l'Afrique de l'Est est caractérisée par des troubles politiques et sécuritaires, comme le Soudan l'a fait.

On a assisté à des affrontements armés entre l'armée soudanaise et la structure militaire semi-régulière « Rapid Forces de soutien » depuis avril 2023. Nous constatons que les conséquences de la crise ne se limiteront pas au Soudan, mais inclura la région. Ce document de recherche cherche à examiner la scène au Kenya et les manifestations de l'implication du Kenya dans la crise soudanaise. Même s'il n'y a pas de frontières communes

Entre le Kenya et le Soudan, le Kenya a cherché à s'impliquer dans la crise soudanaise qui a éclaté le 15 avril.

. 2023

de tension

Le contexte du déclenchement de la crise soudanaise le 15 avril 2023 s'accompagne d'un état

au Kenya, entre le régime au pouvoir et l'opposition politique. En mars 2023,

des manifestations ont éclaté contre le président kenyan, en raison de la détérioration des conditions de vie,

car l'économie du Kenya souffre d'un certain nombre de défis, qui... L'opposition politique au Kenya

Le Kenya l'a exploité et s'est efforcé de l'utiliser pour défier la popularité du président kenyan William Ruto.

Le chef de l'opposition et candidat perdant aux élections présidentielles de 2022,

Rail Odinga, a entrepris le processus de mobilisation des masses et d'appel à des manifestations en direction du

palais présidentiel, afin de s'opposer aux politiques économiques menées par le gouvernement kenyan. Le

L'appel lancé par le chef de l'opposition a reçu une réponse de la part des citoyens du Kenya. Des affrontements ont eu lieu

entre les forces de sécurité et les manifestants. Ces manifestations ont abouti à l'arrestation de plusieurs

plus de 200 personnes, dont un certain nombre de hauts responsables politiques de l'opposition, et plus de 400 blessés

des gens, dont certains. Au moins 60 agents de sécurité. Cependant, nous constatons que le régime au pouvoir en

Le Kenya a pu stopper ces manifestations en proposant une initiative de dialogue avec les pouvoirs politiques.

opposition, ce qui a conduit au calme politique. Cependant, malgré cela, les racines de la crise n'ont pas été résolues, comme le souligne l'essentiel

La crise au Kenya est due à des conditions économiques difficiles, où la valeur de la monnaie locale se détériore ; Il y a une baisse de la valeur de la monnaie locale s'ajoutant à l'insuffisance des devises fortes, notamment du dollar américain, et il est donc difficile d'importer des biens et des services de l'étranger, en plus de ce qui se reflète dans le niveau de vie au Kenya. Il y a aussi des difficultés liées aux prix élevés, c'est-à-dire à l'importation de produits alimentaires et des médicaments, en plus de l'augmentation des prix des services de base, qui exerce une pression sur les citoyens du Kenya.

<<Contagion de la crise : récits et positions du Tchad face à la crise soudanaise

Manifestations de l'implication du Kenya dans la crise soudanaise

Nous constatons que le Kenya a tenté de s'impliquer dans la crise soudanaise en présentant une initiative pour un règlement entre les deux parties au conflit en avril 2023. Le président kenyan William Ruto a proposé d'accueillir les deux parties au conflit mener un processus de médiation pour mettre fin aux combats, qui ont conduit à la détérioration des conditions humanitaires dans Soudan. La situation humanitaire au Soudan se détériore en raison des affrontements armés persistants entre les deux pays. parties au conflit, et nous constatons que le Kenya suit de près la détérioration de la situation humanitaire dans Soudan. Nous constatons également que les souffrances des civils soudanais qui ont été touchés par les affrontements en cours sont escaladé, à mesure que les prix de la nourriture et des moyens de transport augmentent, et que le secteur de la santé est témoin d'une détérioration due au manque de fournitures médicales et à l'exposition des hôpitaux aux bombardements, ce qui a conduit à de nombreuses les hôpitaux arrêtent leurs services et des avertissements sont émis par l'Organisation mondiale de la santé. La Banque mondiale a confirmé que il existe des menaces croissantes de propagation du choléra et du paludisme au Soudan en raison du manque d'eau potable fournitures.

Les déclarations du président du Kenya révèlent également qu'il est nécessaire de restaurer le régime civil au Soudan. Kenya avait espéré que le Soudan connaîtrait une percée politique début avril 2023, en formant un pays de transition dirigé par des civils. gouvernement, en annonçant un nouveau Premier ministre, en formant des institutions gouvernementales de transition et en signant un accord de transition. constitution, mais nous constatons que le processus de transformation démocratique a décliné et qu'une crise est survenue dans le cours du processus politique au Soudan avec le déclenchement d'affrontements armés entre L'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, afin que les divergences sous-jacentes entre le président du Soudan le Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, et le commandant des forces de soutien rapide en Soudan, Mohamed Hamdan Dagalo « Hemedti », s'est montré clair en public, concernant le problème de l'intégration du Rapid forces de soutien dans l'establishment militaire soudanais, ce qui a empêché la signature de l'accord. Les deux parties ont convenu de l'accord accord-cadre final initialement annoncé le 5 décembre 2022.

Malgré les appels diplomatiques lancés par le Kenya, son appel à la médiation n'a pas été accepté. Le Royaume d'Arabie Saoudite
L'Arabie a accueilli des négociations entre les deux parties au conflit au Soudan début mai 2023. Les négociations ont duré
lieu entre des représentants de l'armée soudanaise et des Forces de soutien rapide dans la ville de Djeddah, pour mettre fin
l'escalade. militaires et assurer l'arrivée de l'aide humanitaire.

<< Exacerber les crises : les répercussions du conflit au Soudan sur le Moyen-Orient

Mais nous constatons que l'engagement diplomatique du Kenya dans la crise soudanaise est renforcé à long terme.
En moyenne, cela se produit grâce à une action collective ; Le Kenya travaille en coordination avec les pays de la région
et les organisations régionales et internationales. Le Kenya a tenté d'agir face à la crise soudanaise dans le cadre
de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le Kenya a lancé un appel aux deux parties au
conflit pour assurer le plein respect de la décision du Sommet des chefs d'État de l'IGAD tenu le 16 avril 2023,
Cela implique notamment l'arrêt des combats et l'autorisation de l'arrivée de l'aide humanitaire. Le président kenyan a également
a déclaré que s'il agissait comme médiateur entre les deux parties au conflit, il le ferait en coordination avec les
Autorité intergouvernementale pour le développement, Union africaine et Nations Unies. Le Kenya s'est efforcé de coordonner
avec les pays voisins du Soudan, comme l'a communiqué le président kenyan avec le président égyptien
au cours du mois d'avril 2023 concernant la crise soudanaise, et on constate qu'il y a des visions communes entre
les deux pays concernant un cessez-le-feu, en soutenant les efforts de dialogue pacifique et en reprenant la transition
phase. En conclusion, on peut dire que le Kenya aspire peut-être à jouer un rôle positif dans la fin du conflit en
Soudan par le biais de négociations pacifiques, en tenant compte du fait que les problèmes en suspens peuvent être résolus
politiquement plutôt que militairement. Si la médiation et l'arrêt des combats et les Forces de soutien rapide se prolonge, ce sera...

Pour épuiser les institutions sécuritaires soudanaises, ce qui ouvrirait la voie à la fragmentation du
entité étatique soudanaise, ce qui aura des répercussions négatives sur la région, et le perdant sera
L'équation à somme nulle est celle du citoyen soudanais, ce qui oblige les deux parties au conflit au Soudan à se mobiliser
les intérêts du peuple soudanais au-dessus des intérêts étroits.

Le Centre égyptien de pensée et d'études stratégiques organise une table ronde avec des experts des Nations Unies sur

Soudan

Équipe du centre

Équipe du centre

Publié le 06/06/2023

partage

Le Centre égyptien de pensée et d'études stratégiques a organisé une table ronde avec une délégation représentant

le Comité des sanctions des Nations Unies contre le Soudan, le lundi 5 juin 2023, avec la participation de M.

« Bifwoli W. Thomas » Bifwoli, observateur des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, et M.

« Andrei Kolmakov », qui travaille au sein d'une équipe d'experts responsables de l'activité des groupes armés en Somalie.

La réunion était modérée par le général de division Muhammad Ibrahim Al-Duwairi, directeur adjoint du Centre, Dr Ahmed.

Amal, Chef de l'Unité des Etudes Africaines, et le Professeur Ahmed Aliba, Chef de l'Unité Armement, avec la participation de

Asma Adel et Shaima Al-Baksh, chercheuses à l'Unité d'études africaines.

La réunion a porté sur l'échange de visions sur la situation au Soudan, les positions régionales, les médiations et leur rôle.

pour apaiser le conflit, ainsi que la vision égyptienne de ce qui se passe au Soudan en tant que

Un pays charnière dans le voisinage soudanais.

Ce qui se passe au Soudan et les positions régionales et internationales connexes, et les deux parties ont échangé leurs visions

sur quoi, et dans ce contexte, et en réponse à la question de M. Kolmakov Andrei, concernant la vision égyptienne

Lors de son séjour au Soudan, le général de division Muhammad Ibrahim a clarifié un certain nombre de points liés à l'armée égyptienne.

quand

se positionner comme suit :

Il a expliqué que le Soudan constitue un problème de sécurité nationale pour l'Égypte et que de nombreux efforts sont déployés par toutes les parties à travers le pays.

la phase de transition. Et la vision égyptienne de la situation vient de...

L'Egypte avec

De sa vision d'un mécanisme régional de règlement de tout conflit, l'Égypte part de constantes liées à la politique nationale.

l'État, et l'État national découle de la stabilité des institutions, ce qui à son tour conduit à l'importance de la survie et

stabilité de l'institution militaire soudanaise.

Il a souligné la position de l'Égypte sur la question des réfugiés, étant donné que l'Égypte ne les traitait pas comme des réfugiés, mais plutôt dans le cadre d'un

le tissu national égyptien, et malgré les défis économiques auxquels l'Égypte est confrontée, elle n'a pas manœuvré avec les réfugiés.

carte. À ce sujet, il a évoqué la communication égypto-qatarie visant à établir une conférence de secours liée au

répercussions humanitaires résultant de la crise humanitaire.

Il a souligné l'importance de la stabilité des pays géographiquement voisins pour l'Égypte, qui est l'un des facteurs déterminants.

sécurité nationale égyptienne, en soulignant l'intérêt égyptien dans la stabilité du Soudan et en ne prolongeant pas la multiplicité des acteurs.

Concernant le règlement, il a souligné l'importance de ne pas exclure de tout conflit le conflit qui s'aggrave avec l'Égypte.

règlement concernant le Soudan, ce que la présence égyptienne a prouvé dans de nombreux dossiers régionaux, comme cela s'est produit

en Libye et en Syrie.

En réponse aux questions soulevées par M. Thomas Pivoli concernant les positions des pays africains voisins et si

Il existe une possibilité de médiation africaine future, le Dr Ahmed Amal a expliqué un certain nombre d'aspects de la position africaine, qui ont été

comme suit:

Il a souligné une nouvelle fois l'escalade de la violence au Darfour, loin de ce qui se passe à Khartoum, ce qui accroît la complexité.

de la crise, d'autant plus que la situation au Darfour est liée à la complexité de la scène et à l'escalade de la violence dans le

région du Sahel oriental après que la violence ait augmenté auparavant dans le Sahel occidental. Les transformations de la carte du conflit

présager de la complexité de la crise.

Alors que les racines de la crise au Darfour ne sont pas résolues, en plus du retrait non préparé de la mission,

L'hybride entre les Nations Unies et l'Union africaine, ainsi que les liens régionaux et l'escalade des conflits

Compte tenu de la division entre tribus arabes et africaines, le long des pays du Sahel, la situation au Darfour risque de s'aggraver.

Concernant les pays géographiquement voisins, il a souligné l'importance de l'implication des pays voisins dans tout règlement,

tout en excluant l'efficacité de tout rôle futur que pourrait jouer l'Union africaine malgré l'importance de sa présence, mais en raison de la

accumulation d'expériences historiques, les pays voisins ont joué des rôles historiques qui peuvent les qualifier pour jouer à nouveau le même rôle.

D'un autre côté, le Kenya, par exemple, a joué un rôle dans la conclusion de l'accord de Naivasha de 2005. En tant que tel, l'IGAD, ainsi que ses voisins non-

les pays membres de l'organisation, peuvent jouer un rôle dans cet accord.

La commande.

Un certain nombre d'expériences Le professeur Ahmed Aliba a commenté la complexité du terrain et de la situation militaire, et ils sont partis

Auparavant, dans les conflits régionaux, l'armée avait un certain contrôle, mais la manière dont les Forces de soutien rapide traitent les conflits régionaux est une guérilla, qui est

cela pourrait conduire à bloquer l'horizon de la crise au Soudan, et l'on craint que les Forces de soutien rapide se procurent des drones. Également

Le rappel des forces de réserve par l'armée soudanaise est un indicateur difficile du fait que l'armée est entrée dans un cycle d'épuisement.

Il a souligné la possibilité qu'il s'agisse du premier cycle de conflit, dans un pays considéré comme l'un des sept pays les plus touchés.

de la fragilité, et si le conflit est alimenté par les pays de la région, il ira de mal en pis. En résumé, on constate que la forme...

La situation risque de s'aggraver à mesure que la guerre,

La nature des armes, la désintégration interne et les interventions régionales et internationales conduiront à ce que la situation reste telle quelle.

Mon frère Ara, l'ambassadeur Mohamed Al-Naqli, a commenté l'importance d'une réaction plus sensible de la communauté internationale.

Cela est d'autant plus vrai que les envoyés de l'ONU sont soucieux de respecter les normes et de publier des déclarations indépendamment des faits sur le terrain. Il

a souligné la complexité de la situation humanitaire au Soudan, à laquelle sont confrontés l'Égypte, le Tchad et les pays soudanais voisins.

avec un grand défi et une grande responsabilité humanitaire.

Lier la multiplicité des acteurs sur le terrain à la complexité du conflit, avec le manque de volonté politique pour une solution, à la lumière

des divergences et des conflits d'intérêts des pays impliqués dans le conflit, ce qui nécessite

un esprit de décision et une réelle volonté de chacun.

Sommet du Caire des pays voisins du Soudan et recherche d'un nouveau mécanisme pour régler le conflit

La paix soit sur Khalil.

La paix soit sur Khalil

Publié le 13/07/2023

partage

Afin de discuter de la crise au Soudan et de trouver des voies pour régler le conflit, le Caire accueillera le 13 juillet 2023 un mini-sommet qui

comprend les pays voisins du Soudan : Libye, Tchad, Soudan du Sud, Érythrée, Éthiopie et Afrique centrale. L'Égypte veut le

Sommet du Caire pour ouvrir des voies efficaces pour mettre fin au conflit actuel entre l'armée soudanaise et la milice de soutien rapide.

Les participants à la conférence discutent également des répercussions négatives et des répercussions de la crise sur le Soudan.

pays voisins, notamment l'afflux de personnes déplacées, les dimensions géostratégiques et géographiques de la crise,

son impact sur les pays voisins et son danger. Sur l'expansion du conflit à ces pays, outre

coordination et consultation avec d'autres volets régionaux et internationaux liés à la résolution de la crise au Soudan.

L'importance de cette réunion intervient à un moment où la situation s'aggrave au Soudan, alors que le conflit fait rage entre les deux pays.

côtés de la crise, laissant des effets désastreux sur la situation interne, en plus de ses effets externes.

Cela survient également à un moment où les voies et initiatives de règlement, y compris les médiations régionales et internationales, ont échoué, comme

aucune des parties au conflit ne s'est engagée à respecter la trêve qui était censée être un prélude à l'apaisement de la situation et à la recherche de moyens

sortir de la crise. Les pourparlers tenus à Djeddah ont abouti aux résultats suivants :

Dans le Royaume d'Arabie Saoudite, une série de cessez-le-feu a été constamment violée par les deux parties, ce qui a incité

Washington et Riyad ont décidé le mois dernier de suspendre les négociations et de rechercher une formule de négociation plus efficace. Pour sa part,

le porte-parole militaire a annoncé que l'armée soudanaise avait restreint sa participation aux pourparlers, ce qui est préoccupant

alors que la crise s'aggrave et qu'il n'existe aucun mécanisme pour la contenir.

peut-être

Les pays voisins du Soudan craignent que la crise ne soit plus interne mais liée aux agendas

Les efforts régionaux et internationaux visant à provoquer des changements géopolitiques susceptibles d'affecter tous les pays voisins du Soudan,

alors que le conflit a ouvert l'opportunité au Soudan de se tourner vers des agendas concurrents entre puissances régionales et étrangères.

Son intérêt est venu de trouver des moyens de s'établir. De ce point de vue, elle a appelé Compétition internationale, et donc

Attaque Le Caire cherche à construire une position unifiée de la part des pays voisins du Soudan, car ils sont les plus confus

crise, les plus touchés, voire les plus touchés. Cette position unifiée pourrait ouvrir la voie à

La voie à suivre pour trouver une formule permettant de résoudre la crise.

L'importance de la réunion du Caire semble être qu'elle incarne le rôle actif de l'Égypte dans la crise soudanaise, un rôle fondé sur des critères géographiques et

facteurs historiques et relations étroites avec le Soudan et avec tous les pays de la région, en plus d'être un rôle totalement dépourvu de tentative de

réaliser des gains politiques, ce qui est un rôle

Il est considéré comme efficace Cela ouvre la voie à l'Égypte pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans les efforts visant à résoudre la crise. Il ne fait aucun doute que l'Égypte, parce qu'elle est avant tout

vise à préserver l'État rôles importants et influents et que leur rôle peut faire la différence

Soudanais et soutenir la stabilité et la sécurité régionales, loin de la logique de l'emploi et des tentatives d'exploitation de la crise dans l'intérêt du Soudan

et de ses peuples et dans l'intérêt des pays de la région, de leurs peuples et de leur sécurité nationale.

<<La déclaration finale du sommet des pays voisins du Soudan

Objectifs du sommet du Caire pour les pays voisins du Soudan

L'une des principales priorités des dirigeants réunis au Caire lors du Sommet de voisinage avec le Soudan est de trouver les moyens de mettre fin à la guerre entre l'armée soudanaise et

les Forces de soutien rapide, ainsi que d'examiner les effets du conflit sur les voisins.

Soudan, d'autant plus que la crise jette directement une ombre sur la sécurité et la stabilité de ces pays.

via Près de 700 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins du Soudan et plus de 250 000 ont traversé la frontière égyptienne, déjà fermée.

habitée avant la crise par une communauté soudanaise estimée à environ 4 millions de personnes, et la majeure partie du reste est arrivée au Tchad, au Soudan du Sud et au Soudan du Sud.

République centrafricaine. Il a été précédemment rapporté dimanche que le Soudan était sur le point d'atteindre un jour, le secrétaire général des Nations Unies, António

Guterres a mis en garde contre une guerre civile à grande échelle qui pourrait déstabiliser toute la région, ce qui donne...

Le sommet est particulièrement important.

Il cherchera également à développer des mécanismes efficaces pour régler la question de manière pacifique, en coordination avec les pistes régionales.

Et d'autres internationaux. La voie qui émergera du Sommet du Caire ne rivalise pas avec les autres voies, qu'il s'agisse de celles liées au sommet de Djeddah

négociations, ou les efforts de l'organisation IGAD, mais il est complémentaire à tous. Excepté

Il constitue un cadre plus complet et plus large. Il n'est pas possible d'imaginer une crise comme celle-ci au Soudan

niveau sans la participation de l'Égypte, qui considère la sécurité du Soudan comme faisant partie de sa sécurité nationale.

En outre, les deux pays sont également liés par des liens sociaux, culturels et économiques qui remontent à

Pendant des siècles, l'Égypte a également joué un rôle historique majeur dans toutes les crises du Soudan et a contribué à...

Répondant à de nombreuses crises, il dispose d'un large équilibre de puissance douce au niveau soudanais, que ce soit parmi les responsables officiels ou parmi les citoyens.

corps.

Il est probable que d'autres questions figureront à l'ordre du jour de la conférence, comme la discussion sur la stratégie du calme entre les deux parties.

du conflit, tout en ouvrant la voie à une feuille de route qui mènera finalement à un règlement.

Une réponse pacifique à la crise, en discutant des répercussions potentielles de l'état d'instabilité dans la région à la suite de la

guerre en cours au Soudan, s'efforçant de faire face à l'escalade des tensions, puis rétablissant la stabilité au Soudan, discutant des problèmes inquiétants

l'escalade de la violence sociale et ethnique, œuvrant pour mettre fin à la gravité de la détérioration des conditions humanitaires,

et aider le Soudan. Surmonter les défis internes résultant des combats en cours et ouvrir la voie à un

sortie définitive de la crise, tout en se concentrant spécifiquement sur

Mon président a appelé à la fin des combats, au rétablissement de la stabilité dans la région et à la cessation immédiate des hostilités.

afin de ne pas aggraver et prolonger le conflit.

Il ne fait aucun doute que les pays voisins du Soudan possèdent des cartes de pression influentes des deux côtés du conflit en

Soudan, non seulement à travers les frontières communes, mais aussi à travers les relations qui unissent ces pays.

Elle est prise dans la crise et subit diverses répercussions qui menacent sa sécurité. Avec les parties au conflit, c'est aussi plus confus

Et sa stabilité, et donc ses efforts, peuvent contribuer à faire face à la crise actuelle, en établissant un cadre d'action pour éviter

exacerber le conflit, ou s'y engager de manière négative, et cristalliser un point de vue unique sur la crise de manière

manière qui aide au règlement.

Il y a donc des défis à relever avant le sommet, car les agendas des pays participant au sommet

Et avec

conflit. Il existe de profonds désaccords entre un certain nombre de pays participants et leurs intérêts dans la crise différent, avec

les deux côtés de la crise chez nous. Il appartiendra donc au Caire, qui entretient des relations différentes, d'aller au-delà de ses

diplomatie. Des efforts efficaces pour résoudre tous ces problèmes et défis et créer une nouvelle voie efficace

Efficace pour faire face à la crise.

Une réponse régionale unifiée : Sommet de voisinage au Soudan

Nisreen Al-Sabahi

Nisreen Al-Sabahi

- Chercheur à l'Unité d'Etudes Africaines

Publié le 13/07/2023

partage

Le 13 juillet 2023, la capitale égyptienne, Le Caire, a accueilli un sommet des pays voisins du Soudan, avec la participation des présidents de la Libye, du Tchad, de l'Afrique centrale, du Soudan du Sud, de l'Érythrée et du Premier ministre éthiopien.

Le sommet des pays voisins du Soudan intervient alors que le conflit soudanais approche de son quatrième mois depuis mi-avril 2023, pour discuter des moyens de sortir de la crise et de contenir les répercussions négatives du conflit sur les pays voisins, stabiliser la région dans son ensemble et régler la crise par des moyens pacifiques avec la participation de ces pays soucieux de résoudre la crise car ils sont directement touchés par les fragments du conflit, en vue de parvenir à la formulation d'une vision commune pour assurer la préservation des capacités et de la souveraineté de l'État soudanais, en plus de la coordination avec d'autres voies internationales et régionales pour résoudre la crise grâce à un ordre du jour clair au sommet avec la présence qualitative des sept pays voisins, et

représentation de la Ligue arabe et t

Contenu

Pression urgente pour la tenue du sommet

Déterminants de l'influence des pays voisins dans le règlement de la crise soudanaise

De ce point de vue, les mouvements et les efforts de l'Égypte ont consisté à apaiser la situation au Soudan, à établir un cessez-le-feu, et préserver les capacités du peuple soudanais, devenues évidentes depuis le déclenchement de la crise.

La vision égyptienne était un cessez-le-feu global et durable, une non-ingérence au Soudan, préservant la

l'unité des institutions et du peuple soudanais, une solution politique à la crise, la coordination et l'unification des précédentes et appelant les agences humanitaires et les donateurs à fournir le soutien nécessaire aux pays voisins. L'Égypte était également soucieuse de résoudre la crise soudanaise de plusieurs manières

Des considérations au premier rang desquelles figurent la sécurité nationale, les liens historiques communs entre les deux pays et la

l'importance de réunifier les autres pays arabes. Le rôle égyptien dans la résolution de la crise est similaire à l'intérêt de l'Égypte pour...

Pression urgente pour la tenue du sommet

Il fait chaud compte tenu de l'absence de résolution militaire et de la détérioration de la situation. La crise soudanaise est entrée dans une phase humanitaire

tour à tour, la dégradation des conditions économiques, la fluidité de la scène sécuritaire, la dimension tribale mêlée au conflit armé

et son expansion, ainsi que l'escalade de l'intensité de la violence tribale dans la région du Darfour, qui ont constitué des répercussions.

dangereux pour les pays voisins immédiats, notamment en raison de l'effet multiplicateur des crises humanitaires et de l'escalade

Flux de réfugiés et aggravation des crises sécuritaires, avec une montée de l'anxiété régionale, un état d'alerte sécuritaire et une attitude prudente

anticipation des conséquences du conflit, à la lumière de la rupture des trêves successives de part et d'autre des chemins complexes

de la crise. Par conséquent, le sommet est organisé pour trouver un règlement de paix urgent et mettre un terme au conflit et mettre un terme à

les effets négatifs de la crise, pour un certain nombre de considérations :

- Exacerbation des crises sécuritaires : Il y avait des craintes quant à la propagation du phénomène des conflits tribaux au Darfour, des craintes de

la propagation des armes transfrontalières, les mouvements de groupes armés et la migration irrégulière vers les pays voisins, à la lumière

de la diminution de la présence sécuritaire dans les zones frontalières, alors que les groupes terroristes opèrent dans ces environnements incubateurs,

et conduira à De nouvelles armes entraîneront une détérioration de la situation sécuritaire dans l'ensemble de la région, une augmentation de la contrebande

des frais, une expansion du commerce illicite des armes et des risques de liquidité pour la stabilité de la sécurité régionale.

Flux transfrontaliers de réfugiés : Depuis le début de la crise soudanaise, le nombre de réfugiés a augmenté, et les trois

Les pays voisins ont été les plus importants pour contenir les réfugiés (Égypte, Tchad et Soudan du Sud), respectivement, suivis de l'Éthiopie.

et l'Afrique Centrale, face à ces pays en crise.

En exacerbant les conditions politiques, économiques et sociales et les conditions humanitaires difficiles, le conflit soudanais alourdit le fardeau

de ces crises, le Soudan étant considéré comme un point focal en raison de sa situation géographique turbulente, l'arc des crises s'étendant jusqu'au

pays du Soudan du Sud, d'Afrique centrale et du Tchad, en particulier avec l'Éthiopie.

- Répercussions économiques transfrontalières : le Soudan du Sud est considéré comme le plus touché par les répercussions

L'impact négatif du conflit est que son économie est liée aux raffineries de pétrole du port de Port Soudan et à l'obstruction du trafic.

les liaisons logistiques et de transport entre les champs pétroliers et le port de Port-Soudan, et l'impact négatif sur les revenus pétroliers qui en découlent.

Elle constitue quasiment la seule ressource de Juba. En outre, les économies d'autres pays enclavés, comme l'Éthiopie, le Tchad et

L'Afrique centrale, qui dépend essentiellement des ports soudanais donnant sur la mer Rouge, est touchée, ce qui entraîne une augmentation sans précédent dans les prix des produits alimentaires et des matériaux.

primaire, entravant le commerce transfrontalier et exacerbant la faim et les crises alimentaires dans ces pays.

<<La déclaration finale du sommet des pays voisins du Soudan

Déterminants de l'influence des pays voisins dans le règlement de la crise soudanaise

De nombreux pays et organisations régionales et internationales ont présenté des initiatives pour communiquer avec les deux parties au conflit soudanais, comme

l'Union africaine a présenté son initiative, ainsi que l'organisation IGAD, ainsi que

Les initiatives bilatérales des pays africains, tels que l'Égypte, le Soudan du Sud et le Tchad, pour parvenir à un cessez-le-feu et répondre aux problèmes humanitaires situation avec une vision globale et proposer de jouer un rôle de médiation bilatérale. Outre l'initiative saoudo-américaine, l'accord de Djeddah sur la protection des civils et l'initiative du Quatuor menée par l'organisation IGAD. Toutefois, ces initiatives n'ont pas réussi à faire taire le armes à feu, ou parvenir à un cessez-le-feu durable.

La multiplicité des initiatives concurrentes a semé la confusion quant à la manière de persuader les parties belligérantes de négocier, comme les pays voisins.

Les positions des pays face à la crise différaient en termes d'anticipation et de réponses prudentes. Le sommet des pays voisins arrive comme une tentative sérieuse de réduire la zone de divergence de visions entre les pays voisins du Soudan, de parvenir à des solutions consensuelles et de coordonner et unifier toutes les initiatives et efforts antérieurs afin de formuler une vision commune globale pour résoudre la crise. Le sommet aussi réussi, en impliquant tous les pays voisins du Soudan sans exception, à accroître la pression sur les deux parties au conflit, ce qui pourrait les aider à revenir à la table des négociations et à œuvrer pour réduire la gravité de la détérioration des conditions sécuritaires et humanitaires au Soudan, et en apportant un soutien et en menant des efforts humanitaires pour contenir les flux de réfugiés et de personnes touchées par les fléaux de la conflit. Conflit et convenir de mécanismes de règlement efficaces avec la participation de toutes les parties.

Le sommet des pays voisins du Soudan au Caire a révélé que les pays voisins possèdent la capacité et le désir de résoudre les problèmes soudanais.

crise, compte tenu des intérêts croisés et des défis communs, en particulier les répercussions sur les réfugiés, à la lumière des effets négatifs mutuels effets du conflit sur ces pays en raison de l'imbrication d'intérêts et de défis communs.

L'extension des relations tribales, économiques et sociales et l'incapacité de supporter le coût de la

Conflit soudanais.

En conséquence, les pays voisins doivent avant tout bloquer l'expansion du conflit interne et tenter de

Trouver des solutions pour sortir de la crise à travers trois voies : la voie militaire avec un

cessez-le-feu et retour à la vie normale, la voie politique qui contribue à apaiser grandement la situation et à

la stabilité, et la voie humanitaire et des secours à la lumière de la gravité croissante de la situation.

crise humanitaire dans la capitale, Khartoum, et dans les États de la région du Darfour. En particulier.

En conséquence de ce qui précède, on peut dire que l'imbrication et la complexité des intérêts régionaux imposés aux pays voisins

pays la nécessité d'unifier leur vision commune, comme en témoigne le sommet du Caire, qui a également mis l'accent sur les relations de

tous les pays voisins, et l'extension de leur rôle dans la préservation de la sécurité et de la stabilité des pays voisins qui

tous

L'Egypte est proche et de la région en général en proposant une vision Une solution régionale globale pour résoudre le

crise en coopération avec les parties et partenaires régionaux et internationaux.

Exacerbation du conflit : perspectives de règlement de la crise soudanaise après son entrée dans son quatrième mois

La paix soit sur Khalil.

La paix soit sur Khalil

Publié le 18/07/2023

partage

À la lumière du conflit militaire persistant entre l'armée soudanaise et la milice de soutien rapide, et des conséquences importantes qui en résultent

détérioration de la situation humanitaire et déplacements internes et externes, dans le cas où les parties ne parviennent pas à un accord

règlement rapide du conflit; Son coût augmentera et pourrait éventuellement conduire à une intervention internationale. Cette situation

pose des questions légitimes, dont la première est : quel est l'impact du conflit sur l'avenir du Soudan ? Deuxièmement : qu'est-ce que

Quelle est l'étendue des possibilités d'intervention extérieure au Soudan ?

La guerre entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide est entrée dans son quatrième mois sans aucune fin en vue au Soudan,

et les combats sont largement concentrés autour de la capitale, Khartoum, avec certaines zones dans les États du Nord, de l'Ouest et du Sud.

Au Darfour, à un moment où toutes les trêves n'ont pas pu être mises en œuvre depuis le début de la crise, et à la lumière de la détérioration de la situation

situation Aide humanitaire, notamment à Khartoum et dans certains États du Darfour. L'escalade quotidienne des conflits militaires au Soudan a

a exacerbé la situation

Cette situation se détériore déjà et pourrait conduire à l'expansion des conflits de nature ethnique et tribale à la lumière d'un État en souffrance.

d'un état de non-intégration et du projet d'État national depuis les années 1950.

Les indicateurs du conflit armé de la crise au Soudan confirment la possibilité de sa propagation aux pays voisins, en cas

qu'il n'y a aucun signe d'un déclin des combats et d'une fin des combats en cours entre les parties belligérantes,

surtout à la lumière du recours des parties à la violence et au changement forcé pour résoudre le conflit, ce qui conduit à des situations complexes

cela pourrait être dévastateur... Avec l'unité de l'État soudanais.

Le cercle des parties participant au conflit s'est également élargi, après que les forces affiliées aux mouvements armés signataires de l'accord

L'Accord de paix de Juba s'est heurté à la milice de soutien rapide à l'ouest de la ville d'El Obeid.

La capitale de l'État du Nord-Kordofan début juillet. La force conjointe comprenait :

Le Mouvement pour la justice et l'égalité, l'Armée de libération du Soudan, le Rassemblement des forces de libération du Soudan et le
Fah
L'Alliance soudanaise, qui cherchait à sécuriser l'État du Nord-Darfour à la suite du vide sécuritaire qui a créé

Retrait de l'armée vers Khartoum, en plus d'assurer le transfert de l'aide humanitaire vers tous les États du Darfour.

Auparavant, la Milice de Soutien Rapide cherchait, depuis le début de la guerre, à contrôler la ville stratégique.

d'El-Obeid, qui relie les cinq États du Darfour et les autres États du Kordofan. De violents combats ont eu lieu avec

l'armée pour contrôler l'aéroport d'El-Obeid, mais les tentatives de la milice ont échoué. Cette tentative a coïncidé avec une attaque

lancées par le SPLM-N, dirigé par Abdel Aziz Al-Hilu, sur des sites militaires de l'armée soudanaise, dans l'État du Nil Bleu, qui

fait craindre à la communauté internationale l'expansion des conflits militaires au Soudan du Sud et en Éthiopie.

<<La dimension secours et humanitaire au sommet des pays voisins du Soudan

Effets futurs de la poursuite du conflit

La guerre au Soudan a imposé une nouvelle réalité et modifié de nombreuses équations politiques et militaires.

Sur le plan économique, social et toute solution, il faudra de nouvelles solutions et une vision consensuelle pour faire face aux problèmes.

avec Les exigences de la reconstruction et de la stabilité nécessaire pour sortir l'État de la crise, notamment

le fait que la guerre est concentrée dans la capitale et non dans les périphéries, comme ce fut le cas lors de la précédente guerre au Soudan
conflits.

Tenter de s'appuyer sur la nouvelle réalité créée par la guerre entraînera le Soudan dans un autre cycle d'instabilité et de guerres.

et le rendre vulnérable aux projets de ceux qui convoitent ses terres et ses ressources naturelles, ainsi qu'aux projets de

le diviser ou ouvrir la voie à une intervention militaire étrangère dans le pays.

territoire soudanais, ce qui signifie non seulement la poursuite du conflit et de l'instabilité, mais peut également ouvrir la voie à la

porte ouverte à la possibilité d'une expansion du terrorisme au Soudan, et il existe de nombreux exemples en Libye,

Nigeria, Mozambique, Somalie, Yémen, Syrie et Irak.

Ainsi, les répercussions de la poursuite du conflit sur l'avenir de l'État soudanais sont extrêmement dangereuses.

de la présence d'un environnement sécuritaire fragile, en plus des ethnies transfrontalières, et de l'escalade de la situation dans la capitale.

Khartoum et les principales villes de la région du Darfour, telles que : El Geneina, Zalingei et Nyala, outre les zones importantes, la plupart

notamment le port terrestre « Um Dafouk » reliant le Soudan à la République Centrafricaine, Rahid Al-Bardi et Manwashi au Sud

dans l'État du Darfour et Kutum, Tawila et El Fasher dans l'État du Darfour Nord.

L'horizon des tentatives régionales pour contenir le conflit

Les résultats du sommet du Caire des pays voisins du Soudan, qui s'est tenu le 13 juillet, ont confirmé leur volonté de

s'attaquer aux racines de la crise, parvenir à une solution politique globale et mettre fin aux hostilités entre les deux parties au conflit

au Soudan. Il a également proposé la formation d'un mécanisme conjoint et d'un plan d'action régional visant à...

Redoubler d'efforts pour résoudre le conflit en cours au Soudan, en formant un mécanisme ministériel composé des ministres des Affaires étrangères

des pays soudanais voisins pour coordonner leurs efforts conjoints en vue de résoudre le conflit. Tous les pays voisins ont participé, menés par

le pays hôte, l'Égypte, la République centrafricaine, le Tchad, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Libye, le Soudan du Sud, le Secrétaire général de

la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit, et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat.

Les pays participants ont également convenu des principes du plein respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Soudan,

considérer le conflit actuel comme une question interne au Soudan et la nécessité d'une ingérence non extérieure dans le conflit.

Crise. Le document reconnaît le besoin urgent d'une solution politique pour mettre fin au conflit en cours et lancer une

dialogue national entre les parties soudanaises.

Avec l'expansion de la portée du conflit au Soudan et ses coûts matériels et humanitaires élevés, il existe encore une opportunité de

arrêter ces pertes, pour que les puissances extérieures concernées par le Soudan mettent de côté leurs propres agendas pour adopter un agenda

qui pousse vers la stabilité régionale, en intégrant les efforts et en travaillant à construire une réponse consensuelle qui répond

la crise soudanaise. De ses racines.

Briser l'isolement : La scène soudanaise après les tournées « Al-Burhan » et l'initiative « Hemedti »

Shaima Al-Baksh

Shaima Al-Baksh

Publié le 06/09/2023

Pour la première fois depuis le déclenchement du conflit entre les forces armées et les Forces de soutien rapide, le 15 avril, le le chef du Conseil souverain, le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan, a quitté la capitale, Khartoum, pour effectuer une tournée sur le terrain, qui a eu lieu de nature politique et diplomatique, et certains y voyaient un accord susceptible de

Cela ouvre la voie à l'arrêt de la guerre, surtout à la lumière du mouvement diplomatique des forces civiles qui l'a précédée.

Régional et international, cherchant une médiation entre les deux côtés de la guerre ; D'autant qu'il va poursuivre sa tournée

Il est au Soudan pour une tournée régionale, sa première hors du pays depuis le déclenchement du conflit.

Cette décision a coïncidé avec le lancement par le commandant de soutien rapide « Hemedti » d'une initiative de publication dont le texte était publié sur les réseaux sociaux, exprimant sa position sur les conditions et la forme du règlement politique qui pourrait y conduire

cesser de poursuivre les combats, au moment où les combats se poursuivent entre les deux parties dans les trois villes de la capitale. ,

en particulier dans le sud de Khartoum et d'Omdurman, qui s'est intensifiée dès le début

en août, avec la poursuite des affrontements sur d'autres fronts ouverts au Kordofan et au Darfour ; Ce qui pose la question de la possibilité

de ces mouvements créant une percée sur la scène du terrain, ou ouvrant la voie aux deux parties au conflit pour s'asseoir au

table de dialogue ?

Briser l'isolement

Après avoir été stationné au quartier général du commandement général à Khartoum au cours des derniers mois, Al-Burhan est apparu pour la première fois

temps hors de la capitale, où il a inspecté les bases et installations militaires, à Omdurman, au milieu des combats qui durent

place-là pendant des semaines. Il est parti jeudi 24 août pour la ville d'Atbara, dans l'État du Nil, au nord, où il a rencontré

chefs militaires et inspecté les blessés de guerre dans un hôpital

Militaire, et visité l'artillerie. Lors de son discours parmi les soldats, Al-Burhan a nié toute discussion sur un accord, ou un accord selon

auquel il a quitté Khartoum, soulignant que les combats se poursuivraient jusqu'au bout pour affronter les restes et vaincre la rébellion,

d'autant plus qu'ils n'ont pas déclenché la guerre, ce qui leur donne le droit de défendre le pays.

Jusqu'à la fin. Il a indiqué que son départ s'effectuait avec la participation des forces aériennes, terrestres et navales.

Il ne s'agissait pas d'un accord étranger, car son départ du quartier général du commandement général a été le théâtre de combats acharnés qui y ont conduit.

En raison de la mort de deux martyrs des forces navales.

Il s'est dirigé vers l'est du Soudan, où il s'est adressé aux forces de la région de la mer Rouge à la base Flamingo.

La Marine a suivi lundi 28 août les efforts déployés par les forces de la région pour sécuriser les frontières maritimes du Soudan et de toutes les régions.

de la mer Rouge et a souligné une fois de plus qu'aucune mesure ne serait prise.

Un accord avec le Soutien Rapide, et que les forces armées ne mettront pas la main entre les mains des rebelles, et qu'ils

Ils concentreront leurs efforts sur la détermination et la fin de la rébellion. Ce discours faisait suite à l'initiative présentée par

Hemedti la veille de sa présence à Port-Soudan. Et coïncidant avec sa présence dans

Du président du Soudan du Sud, Salva Kiir, il a confirmé sa défection par téléphone Port Soudan Al-Burhan a reçu un appel pour

engagement envers les initiatives visant à mettre fin au conflit en cours dans le pays.

Certains considèrent la scène actuelle comme un point de départ pour relancer les efforts visant à tenir des pourparlers directs entre les deux parties au conflit,

À propos des solutions et que c'est une indication du mouvement d'Al-Burhan, à la recherche de...

La diplomatie, et le fait qu'elle est une expression d'ouverture politique, pourrait ouvrir la voie à l'acceptation par les deux partis de siéger au sommet.

table de dialogue, d'autant plus que les mouvements internes d'Al-Burhan ont été suivis de sa seule visite à l'étranger depuis le début de la guerre, où

il s'est rendu en Égypte le 29 août pendant une journée, après quoi il est retourné au Soudan. Ce mois d'août arrive, basé sur

Les mouvements après les réunions des ministres des Affaires étrangères des pays voisins au Tchad en 7

les résultats du premier sommet organisé au Caire le 13 juillet dernier, qui pourraient indiquer que l'Égypte et le Soudan du Sud poursuivront leurs efforts,

dans la communication avec les deux parties au conflit.

Des conditions imposantes

Dimanche 27 août, ces mouvements ont coïncidé avec la sortie d'Hemedti, avec une initiative le jour de la prise de position du Soutien Rapide.

sur la solution globale au Soudan et sa vision de construire un État soudanais sur de nouvelles fondations, en précisant que le

système fédéral asymétrique, dans lequel la nature et le type de

Les pouvoirs dont jouissent les unités constitutives de l'union fédérale constituent la forme de gouvernement la plus appropriée pour le Soudan. Il a appelé à

construire un Soudan basé sur la justice sociale, la tolérance et la paix, et pour que l'État cesse de pratiquer la violence contre son peuple,

surtout en marge, car il considère que la guerre en cours

Dans le pays, c'est une manifestation de la crise de l'État qui doit cesser, afin d'établir un système de gouvernement démocratique et civil basé sur

sur des élections justes et libres, avec la participation d'une base de plus en plus large.

Les efforts politiques et sociaux possibles de la part des partis politiques, des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes, ainsi que du nécessité d'établir et de construire une nouvelle armée soudanaise professionnelle et nationale à partir des multiples armées actuelles.

Ces questions qu'Hemedti entreprit de négocier avec les parties à la guerre peuvent être résumées comme suit : la question de l'établissement une armée nationale professionnelle, la période de transition et un régime civil de transition, global, juste et durable la paix, la justice transitionnelle, le système fédéral, ses structures, ses niveaux et ses pouvoirs de répartition des ressources, avec l'importance de participer aux négociations incluaient les forces marginalisées par le régime de Bashir au centre, ainsi que les comités de résistance, les jeunes et les femmes.

D'autre part, une initiative similaire a été lancée le 15 août par Malik Aqar, vice-président du

Conseil de souveraineté soudanais, décrivant la scène et une feuille de route qui commence au moment de l'ouverture du feu, et identifier les sites de rassemblement de soutien rapide, en vue de la mise en œuvre des dispositions de sécurité, ainsi que appelant les Nations Unies à changer... L'envoyé de l'ONU, et que les élections sont le seul moyen, Ce qui réduit les possibilités de conflit dans les visions entre les deux parties, en ce qui concerne les termes du règlement. et le cessez-le-feu, alors que le Soutien Rapide impose sa vision politique pour l'avenir du pays, comme étape préalable, et une condition du cessez-le-feu, et il le présente également comme assumant son droit de façonner les traits de l'avenir, même si toutes les visions sont vraies. La question en question a déjà été résolue par l'accord de paix de Juba, qui n'a pas réussi à établir la paix, la justice et le développement dans le pays, à un moment où l'establishment militaire voit le risque rapide Forces de soutien en tant que rebelles, et que la décision finale, et leur inclusion sous la bannière du commandement général de les Forces armées selon leurs termes, telle est la logique. Maître de ses mouvements.

Une décision

contexte : Ces mouvements des Forces armées soudanaises et des Forces de soutien rapide s'inscrivent dans le contexte des situations complexes qui se déroulent au Soudan, dont les indicateurs les plus marquants sont la poursuite des combats entre les deux parties tout au long du mois d'août dans les trois villes de Khartoum et Omdurman, où les combats ont repris à proximité du camp des forces blindées au sud de Khartoum, où le soutien rapide a été lancé des attaques ont eu lieu pendant une semaine à proximité du corps blindé, et de violents affrontements ont eu lieu entre les deux forces armées dans les quartiers de Jabra, Al-Ashra, Al-Lamb et Gaza, qui sont des zones entourant le Corps blindé. La ville d'Omdurman et les vieux quartiers d'Omdurman, ainsi qu'Umm Baddah, à l'ouest d'Omdurman, On l'a également vu, où l'artillerie de l'armée a continué à bombarder les sites de soutien rapide à Omdurman pour couper les approvisionnements qui Rejoignez le support rapide via le pont Shambat.

Des avions de combat de l'armée ont également ciblé des sites des Forces d'appui rapide à proximité de l'aéroport international de Khartoum, et le commandement général des forces armées à l'est de la capitale. Les frappes aériennes ont également visé des sites dans le quartiers de Riyadh, Burri, Garden City et les zones au nord de Khartoum Bahri, et le Rapid Support les frappes aériennes se sont poursuivies dans le sud de Khartoum. Et à proximité de la cité sportive, du camping, et la région de Kalakla, au sud de Khartoum. Parallèlement aux combats en cours dans la capitale soudanaise, l'armée a repoussé une attaque des Forces de soutien rapide sur le terrain de Zarqa Um.

Fer à huile, État du Kordofan occidental.

Ces combats se poursuivent malgré les appels internationaux au cessez-le-feu, en raison de la détérioration de la situation. Conflit humanitaire, où des combats incessants pendant cinq mois ont entraîné la mort de 5 000 personnes, et plus de 4,6 millions de personnes ont fui leur foyer. À la lumière de ces souffrances, August a critiqué les deux côtés du conflit. : conflit, déclarant vendredi 25 à l'ambassadeur américain au Soudan, John Godfrey, qu'ils n'étaient pas dignes de décision, ce qui a provoqué la colère du ministère soudanais des Affaires étrangères.

Il existe des avertissements et des rapports émanant d'organisations et d'agences de secours concernant la détérioration de la situation humanitaire. conditions de vie dans le pays, puisque l'UNICEF a annoncé le 4 août que 24 millions de personnes ont besoin de nourriture, mais seulement 2,5 millions d'entre eux ont reçu une aide en raison des combats, du manque de financement et des difficultés à entrer et à éviter Cela s'ajoute menaces liées à la propagation des épidémies. à ceux qui travaillent dans le domaine humanitaire. Et les famines, qui imposent l'inévitable aide humanitaire et un cessez-le-feu.

En conclusion, les mouvements récents fournissent de premières indications sur la possibilité d'ouvrir la voie à un éventuel règlement Au conflit au Soudan, s'il existe un consensus à ce sujet entre les parties internes et régionales, mais cela pose des difficultés. Cette situation ne signifie pas la fin de la forte différence de positions entre les deux parties concernant les mécanismes régionaux et les efforts de médiation visant à mettre fin au conflit et à construire une paix stable au Soudan.

Une fin possible. Comment a commencé le conflit entre « Burhan » et « Hemedti » ?

L'historien britannique Peter Woodward ne pouvait trouver un meilleur titre pour son livre sur l'histoire du Soudan.

« L'État turbulent », pour décrire l'histoire tumultueuse du Soudan après son indépendance du colonialisme britannique au milieu du siècle. vingtième siècle, car cette histoire a été témoin de séries successives de conflits politiques, de révolutions et de coups d'État, égales, sinon plus grandes, que ce qui est arrivé à ses voisins réunis.

En raison de la nature de l'histoire politique du Soudan, où Le titre « État en difficulté » n'est pas sorti de nulle part, en théorie

Depuis l'indépendance nationale, la société soudanaise a constamment été témoin d'une forte politisation. Ses syndicats et fédérations

Ses écoles, ses institutions religieuses et même son institution militaire ne faisaient pas exception à cette règle. Il a été transféré

Depuis l'indépendance, le Soudan a évolué entre plusieurs formes de gouvernement et d'autorité, divisées en trois périodes

de régime civil, et trois périodes de coups d'État et de régime militaire. Cependant, les coups d'État militaires au Soudan diffèrent des coups d'État dans d'autres pays,

alors que les putschistes cherchent à réaliser ce que leurs homologues civils n'ont pas réussi à réaliser. Ou vice versa, lorsque les politiciens ne parviennent pas à

Pour gérer le régime civil, leurs opposants ont recours à leurs alliés militaires pour atteindre leurs objectifs politiques.

Le soulèvement de décembre 2018, qui a renversé le président Al-Bashir et le Front du Salut, qui dirigeait le pays.

pendant environ trois décennies, a été un épisode de l'histoire politique du Soudan et a marqué le début d'une phase de transition au cours de laquelle les militaires et

les civils ont partagé le pouvoir, suite à l'accord d'août 2019, jusqu'à la tenue des élections. Cet arrangement a été interrompu

après les événements du 25 octobre 2021 et la monopolisation du pouvoir par l'armée, qui ont provoqué une série de manifestations de masse

exiger la démocratie au Soudan. L'armée soudanaise a reçu le soutien interne des factions rebelles qui ont bénéficié de

l'accord de paix en 2020. Muhammad Hamdan Dagalo (Hemedti), le chef de la milice de soutien rapide, a soutenu

le plan de transition, alors qu'Al-Burhan est apparu à la télévision pour annoncer le retrait des civils du pouvoir, et Hemedti

soutenu ces mesures. Al-Burhan l'a récompensé en le nommant adjoint.

Il était au Conseil de souveraineté, mais les militaires ne pouvaient pas

Le conflit apparaît entre les deux hommes, maintenant il est évident qu'ils ont tous deux après avoir monopolisé le pouvoir, et quelque chose qui a atteint

La description par Hemedti de la monopolisation du pouvoir par les militaires, qu'il a soutenu jusque-là le 25 octobre 2021.

conduit aux affrontements qui ont débuté le 15 avril et se poursuivent toujours , Que c'était une erreur

Dans la capitale Khartoum, entre les forces de l'armée soudanaise dirigées par Al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par Hemedti.

Cet article tente de répondre à la question suivante : Quelles sont les causes du conflit au Soudan et comment se termine-t-il ?

Motifs de succession :

Al-Burhan et Hemedti...les racines du conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide

Des désaccords existent depuis l'époque d'Al-Bashir entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, qui étaient

formé en 2013 pour éliminer la rébellion au Darfour. Après le renversement d'Al-Bashir en 2019, les militaires et les civils se sont battus pour le pouvoir jusqu'à ce que

les militaires en ont pris le contrôle après les événements du 25 octobre 2021. Puis le conflit a commencé entre les deux hommes, le lieutenant général Abdel

Fattah Al-Burhan, qui était le commandant des forces terrestres à l'époque d'Al-Bashir et est devenu commandant

Pour l'armée régulière, et le lieutenant-général Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), qui

Il fonde les Forces de soutien rapide, en s'appuyant sur les milices Janjawid qui ont mené une guerre sanglante en

Le Darfour soutient l'armée soudanaise. Les raisons du désaccord entre les deux généraux peuvent être résumées ainsi :

Aspirations politiques :

De nombreux experts des affaires soudanaises estiment que les différences entre « Burhan » et « Hemedti » sont essentiellement le résultat de leurs divergences politiques.

aspirations, et l'accord signé en décembre dernier, auquel participent des parties civiles, constitue une première étape dans un processus politique visant à

pour mettre fin à la crise provoquée par

et cherchait à tergiverser, tandis qu'Hemedti cherchait à améliorer ses capacités Le lieutenant-général Al-Burhan a considéré l'accord comme une tactique de coup d'État,

Compétitivité et est allé jusqu'à se décrire comme un allié de la liberté et du changement, niant l'existence de tout désaccord

avec ceux qui sont au pouvoir (ceux qui s'y accrochent), et contre quiconque possède l'armée. Il a dit que notre califat, en

et la direction de l'armée a dénoncé ces déclarations et accusations qui lui sont adressées de ne pas

Al-Burhan veut devenir un dictateur,

souhaitant achever le processus de transition démocratique et a déclaré qu'il s'agissait de tentatives publiques visant à gagner la sympathie politique et à entraver le processus.

processus de transition démocratique, et avant cela

Nominer Hemedti a travaillé longtemps pour améliorer son image sur la scène internationale, en préparation

Il s'est choisi pour la présidence du Soudan, à la lumière d'une concurrence intense avec le général Abdel Fattah al-Burhan, car il résidait à El

Geneina, la capitale de la région du Darfour occidental, et a reçu l'imam de la banlieue parisienne de Drancy, Hassan Shaljoumi, un

Citoyen français d'origine tunisienne, violent critique de l'extrémisme religieux, et également

Fervent défenseur des accords d'Abraham, qui ont abouti à la normalisation des relations israéliennes avec les Émirats, Bahreïn et le Maroc.

et au Soudan sous les auspices du président américain Donald Trump, et Chaljoumi bénéficie du soutien du président français Emmanuel

Macron, et donc Hemedti, envoie des messages cachés à Paris et aux autres capitales européennes selon lesquels il ne soutient pas le retour de

Les islamistes et l'islamisme qui a prévalu. À l'époque du président Al-Bashir, de 1989 à 2019

Hemedti a fait appel en parallèle aux services de l'agence de relations publiques française « Instores » pour tenter de faciliter les entretiens avec les Français.

médias pour améliorer son image à l'international, et pour une courte période.

En 2019, Hemedti a demandé l'aide de la société canadienne Dickens & Madison et de son directeur canado-israélien, Ari Ben.

Menash, pour faire entendre sa voix à Washington DC. A Khartoum, l'ingénieur Idris Mudallal des Forces de soutien rapide a dirigé

Les relations avec les médias d'Hemedti.

Depuis 2019, Hemedti cherche à s'afficher comme un homme de la périphérie, face aux généraux du centre et du nord qui

dominer les dirigeants soudanais, dirigés par Abdel Fattah al-Burhan, et il a renforcé ce message par son long séjour, qui a duré

cinquante jours, à El Geneina, la capitale.

La région du Darfour occidental, et sa médiation durant cette période entre les communautés bédouines pendant la saison des pluies, au cours de laquelle des violences sanglantes

les affrontements se multiplient. Il est effectivement revenu à Khartoum après avoir conclu quatre accords de réconciliation entre les différents partis d'opposition.

groupes. En effet, son mariage avec une femme issue d'une tribu soudanaise et du Sinaï faisait partie d'Al-Ababda. Vivant des deux côtés de la

depuis Frontière égyptienne, telle est sa stratégie pour démontrer sa légitimité locale, contrairement aux généraux de Khartoum.

Pour se rapprocher de la jeunesse soudanaise et de la communauté locale, il a toujours été visible Hemedti a suivi cette approche

Portant un turban blanc sur la plateforme Tik Tok, la plus populaire auprès des jeunes, et Shin Hemedti

Une campagne médiatique est lancée contre ses rivaux de l'armée soudanaise, et il choisit en août 2022 le réseau britannique BBC pour

critiquer publiquement Abdel Fattah al-Burhan. Il est même allé jusqu'à déclarer que le coup d'État du 25 octobre était un échec, et que sans

Grâce à son soutien, al-Burhan n'aurait pas pu expulser les civils du pays.

Le pouvoir est si simple.

Intégration de la Milice de Soutien Rapide dans l'armée :

Armée soudanaise : Le commandant sur le terrain du Soutien rapide a été blessé - Al-Osboa

Dans l'accord-cadre signé le 5 décembre, les négociateurs du groupe politique civil ont fixé des dispositions

Lié à l'intégration de la milice de soutien rapide dans les forces armées, mais ce n'est pas le cas.

Il comprend des détails ou des plans concernant la création d'une armée unifiée. La réunion du Conseil de commandement de l'Armée s'est tenue janvier dernier s'est soldé par la nécessité d'intégrer les Forces de Soutien Rapide dans les forces armées, ce qui a été satisfait

hésitation de la part du Commandement de soutien rapide, bien qu'Hemedti ait signé l'accord et soit même devenu l'un des

Les partisans les plus fervents de l'élaboration de cet accord pour qu'il devienne définitif, pour former un gouvernement civil, et l'armée

retrait du pouvoir, mais la demande de l'armée de soutenir la milice de soutien rapide au sein de l'armée a été perturbée par le

fin de la période de transition, alors qu'Hemedti estime que la fusion devrait avoir lieu dans dix ans, ce qui n'a fait que bouleverser la situation.

négociations en tensions entre les deux parties.

Fichiers externes :

Le Soudan et la Russie sont d'accord sur plusieurs sujets, notamment concernant le « Barrage de la Renaissance » | Agence de presse Step

La triangulation du dossier des relations extérieures, notamment des relations entre le Soudan, Israël et la Russie, en plus des relations

avec les pays voisins, est l'un des points de désaccord les plus importants entre les deux généraux, car l'armée

accuse Hemedti de travailler à l'établissement de relations diplomatiques parallèles à l'État à travers ses visites dans les pays

que visite Al-Burhan, ce qui donne l'impression de l'existence de deux dirigeants. Pour le pays, de nombreuses sources ont rapporté que

Avec Tel-Aviv, où Hemedti cherche à ouvrir des canaux

Concernant la relation, il y avait

Il y a une rivalité

contact entre les deux hommes avec le Mossad, ce qui a poussé Al-Burhan et Hamdok à protester auprès du côté israélien, avec

Israël a pris sa retraite du général de division Mubarak Abdullah Babiker en avril 2022, et Al-Burhan a décidé de lui confier le dossier des relations

c'était entre le en avril 2022 pour unifier les canaux de communication entre les deux pays. Quant aux relations avec la Russie,

deux hommes au motif que cela affecte les relations de Khartoum avec Washington, où il s'est rendu.

Une succession éclate

Hemedti est arrivé en Russie à la veille du début de la guerre russo-ukrainienne en février 2022 et a rencontré

Poutine et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, ce qui a provoqué la colère de la partie américaine à Khartoum, où le chargé d'affaires du L'ambassade américaine, Lucy Tamlin, a tenu une réunion avec Al-Burhan et un certain nombre de membres de la composante militaire et s'est enquis de la raison de la visite d'Hemedti à Moscou, et Al-Burhan a répondu qu'Hemedti s'était rendu à Moscou en sa qualité de soutien Pour président le commandant. Rapide et pas en tant que représentant Conseil d'Etat.

L'accord-cadre et les relations avec les pays voisins :

L'accord, signé le 5 décembre de l'année dernière, est considéré comme la principale raison de l'explosion de la situation entre les deux généraux, malgré leur accord sur le texte de l'accord qui prévoit le retrait de l'institution militaire du pouvoir, leurs déclarations après la signature ont révélé une partie de la crise. Hemedti a annoncé son plein soutien à l'accord comme moyen de sortir de la divergence de visions entre eux, comme c'était le cas causé par l'échec du coup d'État, comme il l'a décrit, et que l'accord était un ensemble qui devait être mis en œuvre dans son ensemble sans division dans une cour claire des forces de la liberté et du changement, tandis qu'Al-Burhan a vu la nécessité d'inclure d'autres, et cela a rapidement changé. un parties au désaccord est basée sur les termes et conditions. L'accord entre le

avec les pays voisins, comme Hemedti. C'est aussi l'une des sources de désaccord entre les deux hommes, représenté par les relations gère des partenariats économiques et d'investissement avec un certain nombre de pays voisins, notamment l'Éthiopie et l'Afrique centrale. Sources indiquent qu'Hemedti a refusé que ses forces participent aux opérations militaires lancées par l'armée soudanaise contre un nombre de groupes armés éthiopiens à la mi-2021.

Al-Burhan et Hemedti ont des points de vue différents concernant les pays voisins de l'ouest du Soudan, en particulier le Tchad et l'Afrique centrale, étant donné qu'ils se situent dans la sphère d'influence internationale entre la Russie et l'Occident. Auparavant, Hemedti avait indiqué la présence des forces soudanaises qui tentent de changer le régime en Afrique centrale. Al-Burhan a rapidement démenti, soulignant que Khartoum le faisait. ne pas envoyer de milices pour déstabiliser la sécurité et la stabilité dans les pays voisins. Hemedti a également refusé de déployer la milice de soutien rapide sur la frontière avec l'Afrique centrale, dont il a fait l'éloge. Le président du Conseil de transition au Tchad.

L'avenir du conflit :

Étant donné que l'armée soudanaise possède de plus grandes capacités et une plus grande expérience que les Forces de soutien rapide, on s'attend à ce que...

Regarder

Pour un certain nombre de raisons, l'armée soudanaise résout ce conflit dans un court laps de temps, notamment :

Les capacités de combat et d'armement de l'armée soudanaise, qui dépassent les capacités du Rapid Support

Les forces.

Ce qui préoccupe, c'est la réticence de la communauté internationale et régionale à éclater dans un long conflit au Soudan, avec ses enjeux stratégiques.

emplacement, à la lumière de sa préoccupation pour la guerre russo-ukrainienne.

Les forces Wagner, principaux soutiens de la milice de soutien rapide, sont engagées dans la guerre russo-ukrainienne ainsi qu'en Syrie.

La position des États du Golfe, principaux soutiens des parties au conflit, rejetant l'éclatement d'un conflit qui

menace la stabilité du Soudan à la lumière de leurs énormes investissements économiques au Soudan.

Le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan a pris la décision de dissoudre la milice de soutien rapide, lui faisant perdre sa légitimité.

convoité.

En conclusion, la crise au Soudan a bouclé ses cycles pour qu'elle ne se résolve pas, après le conflit entre...

Abdel Fattah Al-Burhan, Président du Conseil de souveraineté et commandant de l'armée, et Mohamed Hamdan Dagalo,

connu sous le nom d'Hemedti, commandant de la milice de soutien rapide, après des jours de guerre de déclarations entre eux, et la guerre a commencé

avec des mots, comme le Soudan a été témoin samedi 15 avril, d'affrontements armés généralisés, notamment à Khartoum,

Tandis que l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide échangeaient des accusations d'attaque contre le quartier général de l'autre

parti, au milieu des appels locaux, régionaux et internationaux à mettre fin aux combats. Dans un conflit dont les analystes s'accordent à dire qu'il s'agit d'un conflit entre le

ambitions politiques des deux généraux après la fin de la phase de transition.

Tension sous contrôle au Soudan : y a-t-il des différences entre Al-Burhan et Hemedti ? Mohammed Abdel

Karim Mohamed Abdel

Karim

Le Soudan a franchi des étapes importantes dans la phase de transition actuelle, même s'il n'a pas répondu aux attentes il y a quelques mois.

Malgré les signes d'agitation populaire que connaît actuellement le Soudan à la mi-juin

Dans le contexte des solutions économiques douloureuses auxquelles recourt le gouvernement d'Abdullah Hamdok, et récemment

fait allusion à un retrait de certains d'entre eux, le tableau d'ensemble suggère un approfondissement des mesures prises par le Soudan vers la fin du conflit actuel.

phase de transition et la capacité, avec une remarquable douceur, à surmonter de nombreux obstacles sauf - avec une forte probabilité -

le règlement « différé ». problèmes à ce stade.

Et ainsi

Malgré ce qui semble être deux voies de concurrence cachée quant aux perceptions du président du Conseil de souveraineté,

Le général Abdel Fattah al-Burhan et son adjoint Mohamed Hamdan Dagalo « Hemedti » des résultats de ce règlement, au cœur

dont le développement institutionnel des Forces armées soudanaises, la position des « Forces de soutien rapide » dirigées par Dagalo,

et leurs rôles futurs dans la période post-stage. Conseil de transition, d'autant plus que l'article 34 du chapitre 11 du Code constitutionnel

Un document (août 2019) stipule que « les Forces armées et les Forces d'appui rapide sont une institution militaire nationale qui protège

l'unité et la souveraineté de la nation, relevant du Commandant en chef des forces armées et soumis au souverain

autorité."

Dans un texte qui fait face, depuis sa création, à de nombreux défis et au refus voilé de Dagalo de « remettre » ses forces aux

l'établissement militaire, et ce que cela signifie en termes de démantèlement de la personnalisation de l'idée de forces de soutien et d'intégration

les intégrer au processus de transformation institutionnelle dont sont témoins les forces armées soudanaises.

Quels sont les rôles les plus importants d'Al-Burhan et d'Hemedti dans la phase de transition actuelle au Soudan ?

Le Soudan est confronté aux complexités de la phase de transition actuelle à plusieurs niveaux. Sous la direction d'Al-Burhan et Hemedti, Khartoum a réussi à surmonter certaines crises graves, comme la détérioration de la situation politique et conditions sociales dans la région du Darfour, en acceptant la nomination des groupes armés du Darfour pour nommer le chef Minni Minnawi (chef de l'Armée de libération du Soudan) comme gouverneur de la région selon un décret.

Publié le 29 avril dernier (conformément aux résultats de l'accord de paix de Juba au Soudan), qui représentait un programme de travail du gouvernement de transition prévu le 28 février 2021, l'approfondissement de la

Basé sur cinq priorités :

Questions sociales et économiques (notamment l'autonomisation des femmes et la fourniture de services de base ; ainsi que la paix ; la sécurité, et renforcer les relations internationales du Soudan ; Et la transition démocratique. Cependant, la voie de la transition démocratique

La formation du Conseil législatif soudanais (qui fait face à la crise du non-respect de la date fixée précédemment (L'ARA était prévue au plus tard le 25 février 2021), et le gouvernement de transition a reporté la mise en œuvre officielle

le « système fédéral de gouvernement » au Soudan jusqu'à ce que la conférence sur sa mise en œuvre se tienne au moment opportun, et en prévision des résultats d'un nouveau cycle de négociations entre le gouvernement et le Mouvement populaire de libération.

Le Soudan, dirigé par Abdel Aziz Al-Hilu, était prévu pour fin mai et prolongé jusqu'en juin sans les résultats escomptés.

encore.

Les rôles d'Al-Burhan et d'Hemedti dans la politique étrangère du Soudan ont été étonnamment importants, et peut-être au-delà du

l'hypothèse d'une coordination conjointe entre eux, comme le Soudan, à la lumière d'un rapprochement notable avec le Caire depuis la

au début de cette année, a maintenu une politique étrangère conforme à son rôle historique en tant que pays avec l'Éthiopie, et

la crise frontalière dans les pays arabes est importante. Et adopter des positions décisives concernant les dossiers liés aux Soudanais

Région de Fashaga et barrage de la Renaissance.

Le Soudan a également renforcé ses liens militaires, politiques et économiques avec l'Égypte, qui à son tour souhaitait renforcer ses liens avec l'Égypte.

Al-Burhan et le traite comme président de la république. Si le Soudan, à travers Hemedti, a joué un rôle important dans le processus de stabilisation de la situation au Tchad voisin après l'assassinat du président

Oui, et Hemedti a fait des efforts diplomatiques pour explorer la restauration de l'ancienne chaleur tchadienne au soudanais-turc.

relations (en juin), dans lequel certaines analyses soudanaises considéraient les indicateurs du leadership d'Hemedti comme un nouveau « jeu » des axes », même si en réalité ces analyses ignoraient l'évolution ultérieure des relations régionales depuis les semaines précédant

La visite d'Hemedti à Ankara fait complètement disparaître l'idée d'un interlocuteur au sens traditionnel du terme.

D'une manière générale, le Soudan, dirigé par le Conseil de souveraineté et ses dirigeants, Al-Burhan et son adjoint Hemetti, et avec le soutien du

Le gouvernement du Premier ministre Abdullah Hamdok, dont la performance semble se rapprocher davantage d'un gouvernement intérimaire, évolue

avec une détermination claire à mettre fin à la phase de transition avec le moins de pertes possible et en s'appuyant fortement sur le

rôles d'Al-Burhan et Hemetti.

Comment Al-Burhan et Hemetti soutiennent-ils la voie politique ?

Le chemin politique de la phase de transition représente le cadre général qui vise à cristalliser la forme du

l'État soudanais après la fin de cette phase, le Conseil de souveraineté ayant pris plusieurs mesures importantes. À la mi-mars dernier - pendant

la mise en œuvre de l'Accord de paix de Juba - le Conseil souverain a formé ce qui était connu sous le nom de « Conseil national suprême ».

Comité de suivi et de contrôle de la mise en œuvre de l'accord de paix de Juba », dirigé par « Hemetti », en plus de quatre

sous-comités pour suivre quatre des cinq volets de l'accord de paix et reporter la formation du volet de l'accord de paix.

commission compétente. La voie Est jusqu'à ce que les questions politiques en suspens soient réglées, notamment celles liées à la représentation et
réconciliation.

Conformément à ces accords, et après que la faction du Mouvement de libération du Soudan dirigée par Mustafa Nasr al-Din Tambur a signé

Après l'accord de Juba le 25 mars, le gouvernement de transition a commencé à définir en prévision des zones de rassemblement pour les groupes armés

de l'installation de mécanismes de surveillance du cessez-le-feu dans la région.

Darfour, et le lancement de la voie visant à « unifier l'armée soudanaise ». Le regain de violences depuis fin mars - début avril 2021

à El Geneina, à l'ouest de la région, était accompagné par le « Conseil de défense et de sécurité soudanais » annonçant

l'accélération des projets visant à former les « Forces de protection conjointes pour le Darfour », dotées d'un effectif pouvant atteindre 20 000 personnes.

Les accusations contre les membres s'intensifient

Le Conseil de souveraineté lui-même a été témoin, à la mi-mai, d'une accusation frappante contre

implication dans le meurtre de manifestants lors des manifestations contre le président déchu Omar al-Bashir. Ces accusations étaient

renouvelé après le meurtre de deux manifestants en commémoration du « soulèvement de 2019 ». Musa, membre de la Souveraineté

Conseil, le 12 mai; Daglo a pris l'initiative et Aisha a démissionné le 17 mai, en annonçant que le Conseil avait accepté le

démission du procureur général Taj Al-Sir Al-Habre et révocation du président.

Le pouvoir judiciaire est Nemat Abdullah Khair, puisque Dagalo a franchi le pas alors qu'Al-Burhan était à la conférence de Paris pour soutenir le Soudan, ce qui indiquait à l'époque la vérité sur le différend « caché » entre les deux dirigeants.

Alors que le gouvernement de transition et les parties concernées continuent de parvenir à la paix dans le pays, un important rapport publié par Volker Perthes Volker, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef des Nations Unies

Mission intégrée de soutien à la phase de transition au Soudan (UNITAMS), au Conseil de sécurité des Nations Unies (20 mai dernier), a souligné le retard dans la formation des principaux organes parlementaires et la poursuite des conflits tribaux et des « violences » contre les femmes et les filles » menacent la stabilité du pays et de la population civile pendant la phase de transition, anticipant changements positifs dans la phase de transition.

période de transition au cours du second semestre de cette année.

Les étapes économiques et politiques montrent que d'importantes avancées ont été réalisées dans la phase de transition, même si elle On s'attend à ce que le gouvernement accélère les étapes décisives vers la création de conseils.

Parlement, qui contribuera à son tour à résoudre de nombreux problèmes en suspens tels que la forme de l'État et son rapport à la religion (puisque Dagalo gère ce dossier dans le cadre des négociations de l'accord de paix de Juba avec le Parti populaire soudanais)

Mouvement de libération du Nord dirigé par Abdel Aziz al-Hilu, et lui et Burhan adoptent une position de report Cette question attend la mise en place des institutions législatives, le statut de l'armée et l'activation du système fédéral.

Les résolutions et autres questions sont toujours soumises à l'approbation populaire par l'intermédiaire des institutions parlementaires.

Al-Burhan, Hemedti et le dossier « unification » des forces armées soudanaises

La question la plus importante en raison des divergences de points de vue entre Al-Burhan et Hemedti est « l'unification » de l'armée.

institution, qui constitue un dossier imbriqué et extrêmement complexe aux niveaux interne, régional et international. C'est fortement lié

sur la voie de l'accord de paix à Juba, les composantes de l'ancienne opposition militaire et les mécanismes de

les intégrer dans les forces armées. Elle est également liée sur un autre plan à la position des « Forces de Soutien Rapide » dirigées par Dagalo, ainsi qu'à une présence régionale représentée par l'Égypte jouant un rôle de premier plan dans le soutien économique du Soudan, politiquement et militairement. L'Égypte souligne la nécessité de fournir un environnement régional

Convient à la stabilité du Soudan car sa sécurité et sa stabilité font partie intégrante de la sécurité et de la stabilité de l'Égypte.

Et toute la région.

Avec l'arrivée de forces égyptiennes relativement importantes au début du 21 mai dernier, pour participer à des exercices militaires conjoints égypto-soudanais à Khartoum et ses environs intitulés « Protecteurs du Nil », visant à « échanger des expériences militaires, renforcer la coopération et unifier les méthodes de travail pour faire face aux menaces attendues pour les deux pays. Ce qui amène à conclure que le processus de reconstruction des capacités du L'armée soudanaise s'appuiera presque entièrement sur l'expérience militaire égyptienne, qui a une bonne connaissance mutuelle avec les forces armées soudanaises, tout en augmentant les attentes quant au soutien de l'Égypte au Soudan dans toute confrontation avec Abiy Ahmed régime en Éthiopie.

Lire aussi : Armement, entraînement, construction... Comment la marine égyptienne s'est-elle préparée à défendre ses intérêts ?

Egypte?

Quant au cœur des relations entre Al-Burhan et Hemedti, la question de la fusion des Forces de soutien rapide représente le sujet de désaccord le plus important entre eux, puisque Hemedti a confirmé avant la mi-juin de cette année son rejet de l'idée de fusion, la considérant comme une force importante et difficile à intégrer car cela « pourrait désintégrer le pays ». Et il a continué

Un conflit franc pour le pouvoir avant la fin Hamidati va plus loin, et peut-être que cela viendra plus tard La phase transitoire et la résolution de ses dossiers en suspens.

En tant que chef du Comité national suprême chargé de suivre la mise en œuvre de l'accord de paix de Juba (17 juin), il a publié un certain nombre de décisions pour « résoudre le chaos sécuritaire » dans la capitale et dans les États et imposer le prestige de l'État, la plupart notamment la formation d'une force conjointe composée « des forces armées, des forces d'appui rapide et des forces de police ». Et le général Service de renseignement », outre un représentant du procureur général et des représentants des parties à la paix. processus qui a imposé de facto une classification des Forces de soutien rapide comme parti. Indépendantes (puisque Dagalo affirme qu'elles sont soumises à des lois explicites), les forces armées partagent les tâches de maintien de la sécurité dans le pays.

la capitale et les régions.

Quelles sont les caractéristiques les plus importantes des dimensions régionales des rôles d'Al-Burhan et Hemedti ? Ici, il est possible de voir la différence entre Al-Burhan et Hemedti - théoriquement - d'une part qu'Al-Burhan agit comme un homme d'État qui a réussi à consolider les liens de son pays avec l'Égypte d'une manière sans précédent, et adopter un discours « international » équilibré même sur une question sensible comme le dossier de la normalisation avec Israël, et la question de la relations éthiopiennes avec l'Éthiopie, où il a présenté La preuve en est l'image de l'homme d'État soudanais qui s'occupe complètement de Premier ministre.

D'un autre côté, Hemedti a joué un rôle basé sur la nature de son leadership historique dans les Forces de soutien rapide. Que ce soit dans les dossiers internes à l'ouest du Soudan (la question de la sécurité au Darfour et sa capacité à éviter l'escalade ces dernières semaines), ou dans dossiers extérieurs tels que la résolution de la crise au Tchad et le rapprochement avec la Turquie (qu'il a visité accompagné d'un délégation gouvernementale et sur invitation officielle du gouvernement turc à rencontrer le vice-président turc à la fin de En mai dernier), ce rôle a été dominé par l'exploration des perspectives de nouvelles relations du Soudan avec diverses parties.

Conclusions

Bien qu'il y ait des spéculations sur l'existence de profonds désaccords entre les deux hommes, il est inconcevable que ces les désaccords (principalement dans les visions) atteindront le point où l'un d'eux « se retourne contre l'autre », compte tenu de plusieurs facteurs, le plus dont les plus importants sont :

Ils sont partenaires depuis les premiers instants de l'isolement d'Omar al-Bashir dans la « stabilisation » du Soudan.

Toute « exclusion » de l'un ou l'autre d'entre eux n'est pas réaliste étant donné le réseau de soutien dont chacun dispose.

Parmi ceux-ci, il représente une base populaire qui ne peut être sous-estimée.

L'ampleur de la « division du travail » entre eux dans les dossiers internes, régionaux et, dans une certaine mesure, internationaux indique une nécessaire lien pour surmonter la phase de transition actuelle et maintenir l'équilibre important, et en fait critique, à la lumière de la situation économique et troubles politiques inhérents au Soudan, entre les rôles de l'armée, de la sécurité et des institutions souveraines de l'un et de l'autre.

main. , et les rôles des « composantes civiles »,

Et les possibilités de réémergence du pouvoir des mouvements islamiques sur la scène soudanaise une fois le

les dates des cotisations constitutionnelles établissant les institutions post-transitions sont annoncées.

En conclusion, la relation entre Al-Burhan et Hemedti pourrait connaître un certain degré de tension en raison de divergences perceptions ou mesures sur certaines questions, comme indiqué précédemment, mais la nature de la phase de transition avec certains

Les partis arabes et la voie et les engagements régionaux et internationaux du Soudan (dans les relations avec les États-Unis)

notamment) ne laissent aucun espace. Nous sommes confrontés à un désaccord ouvert entre la normalisation des

relations entre Al-Burhan et Hemedti, et même en limitant le désaccord à la « restructuration »

certaines loyautés, que ce soit au sein des Forces armées soudanaises, ou des composantes militaires semi-régulières, ou

dans les forces politiques actuellement existantes ou latentes qui attendent que les droits soudanais soient exploités

par les forces. » « forces militaires et de sécurité actuelles » ou imposer de nouvelles règles de fonctionnement avec des composantes civiles.

Implications et implications : Qu'apporte la visite d'Al-Burhan en Égypte ?

Le 29 août 2023, le président du Conseil de souveraineté soudanais, « Abdel Fattah Al-Burhan », s'est rendu en Égypte, en visite c'était la première du genre pour Al-Burhan en dehors de son pays depuis le déclenchement de la crise soudanaise le 15 avril dernier entre l'armée sous sa direction et les Forces de soutien rapide dirigées par « Mohamed Hamdan Dagalo ». Lors de leur rencontre au ville de New Alamein, située sur la côte nord de l'Égypte, le président Abdel Fattah El-Sisi et Al-Burhan ont discuté l'évolution de la situation au Soudan, les moyens de cesser le feu et de mettre fin à la crise, permettre la mise en œuvre de mesures humanitaires opérations de secours et discuter des moyens de renforcer les relations entre... entre l'Égypte et le Soudan, en plus des questions liées aux deux pays et soutenus et développés de manière à ce que sert des intérêts communs.

Le choix d'Al-Burhan de l'Égypte pour sa première visite à l'étranger est dû aux relations solides entre les deux pays et à la confiance des dirigeants soudanais dans le soutien constant de l'Égypte au Soudan dans ses crises.

À la lumière de ce qui précède, cette analyse tente d'aborder les implications et les répercussions de la visite d'Al-Burhan en Égypte à la lumière des conditions vécues par le Soudan.

Conséquences importantes :

Il existe de nombreuses déclarations sur la visite du commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhan, en Égypte, ce qui a duré une journée, lors de sa rencontre avec le président Abdel Fattah Al-Sisi. Cette visite indique un certain nombre de...

Parmi les implications importantes figurent les suivantes :

(*)Médiation égyptienne : la visite d'Al-Burhan est une tentative de médiation égyptienne pour coordonner et communiquer avec les gouvernements régionaux et parties internationales, pour discuter des moyens de mettre fin à la guerre et d'entamer un dialogue politique entre les deux parties au conflit en Soudan, ce qui pourrait aider à trouver des solutions pour mettre fin à la guerre, ce qui implique d'autres visites extérieures d'Al-Burhan dans certains pays. La région et les pays voisins.

Le sommet des pays voisins du Soudan en juillet dernier, qui confirme la **Egypte** Il convient de noter que l'hébergement caractère permanent de la médiation pour résoudre la crise par tous les moyens disponibles, et pour sa part, Al-Burhan a confirmé les efforts de l'Égypte Dans son discours après la réunion, il a déclaré que l'armée soudanaise ne cherche pas à continuer de gouverner, mais plutôt à maintenir le pouvoir. des élections libres et équitables, où le peuple soudanais choisira qui le dirigera.

(*)Protéger et assister le peuple soudanais : La réunion comprenait une consultation sur les efforts visant à résoudre la crise dans les limites de l'unité et de la cohésion du Soudan et de la protection des intérêts de son peuple, ainsi que de discuter des moyens de Coopération et coordination pour soutenir le peuple soudanais, en fournissant une aide humanitaire et des secours.

(*)Soutien permanent de l'Égypte à la sécurité et à la stabilité du Soudan : le président Abdel Fattah El-Sisi a affirmé la fermeté de l'Égypte soutien aux côtés du Soudan, en soutenant sa sécurité, sa stabilité, son intégrité et son intégrité territoriales, et en soutenant et renforcer les relations bilatérales communes entre les deux pays. Pour sa part, Al-Burhan a salué la sincérité et la un soutien égyptien clair. Maintenir la sécurité et la stabilité du Soudan à la lumière de la crise qu'il traverse depuis Une morsure **Egypte** environ cinq mois, en accueillant des pays voisins ou en discutant avec des acteurs internationaux et régionaux parties à trouver une solution à la crise.

(*) Discussion sur un certain nombre de questions importantes : Des discussions importantes ont eu lieu entre le président Abdel Fattah El-Sisi et Le général Abdel Fattah Al-Burhan sur certaines questions axées sur la réalisation des intérêts du peuple soudanais à la lumière des Déclarations du ministre soudanais des Affaires étrangères la crise actuelle, et conformément à Il le regarda s'approcher "Ali Al-Sadiq", les discussions ont porté sur la question des écoles soudanaises en Egypte, le nouveau universitaire année, en plus d'évoquer la crise de surpopulation aux postes-frontières terrestres entre les deux pays, et la les dommages qu'il cause à la circulation des citoyens et des marchandises, à la circulation des exportations et des importations entre le Caire et Khartoum, et l'exploitation de vols aériens entre Le Caire et Port-Soudan. .

En fait En conséquence, la visite d'Al-Burhan a confirmé l'interdépendance entre l'Égypte et le Soudan, dont le Caire est partie prenante.

Dans le processus visant à mettre fin à la crise soudanaise et à empêcher qu'elle ne sombre dans la guerre civile, cela était clair

Dans les mouvements de l'Égypte, notamment après le sommet des pays voisins du Soudan que l'Égypte a appelé, en plus du

la coordination égypto-américaine pour discuter de l'évolution du dossier soudanais, cela confirme le rôle majeur de l'Égypte dans
communiquer entre les dirigeants soudanais et les parties internationales afin de trouver des solutions pour mettre fin à la guerre.

Il est probable que l'Égypte aura un rôle à jouer pour tenter de rapprocher les deux côtés de la crise, grâce aux liens solides
entre l'Égypte et le Soudan, et peut-être que les prochains jours verront l'Égypte évoluer vers des relations internationales et régionales.
puissances pour discuter des moyens possibles de ramener la paix au Soudan.

La visite d'Al-Burhan confirme également le retour de l'ouverture du Soudan sur le monde pour renforcer sa position
Aux niveaux régional et international, après la guerre qui a détruit la capitale, tué des milliers de personnes, déplacé des millions et
provoqué des destructions et des violations généralisées.

Il convient de noter que les efforts se sont intensifiés sur le dossier soudanais depuis la « Conférence des pays voisins ».
s'est tenue en Égypte et la formation d'un comité ministériel chargé de discuter de l'évolution de la crise soudanaise avec
puissances internationales et régionales, outre la récente coordination américano-égyptienne dans le dossier soudanais, mais aussi le rôle des
L'Arabie saoudite, en coopération avec Washington, a tenu plusieurs réunions et discussions dans la ville saoudienne de Djeddah avec le
but de mettre fin au conflit, et les visites d'Al-Burhan sont venues souligner l'importance de franchir les premières étapes pour mettre fin au conflit.
guerre en cours.

Répercussions positives :

Après avoir surveillé et suivi les implications les plus importantes de la visite effectuée par le Président soudanais
Conseil de souveraineté avec le président égyptien Abdel Fattah El-Sissi, cette visite a eu de nombreuses répercussions positives,
comme suit:

(-) Exploitation de vols entre Le Caire et Port Soudan : Après la visite d'Al-Burhan en Egypte, la compagnie nationale « EgyptAir »

a annoncé le 30 août le début de son vol direct de la ville du Caire vers la ville de Port Soudan, située dans le

au nord-est de l'État du Soudan, à partir du 1er septembre 2023 et un vol par jour, et il convient de noter que

la société nationale

EgyptAir a suspendu ses vols vers la capitale soudanaise, Khartoum, en avril dernier, depuis le déclenchement de la crise. Ce

Cette décision intervient en réponse aux demandes soudanaises de réparer les dégâts causés par la surpopulation aux points de passage entre

les deux pays.

(-) Accord pour augmenter la capacité des points de passage et répondre aux besoins urgents du Soudan : La visite entre le

Le président du Conseil de souveraineté soudanais, Al-Burhan, et le président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi, lors de leurs entretiens à El

Alamein, a été témoin d'un accord sur la nécessité d'accélérer les travaux sur les passages terrestres entre les deux pays,

tenu de la surpopulation observée aux points de passage entre les deux pays, ils augmentent leur utilisation compte En plus d'une augmentation de

à la demande d'un grand nombre de Soudanais, l'accord a été révélé par le Chargé d'Affaires de l'Ambassade du Soudan

au Caire, « Mohammed Abdallah Al-Toum ». Cette décision intervient afin de soutenir et développer la coopération entre les deux

pays dans de nombreux domaines, notamment en facilitant la circulation des hommes d'affaires entre l'Égypte et le Soudan à des fins de

Soutenir et stimuler les mouvements commerciaux ; Développer des voies de coopération économique et commerciale entre les deux pays, en plus

Fournir de nombreux biens et besoins urgents au Soudan à la lumière de la crise qu'il traverse.

(*) Commencer à former un « gouvernement intérimaire soudanais » : après la visite d'Al-Burhan en Égypte, on s'attend à ce que le prochain

Cette étape verra la formation d'un gouvernement intérimaire à « Port-Soudan » qui fonctionnera efficacement, d'autant plus que le

les États sûrs ont besoin d'institutions civiles qui œuvrent à améliorer la situation économique du pays.

En conséquence, le Mouvement populaire de libération du Soudan, dirigé par Yasser Arman, estime que la détermination d'Al-Burhan à former un

Le gouvernement de Port-Soudan pourrait aggraver les divisions nationales, en plus d'aggraver la dépendance des institutions et des institutions de l'État.

les forces armées sur les symboles de l'ancien régime à l'époque d'« Omar Al-Bashir ». Le mouvement propose donc

à... La preuve en est qu'il mène de larges consultations avec toutes les forces nationales et démocratiques, et œuvre pour parvenir à

des solutions avec les parties internationales et régionales pour résoudre la crise.

De ce qui précède, on peut dire que la visite du président du Conseil de souveraineté soudanais à El Alamein démontre l'importance de l'Égypte pour le Soudan et sa volonté de clarifier la position de l'armée soudanaise auprès des parties qui soutiennent l'unité et la survie de l'État soudanais, en particulier des dirigeants égyptiens, face à toute initiative régionale ou internationale.

d'autant plus que l'Égypte est considérée comme l'un des pays les plus touchés par ce qui se passe au Soudan, comme le promet l'Égypte.

Un pays doté d'un poids régional et international qui lui permet d'agir en tant que médiateur pour ouvrir les portes fermées au Soudan, en plus de sa capacité à convaincre les deux côtés de la crise et les forces concernées de la nécessité de trouver un règlement politique à la crise.

crise actuelle, et reprendre une voie de transition qui garantit le transfert du pouvoir à un gouvernement élu par

organiser des élections libres et équitables et permettre au peuple soudanais de choisir qui les dirigera. .

On s'attend à ce qu'une « nouvelle phase » commence au Soudan, qui verra de prochaines visites régionales et internationales, avec le but de mettre fin à ce conflit. Les prochains jours pourraient voir une deuxième visite à l'étranger du commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, à Juba, la capitale du Soudan du Sud, en plus des nouvelles de sa visite.

Visite potentielle au Royaume d'Arabie Saoudite, pour consulter sur l'évolution de la situation au Soudan et pour obtenir soutien au cours de la prochaine étape pour faire face aux défis auxquels est confronté le Soudan, sa sécurité et l'intégrité de ses terres, qui indique la volonté d'Al-Burhan de confirmer la victoire (différée) de l'armée dans la bataille pour la survie du Soudan et la maintien de ses institutions nationales, et de rejeter toute initiative ou solution qui n'inclut pas ces déterminants ou les renvoyer à une formule de transition non consensuelle et ne comportant pas de dispositions spécifiques pour l'intégration des militants dans le

Armée soudanaise.

de résolution et de règlement militaires La crise soudanaise entre les possibilités

Le 22 juin 2023, le Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques a organisé un atelier sur les développements au Soudan.

conflit qui a éclaté depuis avril 2023, pour analyser le terrain et la scène militaire opérationnelle dans l'arène soudanaise, ses

implications pour la sécurité nationale égyptienne et d'explorer l'avenir de l'État soudanais à la lumière des différents

scénarios de crise. De nombreux experts et chercheurs du Centre et de l'extérieur ont participé à cet atelier.

Premièrement : les motivations et les stratégies des parties au conflit

La crise soudanaise a soulevé une série de questions sur l'équilibre des pouvoirs soudanais. Militaire et civil, et le

l'avenir de l'État qui en dépend, et dans quelle mesure le Soudan représente un miroir de l'état de l'État national en Afrique

et la région arabe, d'autant plus que la crise a essentiellement déclenché le dilemme de la construction de l'État, que de nombreux Africains et

Les pays arabes ont été confrontés au cours des dernières décennies, en plus de ce que la crise a présenté. Il y a des points d'interrogation

si cela était dû à un conflit autour des ressources ? Ou contient-il des efforts pour réorganiser la région ? Dans quelle mesure

Le consensus ou la compétition entre puissances régionales se reflète-t-il dans cette guerre ?

Dans ce contexte, les participants ont abordé les crises de la construction de l'État national dans le monde arabe, qui sont principalement

représentés par la nature des relations civilo-civiles, civilo-militaires et religieuses-laïques, ainsi que par les relations tribales, tribales et

divisions ethniques et sociétales. La condition est considérée comme A, ce qui peut expliquer la gravité

Il est rempli de toutes ces contradictions, ce qui rend la tâche plus difficile aux Soudanais.

gouvernement pour faire face à la crise actuelle et à son évolution. La crise actuelle au Soudan soulève également la question de

l'étendue de l'opportunité de surmonter la crise et de la résoudre à l'avenir, ou le projet de construire le

L'État national soudanais a-t-il complètement échoué ?

Les participants ont abordé les causes de la crise prolongée au Soudan depuis son indépendance, à la lumière de l'instabilité de la situation civile.

relations militaires depuis les années 1950, et les interactions turbulentes entre les forces soudanaises qui ont parfois abouti à

à ce qui ressemble à un état de vengeance, dans un pays qui comprend plus de 400 tribus.

Au milieu de la diversité linguistique et de la division ethnique ; Cela rend les interactions entre eux très complexes, à la lumière de la mobilisation et de la mobilisation des supporters.

D'un autre côté, les crises au Soudan se sont cristallisées après le renversement du régime du CGRI en avril 2019, en l'absence de la compétence et l'expérience des élites de la période de transition, qui ont soudainement pris le dessus sur la scène, ouvrant la voie au bulldozer de la vie politique de son pays par l'ancien président pendant trois décennies, ce qui a suscité une ambition effrénée d'accéder au pouvoir. parmi les nouveaux arrivants ; La composante civile et son noyau solide de L'Association des Professionnels s'est scindée à la suite de conflits entre eux, ce qui les a privés de la possibilité d'établir une organisation forte. alliance politique. La division des forces militaires en environ 9 « armées » de force et d'influence variables a contribué à la perturbation de la scène sécuritaire et à leur affaiblissement tous.

L'impact des considérations politiques n'est pas encore tout à fait clair, compte tenu de l'échec du jugement élite pour gérer la scène politique après les événements de 2019 et le déclenchement du conflit armé entre les Les chances de succès des trêves proposées depuis la mi-mars l'armée et les Forces de soutien rapide. Ce qui est moins Oh, sans l'opportunité avril 2023, alors que chaque partie insiste pour résoudre la bataille, Askar Pour parvenir à un règlement qui faisait du conflit un jeu à somme nulle, cela a été facilité par la position des deux côtés du conflit. conflit envers certains médiateurs régionaux, surtout après le rejet par l'armée de la médiation kenyane en raison d'accusations des dirigeants du Soutien Rapide, avec l'absence de vision pour la phase post-cessez-le-feu pour Nairobi du rapprochement avec le feu. Tout cela rend difficile la prévision d'une solution qui mènerait à un règlement dans un avenir proche.

!

Hé Concernant les développements sur le théâtre opérationnel, les participants ont précisé que la bataille était décidée par les forces militaires.

En faveur de l'un des partis, cela paraît difficile au stade actuel, au vu de la complexité de la scène militaire.

Le pays est confronté à des défis sécuritaires, à une polarisation interne complexe et à des changements au cours de la décennie.

conflit à la lumière du rythme rapide de la guerre et de l'émergence d'un type de guerre hybride, qui témoigne de la forte implication des forces régulières et irrégulières. Dans ce contexte, les craintes augmentent quant à l'extension de la guerre et du centre du pays vers sa périphérie, d'autant plus que des facteurs sociétaux stimulent l'escalade de la violence.

guerre dans certaines régions comme l'ouest du Soudan.

L'entretien a porté sur les difficultés de mise en œuvre du projet d'intégration militaire des Forces de soutien rapide dans

l'armée, même à la lumière du règlement, ce qui pourrait être une impulsion pour la poursuite du conflit jusqu'à l'élimination des

l'autre une fois pour toutes. Cette situation est encouragée par la multiplicité des partis régionaux qui se chevauchent et par le nombre croissant de partis politiques.

possibilité d'une reprise des guerres par procuration.

O : Les comptes internationaux et arabes dans la crise arrivent en deuxième position

Le Soudan représente l'un des points de concurrence internationale les plus importants sur le continent africain, compte tenu de l'importance vitale importance dont il jouit grâce à sa position géostratégique, faisant partie de deux régions importantes de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique, ce qui lui confère un poids important dans les comptes régionaux et internationaux, ce qui la renforce.

La présence du détroit de Bab al-Mandab à l'entrée sud de la mer Rouge et du canal de Suez au nord. Dans

En outre, le Soudan relie un certain nombre de régions stratégiques, telles que l'Afrique de l'Est - y compris la Corne de l'Afrique - et le Sahel et Région du Sahara, en plus du Moyen-Orient et du Golfe, qui convient à l'Afrique.

La médiation, qui fait du Soudan une porte d'entrée vers l'océan Arabique, l'océan Indien et le Méditerranée au sud du Sahara, et en fait un lien entre le nord et le sud du continent, en plus de

étant une porte d'entrée centrale vers l'Afrique de l'Est, centrale et de l'Ouest, d'autant plus qu'elle est adjacente à des pays pivots :

Égypte, Libye, Éthiopie, Soudan du Sud, Tchad et Afrique centrale.

La scène actuelle d'effondrement international au Soudan n'est pas du tout nouvelle, à l'heure où le Soudan s'en approche.

Les États-Unis à l'époque de l'ancien président américain Donald Trump, coïncidant avec les mesures visant à retirer le Soudan du la liste des terroristes les progrès de la normalisation soudano-israélienne et l'année 2020.

Moscou a également tenté de renforcer sa présence sur la scène soudanaise, à la lumière de ses efforts pour

MaintenantWow Et le nord du Tchad, pour s'étendre de la Libye au Soudan - en particulier au Darfour Garaba - Centre

L'Afrique, outre le Mali et le Burkina Faso au Sahel. La Russie a renforcé sa présence au Soudan à travers

l'activité du Wagner Security Group, en plus des tentatives russes d'établir une base militaire dans le port de Port-Soudan

depuis 2017. La Chine a des intérêts économiques au Soudan, qui jouit d'une abondance de richesses et de ressources naturelles, notamment le pétrole. Les préoccupations européennes concernant l'immigration illégale se sont accrues et l'intérêt européen pour le Soudan s'est accru. depuis l'Afrique, en passant par le Soudan, et de là jusqu'à la Méditerranée, un dossier qui fait peser des menaces extrêmement graves sur la sécurité du pays. Continent européen.

Au niveau de la position arabe, les participants ont souligné que la crise soudanaise est arrivée à un stade difficile entre les crises des pays arabes en général, à la lumière des diverses expériences d'intervention militaire arabe à la suite de la révolutions depuis 2011 et les différents niveaux d'engagement arabe dans les affaires soudanaises.

À la lumière des calculs des intérêts nationaux de chaque pays, cela se reflète dans les positions arabes sur le conflit. Ici

Deux positions arabes fondamentales émergent, comme suit :

1 - Pays arabes voisins directs : principalement l'Egypte et la Libye. En général, la vision libyenne (est et ouest) suggère que La Libye subira les répercussions négatives de la crise soudanaise, qu'elle se poursuive ou qu'elle soit réglée. L'ancien Libyen Le ministre de la Défense, Muhammad Mahmoud Al-Barghathi, a averti que « ce qui se passe au Soudan – quels que soient les résultats finaux – se reflétera dans la situation. En présence d'une frontière commune fragile en termes de sécurité», a-t-il souligné, «que le les membres de l'équipe perdante sont là La Libye, en théorie .« Ils étaient en sécurité et se sont dirigés de là vers le territoire libyen. Ils pourraient trouver refuge en Libye

2 - Pays voisins arabes indirects : représentés par : l'Arabie Saoudite, les Emirats et le Qatar. Il y a de plus en plus intérêts des trois États du Golfe au Soudan, dont les plus importants sont la promotion des investissements agricoles et la réalisation de la sécurité alimentaire. Les trois pays ont conclu divers accords pour cultiver des millions d'acres valant des milliards de dollars. Dans en plus de l'objectif de présence dans la région de la mer Rouge à travers le développement et la gestion des ports sur la côte africaine, y compris Ports soudanais. En décembre, avec le Soudan pour développer le port soudanais d'Abu Amama un 2022 DP World a signé un accord Côte de la mer Rouge. En mars 2018, le Qatar et le Soudan ont signé un accord d'une valeur de 4 milliards de dollars pour développer le port de Suakin. Golfe les inquiétudes grandissent quant à la possibilité que certaines puissances internationales et régionales établissent des bases militaires en le port de Port Soudan, renforçant ainsi l'influence régionale et internationale dans cette région vitale pour la sécurité du Golfe. En outre, il existe un intérêt à rivaliser pour les ressources et les richesses, en particulier l'or, et le Soudan est considéré comme une station importante du Golfe pour pénétrer profondément en Afrique.

R : Les effets de la crise soudanaise sur l'Égypte Troisième

Les participants ont souligné que le conflit soudanais impose de nombreux fardeaux stratégiques aux intérêts L'Égypte, qui a été confrontée à de sérieux défis ces dernières années, a besoin de la formulation d'une politique égyptienne flexible. concernant la crise soudanaise. Certains ont considéré que la crise représentait une opportunité de changer la perception mentale des secteurs des populations égyptienne et soudanaise, d'autant plus que l'Égypte accueille un grand nombre de réfugiés soudanais depuis le déclenchement de la crise en avril 2023.

L'atelier comprenait deux sessions principales. La première portait sur « Conflit armé... Motifs et stratégies »

où le Dr Amani Al-Taweel, conseiller académique du Centre, a donné une intervention intitulée « Parties au

Conflit et équations internes dans la crise soudanaise », et M. Ahmed Alibah, expert au Centre,

a présenté une intervention intitulée « Stratégies des acteurs... Pourquoi la résolution militaire a-t-elle échoué jusqu'à présent ? » Dr.

Amira Muhammad Abdel Halim, experte au Centre, a donné une intervention intitulée « Opportunités pour un

règlement et les raisons de l'échec des trêves et des initiatives », suivi de deux commentaires principaux du Dr.

Muhammad Ezz Al-Arab, expert au centre, Dr Rania Hussein Khafaja, professeur de sciences politiques au

Collège supérieur d'études africaines, et la séance a été présidée par le Dr Wahid Abdel Majeed, conseiller pédagogique

au centre. La deuxième séance a porté sur les comptes régionaux et internationaux, où le Dr Ahmed Amal,

Professeur Assistant de Sciences Politiques au Collège Supérieur des Etudes Africaines, a fait une présentation intitulée

« Conflits internationaux concernant l'or, le pétrole, la terre et les ports » et le Dr Moataz Salamah, expert à Al-Ahram.

Centre d'études politiques et stratégiques, a donné une intervention intitulée « Calculs of Interests... Why Do

Les Arabes ne sont pas d'accord sur le Soudan ? Dr présenté. Ayman Al-Sayed Abdel-Wahab, directeur adjoint du

Center, a présenté une présentation intitulée « Les répercussions de la crise soudanaise sur l'Égypte ». C'était

suivi de deux commentaires clés du Dr M. Fleifel, professeur d'histoire et ancien doyen du Graduate

École d'études africaines, et Dr Rawya Tawfiq, professeur adjoint de sciences politiques au Collège de

Économie et sciences politiques. La séance était présidée par le Dr Amr Al-Sh

Al-Burhan lors de sa rencontre avec Sissi : Nous cherchons à achever la transition et l'armée ne veut pas du pouvoir

Sur cette photo fournie par le bureau de presse de la présidence égyptienne, le président égyptien Abdel-Fattah el-Sissi, à droite, salue

Le général Abdel Fattah al-Burhan, chef de l'armée soudanaise, au palais présidentiel de la ville d'El-Alamein, en Égypte, mardi.

29 août 2023. (Bureau des médias de la présidence égyptienne via AP)

Al-Sissi (à droite) reçoit Al-Burhan au palais présidentiel d'El Alamein (Associated Press) 29/08/2023|Dernier

mis à jour : 29/08/2023 à 15 : 41 (heure de La Mecque)

Le président du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, a annoncé – aujourd'hui mardi – lors de sa réunion avec le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi, dans la ville d'El Alamein, lors de la première visite à l'étranger depuis le début des affrontements au Soudan, son engagement à poursuivre le chemin de la transition démocratique, tandis qu'El-Sisi a affirmé la position de son pays dans soutien à la sécurité et à la stabilité du Soudan.

Al-Burhan a déclaré, lors de la réunion qui a eu lieu au palais présidentiel à El Alamein, que les Soudanais

les dirigeants cherchent à achever la transition démocratique jusqu'à ce que le peuple soudanais choisisse qui le dirigera.

Il a ajouté que les forces armées n'ont aucune tendance à prendre le pouvoir ou à gouverner au Soudan.

Pour sa part, la présidence égyptienne a déclaré - dans un communiqué - que la rencontre de Sissi avec Al-Burhan avait été le théâtre d'un examen des l'évolution de la situation au Soudan et des consultations sur les efforts visant à résoudre la crise.

La présidence égyptienne a ajouté qu'Al-Sisi a affirmé la position de l'Égypte de se tenir aux côtés du Soudan et de soutenir sa sécurité, la stabilité, l'unité et l'intégrité territoriale, notant qu'Al-Burhan a salué le soutien égyptien au maintien de la sécurité et stabilité du Soudan.

Le Conseil de souveraineté soudanais a déclaré - dans un communiqué - que le président du Conseil tiendrait des discussions lors de la visite avec le

Président égyptien concernant l'évolution de la situation au Soudan, les relations entre les deux pays et les moyens de renforcer et

développer leur soutien.

Lors de sa visite en Égypte, le Président du Conseil souverain, le commandant de l'armée Abdel Fattah al-Burhan, est accompagné du

Le ministre désigné des Affaires étrangères, l'ambassadeur Ali al-Sadiq, le directeur du Service général des renseignements, le lieutenant-général Ahmed Ibrahim

Mufaddal, et le directeur général du système des industries de défense, le lieutenant-général Mirghani Idris Suleiman.

Auparavant, le Conseil de Souveraineté de Transition avait indiqué que son président s'était réuni - hier lundi - dans la ville d'exercice de l'agence,

membres du gouvernement désigné, et a discuté avec eux de Port-Soudan (Soudan oriental) avec l'exécutif du pays lors de la

dernière étape, et les caractéristiques générales des plans et programmes du gouvernement.

Afficher

Le ministre soudanais de la Culture et de l'Information, Graham Abdel Qader, a cité Al-Burhan disant que le pays comptera sur ses propres moyens.

ressources pour faire face aux dangers, et il a remercié le peuple soudanais de s'être rallié à l'armée pour vaincre ce qu'il a décrit comme une guerre brutale.

rébellion.

Il s'agit de la première réunion du président du Conseil de souveraineté avec le gouvernement directement depuis le début de l'épidémie.

Affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide à la mi-avril.

Le représentant du Conseil de souveraineté soudanais a également déclaré que le président du Conseil a rencontré à Port-Soudan les Shabaya Fada.

Dans l'État du Darfour occidental, Ramo comprend des administrations communautaires et civiles, ainsi que des jeunes leaders dirigés par Saad.

Abd al-Rahman Bahr al-Din, sultan de « Dar Masalit ».

Selon la source, la réunion a discuté de la situation des réfugiés soudanais au Tchad et des efforts en cours pour leur apporter une aide humanitaire. Le sultan Saad Bahr al-Din a déclaré qu'il avait transmis au président du Conseil de souveraineté le besoin urgent de ces réfugiés en matière de nourriture et d'abri.

Al-Burhan et Hemedti

Le président du Conseil de souveraineté, commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhan, avait déclaré plus tôt qu'il n'y avait pas de place pour le dialogue avec ceux qu'il qualifiait de rebelles et de traîtres, et niait l'existence d'un accord pour sa sortie de Khartoum.

Afficher

Pour sa part, Malik Agar, adjoint d'Al-Burhan, a déclaré que les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur compréhension et soutien à la légitimité au Soudan, lors de ses rencontres avec eux lors de sa tournée à l'étranger.

Malik a ajouté que les chefs d'État et de gouvernement ont confirmé qu'ils ne traiteraient des affaires du Soudan que par le biais du Gouvernement soudanais.

Le responsable soudanais s'est récemment rendu dans plusieurs pays, notamment : la Russie, l'Éthiopie et l'Égypte.

D'autre part, le commandant des Forces d'Appui Rapide, Mohamed Hamdan Hemedti, a déclaré - dans le cadre d'un entretien sur sa vision pour tout règlement à venir - que le système de gouvernement le plus approprié pour le Soudan doit être fédéral.

La vie quotidienne au Soudan

Dégâts causés à un bâtiment au Darfour suite aux précédents affrontements entre l'armée et le Soutien rapide (Agence Anadolu)

Mort au Darfour

Maidanaya, l'Agence France-Presse a cité des témoins oculaires et une source médicale - aujourd'hui mardi - selon lesquels au moins 39 personnes étaient tués à la suite d'un bombardement contre des maisons civiles dans le quartier d'Al-Sikka Al-Hadid à

La ville de Nyala, capitale du Darfour Sud (ouest du Soudan), lors d'affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces rapides Forces de soutien.

. Colline de tous ses membres Les sources ont indiqué que la plupart des morts étaient des femmes et des enfants, y compris la famille Q.

Afficher

Pour sa part, le correspondant d'Al-Jazeera, Al-Taher Al-Mardi, a rapporté que les avions militaires de l'armée ont lourdement attaqué - mardi matin - dans le ciel de Khartoum, et que les Forces soudanaises de soutien rapide ont répondu par des tirs anti-aériens au sol

des armes à feu

R.

Le correspondant a souligné que les batailles n'étaient pas encore résolues sur un certain nombre de conflits militaires stratégiques. sites, y compris le Corps blindé et le Corps du génie.

Il convient de noter que les affrontements en cours entre l'armée et le soutien rapide ont jusqu'à présent entraîné la mort d'environ 5 mille personnes, selon l'organisation non gouvernementale «ACLID».

Les combats ont également contraint plus de 4,6 millions de personnes à fuir, selon les dernières statistiques publiées par les Nations Unies.

Source : Al Jazeera + agences

Un point chaud dans l'arc des crises prolongées

Le Soudan est entré dans un cycle de conflit armé dont certains pays de la région ne sont pas complètement sortis. Tel que Yémen, Syrie et Libye. Le Soudan a fait partie de la deuxième vague du « Printemps arabe » et il semble que ce sera le cas. déclencher la deuxième vague de conflits armés dans la région. Au cours de deux semaines de combats, la trêve conclue pour des raisons humanitaires n'a pas tenu, et alors que les pays évacuaient leurs ressortissants en à la suite d'une vague de déplacements sans précédent à Khartoum et dans les États soudanais tendus, l'espace de ce théâtre est - semble-t-il - en train d'être évacué en prévision d'une guerre ouverte qui met l'avenir du Soudan en danger. miser. Carrefour.

Il est concevable que les répercussions de l'état de chaos persistant au Soudan soient pires en termes de répercussions, et plus coûteuses en termes politiques et sécuritaires, que le cas de la Libye, qui n'a pas Elle se redresse, notamment après la guerre de Tripoli du printemps 2019 jusqu'à l'été 2020, alors qu'elle est encore en le labyrinthe d'une transition politique chancelante. La priorité égyptienne en matière de sécurité nationale dans le cas de la Libye était processus de contrôle des frontières pour empêcher la propagation du chaos et œuvrer pour éviter le danger de diviser le pays. Mais les priorités égyptiennes en matière de sécurité nationale au Soudan vont au-delà de la question du contrôle des frontières. liés au dossier de la sécurité de l'eau. La fragilité de l'État central qui pourrait être déchiré au Soudan et devenir une nouvelle Somalie est devenue une possibilité, surtout à la lumière de la contagion de la désintégration, que ce soit dans le dans la région de la Corne de l'Afrique ou au Soudan même, qui a vu l'indépendance du Sud en juillet 2011, ce qui n'a conduit à la stabilité ni dans l'un ni dans l'autre. Il existe plus de 30 factions armées dans Soudan, ce qui renforce le scénario d'une reprise du chaos dans le pays.

L'Égypte est sous le feu des projecteurs depuis la première étincelle d'escalade militaire entre les deux camps, qui a éclaté depuis la base aérienne de « Meroi », au nord, où était présente une force militaire égyptienne - dans le cadre d'un protocole commun entre les parties égyptienne et soudanaise - et cette crise a été habilement préparée pour réaliser un exercice. Air commun en mai prochain. L'Égypte a finalement réussi à restaurer la puissance militaire égyptienne du Soudan, Il s'agit de la première et la plus importante avancée réalisée depuis le début de la crise.

j'ai parlé

L'Égypte s'efforce de constituer une équipe de gestion de crise composée des ministères concernés (ministère de la Défense,

Le Service général des renseignements, les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur) pour évacuer leurs ressortissants

du Soudan, également à titre de priorité intérimaire, et une coordination conjointe avec certains pays pour aider à évacuer leurs ressortissants, puis

Accueillir des milliers de réfugiés via le poste frontière d'Arqin et répondre aux besoins humanitaires

pour faire face à cette situation. En parallèle, l'Égypte a agi diplomatiquement et rapidement au niveau bilatéral avec l'État.

Soudan du Sud pour lancer une initiative de cessez-le-feu, et à travers des mécanismes régionaux tels que le

Ligue et l'Union africaine, ainsi que les Nations Unies et les puissances internationales, pour coordonner leurs efforts en matière de

la même direction.

Il est envisagé que la définition de la médiation, au stade actuel, se concentre d'abord sur les efforts visant à parvenir à une solution cohérente.

trêve, même s'il s'agit d'une médiation indirecte entre les deux parties, puis la développer et la prolonger le plus longtemps possible

période possible pour ouvrir la voie aux organisations et organismes humanitaires, en plus de veiller à ce que cela se fasse

ne se transforme pas en une rupture dans la guerre. Il s'agit plutôt d'une tentative de gagner de la confiance, même partiellement, pour réorganiser la situation.

dans le but de préparer le climat pour passer à l'étape avancée de la médiation afin d'amener les parties au

table de négociation.

Récits des forces impliquées dans le conflit

Les calculs des forces impliquées dans le conflit sont les calculs de la guerre après les calculs politiques.

a faibli suite à l'effondrement du consensus sur le projet de réforme sécuritaire et militaire dans sa phase finale.

Ce que cela va donner Par conséquent, chaque camp s'attend à ce que la guerre remodèle l'équilibre politique en conséquence.

Une guerre dans laquelle chaque partie cherche à vaincre l'autre, et ainsi à obtenir d'abord une défaite militaire.

Puis la défaite politique, même si toutes les expériences similaires confirment que les guerres urbaines

Ce sont des guerres de destruction pour des pays qui paient leurs coûts grâce à leurs capacités et ressources humaines et matérielles, et puis...

Il est difficile d'atteindre les critères de victoire et de défaite au sens traditionnel du terme.

La plus grande erreur de calcul révélée par la guerre en cours au Soudan est l'attente que les deux parties

le conflit aurait pu fusionner en une seule entité, en l'absence de conditions appropriées pour cela. Les graines de

l'intégration qui avait été implantée à l'époque du régime précédent s'est développée dans le cadre d'une alliance d'intérêts

Les alliances sont de retour au moment de la chute du régime, et... Partagé. La désintégration de Roll

cette alliance reposait sur les mêmes fondements, qui constituent des intérêts communs dans la phase de transition politique, en

en plus de considérations techniques qui témoignent de la difficulté d'intégration compte tenu de l'état de dissemblance entre les

structures de l'armée régulière et de la milice des Forces de soutien rapide. Les armées régulières disposent également de comptes nationaux concernant...

Au contraire, avec l'armement, la politique étrangère et le financement sur le budget de l'État, il existe d'autres sources de financement.

un financement pour un soutien rapide, dont le plus important est ce que l'on appelle la coalition des « Princes d'Or », et des revenus

Accords pour partager ses forces à l'extérieur du pays, ce qui montre également qu'il a un programme de politique étrangère différent.

Il est également concevable que l'une des questions erronées et courantes soit résolue en même temps.

Conflit des deux côtés ? Parce que cette question est une porte d'entrée pour passer de la médiation aux alignements, et

tombant ainsi dans le piège de la guerre par procuration, c'est l'une des leçons tirées de nombreux conflits régionaux. C'est

il est important à cet égard de souligner la déclaration du ministre des Affaires étrangères avec le secrétaire d'État américain

Anthony Blinken et le ministre kenyan des Affaires étrangères Alfred Mutua lors de sa rencontre (24 avril) que de nombreux acteurs internationaux et

le moment exige ceux les puissances régionales entretiennent des relations avec les deux parties au conflit, et donc l'actuel

partis à Ne pas prendre parti pour un parti en particulier.

S'il est concevable que les combats en cours au Soudan méritent d'être décrits comme des « affrontements contre

logique », basée non seulement sur la situation régionale et internationale, mais également sur la situation interne soudanaise.

réalité. Les affrontements ont éclaté quelques jours après l'annonce du projet d'accord politique final en

Soudan en mars 2023, qui a établi les points détaillés concernant la réforme de l'institution militaire, a déterminé

les fondements et les étapes de l'intégration des Forces de soutien rapide dans l'armée, et l'accord stipulait les

formation d'un Conseil de sécurité et de défense composé du commandant en chef. des Forces armées,

suivi du commandant des forces de soutien rapide. Tout cela indique que les tensions dans lesquelles le Soudan était

exposés dans la phase post-révolutionnaire, entre les composantes militaires et civiles, étaient enracinés dans le conflit actuel

se déroulant entre les deux composantes militaires.

Indépendamment du fait que l'émergence des Forces de soutien rapide en 2003, comme autre composante militaire aux côtés

l'armée, n'était pas du tout une affaire naturelle ou normale et impliquait nécessairement des affrontements ultérieurs avec l'armée.

Pour l'instant, la confirmation du dicton selon lequel il s'agit d'une « guerre contre la logique » repose sur le fait que les deux hommes (Burhan

et Hemedti) ont une longue expérience, et dans de telles confrontations, il n'y a ni vainqueur ni perdant, et le principal perdant est

Soudan. Dans la plupart des cas, de tels affrontements commencent et leurs partis croient qu'ils atteindront leurs objectifs et

Ils éliminent leurs adversaires en quelques jours, mais ils se retrouvent ensuite confrontés à une confrontation qui peut s'étendre sur des années.

Dans quelques années, les deux partis n'auront d'autre choix que de s'asseoir ensemble, après avoir subi toutes les pertes, épuisés

Les richesses du Soudan et la dispersion de sa population, et après que le Soudan soit devenu prisonnier des conflits extérieurs

pouvoirs publics et un théâtre de gestion du conflit au nom de l'extérieur.

La guerre au Soudan est aussi une « guerre contre la logique » car elle s'inscrit dans un contexte régional de réconciliation et les colonies, après de longues expériences de guerres internes et régionales. Les affrontements soudanais ont éclaté après la

La situation au Yémen est devenue relativement prometteuse, suite à l'accord saoudo-iranien, aux négociations directes entre L'Arabie saoudite et les Houthis, après une relative stabilité avec le régime syrien, après une série de réconciliations en Libye, et avec le début des démarches arabes en faveur de la réconciliation intra-arabe (les pays du Quatuor arabe et le Qatar). Et les Qataris réconciliation avec Bahreïn), mais aussi à la suite des réconciliations entre les pays arabes et la Turquie. Le principal

La conclusion de la décennie précédente était la nécessité de mettre fin aux guerres civiles et aux conflits internes et de réduire l'ingérence extérieure dans la réalité arabe, jusqu'à ce que les combats au Soudan changent complètement l'ambiance.

Au niveau des comptes régionaux en Afrique, on peut dire que le Soudan est lié à un voisinage régional au nord dans un contexte qui le place au cœur des interactions du Moyen-Orient, et qui le rassemble également. Un complexe qui le rassemble, Ce qui le place dans le cercle des interactions de la région Corne de l'Afrique en Égypte, en Éthiopie et en Érythrée à l'est Outre son voisinage occidental avec la Libye, le Tchad et la République centrafricaine, qui renforce son position d'acteur important dans la région africaine du Sahel, en plus de son voisinage sud représenté par la République du Soudan du Sud, qui relie le Soudan aux régions des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est.

L'une des ironies frappantes de la scène soudanaise actuelle est que, même si la crise actuelle est la plus complexe et la plus grave depuis la chute d'Al-Bashir en avril 2019, elle a connu les plus faibles niveaux d'intervention des puissances régionales des pays voisins du Soudan par rapport aux diverses crises successives précédentes au cours des quatre dernières années. .

Cette évolution inattendue du comportement des pays voisins ne reflète pas une réticence de la part des acteurs régionaux ou l'un d'entre eux apprécie les limites de

Ses intérêts sont affectés par ce qui se passe au Soudan, mais cela est une conséquence directe du niveau élevé de danger. de la crise actuelle, qui offre de réelles opportunités de plonger le Soudan dans un état de conflit interne généralisé, comme le et se transformer en un conflit régional multipartite.

En conséquence, les pays voisins du Soudan, lors de la récente crise, ont eu tendance à adopter des déclarations et des positions responsables. qui reflètent la sensibilité de la situation sur le terrain. Mais des situations apparaissent

éthiopien en particulier, pour incarner le mécanisme par lequel les pays voisins du Soudan font valoir leurs droits.

calculs concernant la crise actuelle et son impact sur l'issue des situations futures au niveau du Soudan

et la région dans son ensemble. L'Éthiopie a connu une série de changements majeurs sur les plans politique et militaire.

niveaux, ainsi que les conditions turbulentes au Soudan, qui ont eu des répercussions directes sur la position du gouvernement éthiopien concernant les affrontements entre les forces armées et les Forces de soutien rapide.

Abiy Ahmed est arrivé au pouvoir environ un an avant la chute d'Omar al-Bashir au Soudan en avril 2019.

Les principales tendances qui révèlent les préjugés éthiopiens à l'égard des interactions au Soudan peuvent être identifiées :

- Se ranger du côté des Forces de Liberté et de Changement aux dépens des forces armées et tenter d'exploiter les

situation de turbulences au Soudan, dans le but de renforcer le rôle régional de l'Éthiopie, comme le montre clairement la

interactions provoquées par le consensus politique chancelant entre les composantes civile et militaire après

la chute d'Al-Bashir entre la dispersion du sit-in du commandement général des forces armées et

du 3 juin 2019, jusqu'à la signature du Document constitutionnel le 17 août de la même année ; Pendant ce temps

période, Abiy Ahmed a profité du mandat de l'Organisation IGAD, en tant que président tournant à l'époque,

communiquer avec les parties soudanaises pour rapprocher les points de vue.

- Les affrontements se sont intensifiés avec les forces armées soudanaises, qui ont pris très tôt la décision d'affronter les forces éthiopiennes.

l'occupation des régions du Grand et du Petit Fashqa, en place depuis les années 1990. Cela a abouti

dans une série d'affrontements armés au cours desquels les forces armées soudanaises ont réussi à récupérer environ 90 % des

territoire soudanais. Ces affrontements ont suscité l'hostilité entre les deux camps, notamment à la lumière de la crise éthiopienne.

la formulation par le gouvernement d'un discours médiatique faisant valoir que les mouvements militaires soudanais étaient un

l'exploitation de la guerre dans la région du Tigré, et qu'ils dépassaient le cadre du territoire soudanais. Ils aussi

est intervenu - selon le récit éthiopien - dans le cadre d'une révision soudanaise de sa situation régionale.

position avec marches de distanciation. Entre elle et Addis-Abeba, cela la rapproche du Caire.

Mohamed Hamdan Dagalo, qui s'est rendu à Addis-Abeba pour la première fois dans le cadre du rapprochement éthiopien constant

avec en juin 2020 puis en janvier 2022, des visites entrées en conflit avec les positions officielles des Soudanais

gouvernements et sans le minimum de coordination avec l'un des partenaires gouvernementaux militaires et civils dans

Soudan.

- Exercer une pression directe sur le Soudan, médiatiquement et diplomatiquement, en s'opposant aux positions soudanaises équilibrées sur le

Renaissance Dam, en particulier pendant la période du deuxième gouvernement d'Abdullah Hamdok, puis répété

accusations contre le Soudan de soutien au Front de libération du Tigré dans les premiers mois qui ont suivi le déclenchement de la crise.

conflit dans la région située au nord de l'Éthiopie en novembre 2020.

Ces quatre tendances dans le comportement du gouvernement éthiopien envers le Soudan depuis la chute d'Al-Bashir étaient clairement

reflétée dans la position sur la crise soudanaise actuelle, malgré le fait que le gouvernement éthiopien ait

un intérêt évident à la victoire des Forces de soutien rapide, ou du moins à ce qu'elles restent un acteur majeur.

Sur la scène soudanaise, militairement et politiquement, l'Éthiopie n'a pas été en mesure d'apporter un soutien tangible aux forces

Un support rapide, qui peut être attribué à un certain nombre de raisons, notamment :

- La nette supériorité sur le terrain dès le premier jour des Forces armées soudanaises, notamment dans les régions de

l'est du Soudan qui partage des frontières avec l'Éthiopie, qui a été la première à annoncer le contrôle des forces armées

sur le quartier général du soutien rapide, qui est toujours traité comme une entité « étrangère » par les États de l'Est.

Les récents affrontements se sont produits à proximité de la trêve existante dans les relations entre Abiy Ahmed et Abdel Fattah al-Burhan

depuis la visite du premier à Khartoum fin janvier 2023, au cours de laquelle il a été convenu de contenir le contexte

problèmes entre les deux parties.

La volonté éthiopienne d'éviter de provoquer des tendances populaires plus hostiles dans de nombreux secteurs soudanais, ce qui

peut avoir un impact négatif sur l'avenir des relations dans la phase de confrontation post-militaire, comme cela a été incarné dans le

Le démenti rapide par le gouvernement éthiopien des informations faisant état d'une nouvelle expansion militaire éthiopienne à Al-Fashqa Al-

à la situation turbulente au Soudan.

Sughra, exploitant

- Crainte des Ethiopiens de provoquer une réaction américaine négative, notamment après le secrétaire d'Etat américain Anthony

La visite de Blinken à Addis-Abeba à la mi-mars 2023, une visite qui a vu une pression américaine accrue sur Abiy

Le gouvernement d'Ahmed doit progresser sur la fragile voie de la paix avec le Front de libération du Tigré. Ce qui a augmenté

la tendance du gouvernement éthiopien à adopter une position conservatrice sur la situation au Soudan était la

Pour tous les pays et partis

Des avertissements américains annoncés tôt.

soucieux de cesser toute forme d'ingérence dans les affrontements armés entre les forces armées et les Forces armées rapides

Forces de soutien.

De tout ce qui précède, il semble que la position éthiopienne, en particulier concernant la crise soudanaise, ait été

dominé par la réserve et le mouvement selon des étapes limitées et calculées, qui ne peuvent être lues comme

une indication d'un déclin de l'intérêt éthiopien pour le Soudan, autant qu'elle indique un report du retour des

Activité éthiopienne sur la scène soudanaise pour la prochaine étape.

Calculs internationaux : un rôle américain modeste dans la crise

malgré l'annonce du président Joe Biden depuis son premier jour à la Maison Blanche le 20 janvier 2021, et

de nombreux responsables de l'administration américaine que la question de la démocratie et des droits de l'homme est une priorité à l'ordre du jour américain, et

la tenue de deux sommets sur la démocratie en décembre De 2021 à mars 2023, les États-Unis n'ont pas

a pris de nombreuses mesures pour faire avancer la transition démocratique au Soudan depuis le renversement de « Omar al-Bashar »

régime.

La position américaine – jusqu'à ce jour – d'alimenter le conflit entre les deux chefs militaires les plus puissants

au Soudan, qui sont soutenus par des réseaux complexes d'alliances internationales et régionales avec des

intérêts susceptibles de mettre en danger l'avenir du pays, a montré les limites du rôle américain au Soudan, comme l'ont souligné les États-Unis.

Les États ne sont plus l'acteur central au Soudan après avoir été l'acteur international influent pour mettre fin au conflit.

guerre entre le nord et le sud du Soudan depuis des décennies et en soutenant le référendum sur l'indépendance du Soudan.

Soudan du sud.

La crise de la transition démocratique au Soudan n'était pas une priorité pour l'administration du président Joe Biden, comme l'ont indiqué les États-Unis.

Le secrétaire d'État Anthony Blinken ne s'est pas rendu au Soudan lors de ses visites en Afrique, contrairement aux précédents premiers ministres du pays.

affaires étrangères dans les administrations américaines successives démocrates et républicaines (Colin Powell, Condoleezza Rice,

Mike Pompeo (et John Kerry), ainsi que son indulgence envers les chefs militaires soudanais à la suite de

le transfert hésitant du pouvoir aux forces civiles, car il ne s'est pas occupé d'elles et n'a pas imposé de sanctions à leur encontre malgré les

demandes des législateurs démocrates et républicains de le faire. Le déclin du rôle américain au Soudan a permis au

montée en puissance des puissances régionales et internationales, notamment de la Russie, pour renforcer son influence et ses intérêts dans

Soudan, qui coïncide souvent avec le contrôle continu des dirigeants militaires soudanais sur les articulations du

État soudanais, qui contredit les intérêts et la vision

Américain. Ces puissances sont devenues plus influentes que les États-Unis dans la détermination de l'avenir.

Soudan.

À la lumière du déclin de l'influence américaine au Soudan, les options qui s'offrent à l'administration du président Joe

Pour faire face à la crise actuelle, Biden se limite à deux options principales :

La première consiste à adopter l'approche de l'administration de l'ancien président Donald Trump en cherchant l'aide des forces régionales et internationales alliées aux États-Unis actives au Soudan pour coordonner une réponse à la crise, et pour faire pression sur « Burhan » et « Hemedti » pour qu'ils s'assoient à la table des négociations pour mettre fin à la crise. Les combats militaires et convenir d'une formule qui assure la stabilité et la sécurité du Soudan. Ses effets ne seront pas limités à l'intérieur, mais aura des répercussions régionales dans la région de la Corne de l'Afrique, qui est une priorité pour Washington, et pour l'influence américaine sur le continent africain, devenu une arène de conflits stratégiques. La concurrence entre les États-Unis, la Chine et la Russie. Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a déclaré

Le 24 avril, l'administration américaine « se coordonnera avec ses partenaires régionaux et internationaux et Les forces civiles soudanaises aideront à établir un comité chargé de superviser les négociations, la conclusion et la mise en œuvre d'une cessation permanente des hostilités et d'arrangements humanitaires

Pour tenter de jouer un rôle dans la crise soudanaise, les États-Unis, avec le soutien de leurs gouvernements régionaux et partenaires internationaux, sont parvenus à un cessez-le-feu, auquel les forces armées soudanaises et le soutien rapide Les forces ont accepté pendant 72 heures, après deux jours d'intenses négociations. Il n'est pas prévu que Cette trêve contribue à apaiser les combats entre factions soudanaises et se poursuivra comme elle l'a fait.

la semaine dernière, comme l'a indiqué le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, il existe une forme de long conflit pour la crise soudanaise actuelle, même si elle est entrecoupée de moments.

Peut-être

Des trêves de cessez-le-feu.

Deuxièmement, pour répondre aux demandes de nombreux législateurs démocrates et républicains, qui jouent un rôle plus important un rôle actif dans la politique étrangère américaine envers le Soudan et combler le vide.

Le diplomate américain, pour imposer des sanctions aux chefs militaires soudanais et à leurs réseaux dans le but de perturber les sources de revenus de l'armée et son emprise sur le pouvoir ; Ce qui offre une opportunité aux montée en puissance de la composante civile dans le pays. Ces appels à imposer des sanctions aux responsables militaires soudanais sont ce n'est pas le résultat du fait d'alimenter l'affrontement militaire actuel entre Al-Burhan et Hemedti. L'administration américaine peut

En commençant à imposer ces sanctions par le biais d'un décret émis par le président américain, ou en s'appuyant sur l'accord de Magnitski

Acte. Mais ces sanctions ne suffiront pas à arrêter les combats entre « Burhan » et « Hemedti ». De plus, cela peut

les pousser à coopérer avec des forces rivalisant avec les États-Unis pour l'influence au Soudan, en particulier la Russie, qui

a développé des relations et des contacts avec le groupe Wagner avec les forces d'Hemedti, et qui cherche à établir un

base navale au Soudan pour lui donner une route vers l'océan Indien.

Le traitement réservé aux administrations américaines (républicaine et démocrate) depuis le renversement du président Omar al-

Bashir en 2019 a démontré l'échec des États-Unis à fournir un soutien et une assistance complets pour atteindre

la transition démocratique au Soudan, entraînant un déclin de son rôle au profit des puissances régionales et internationales qui ont

des intérêts qui entrent en conflit avec les intérêts américains. Le déclin de l'influence américaine au Soudan a fragilisé Khartoum et

L'écart entre la rhétorique et les politiques fait partie des options de l'administration Biden pour faire face à la crise actuelle.

Une fin possible. Comment a commencé le conflit entre « Burhan » et « Hemedti » ?

L'historien britannique Peter Woodward ne pouvait trouver un meilleur titre pour son livre sur l'histoire du Soudan.

« L'État turbulent », pour décrire l'histoire tumultueuse du Soudan après son indépendance du colonialisme britannique au milieu du siècle. vingtième siècle, car cette histoire a été témoin de séries successives de conflits politiques, de révolutions et de coups d'État, égales, sinon plus grandes, que ce qui est arrivé à ses voisins réunis.

En raison de la nature de l'histoire politique du Soudan, où Le titre « État en difficulté » n'est pas sorti de nulle part, en théorie

Depuis l'indépendance nationale, la société soudanaise a constamment été témoin d'une forte politisation. Ses syndicats et fédérations

Ses écoles, ses institutions religieuses et même son institution militaire ne faisaient pas exception à cette règle. Il a été transféré

Depuis l'indépendance, le Soudan a évolué entre plusieurs formes de gouvernement et d'autorité, divisées en trois périodes

de régime civil, et trois périodes de coups d'État et de régime militaire. Cependant, les coups d'État militaires au Soudan diffèrent des coups d'État dans d'autres pays,

alors que les putschistes cherchent à réaliser ce que leurs homologues civils n'ont pas réussi à réaliser. Ou vice versa, lorsque les politiciens ne parviennent pas à

Pour gérer le régime civil, leurs opposants ont recours à leurs alliés militaires pour atteindre leurs objectifs politiques.

Le soulèvement de décembre 2018, qui a renversé le président Al-Bashir et le Front du Salut, qui dirigeait le pays.

pendant environ trois décennies, a été un épisode de l'histoire politique du Soudan et a marqué le début d'une phase de transition au cours de laquelle les militaires et

les civils ont partagé le pouvoir, suite à l'accord d'août 2019, jusqu'à la tenue des élections. Cet arrangement a été interrompu

après les événements du 25 octobre 2021 et la monopolisation du pouvoir par l'armée, qui ont provoqué une série de manifestations de masse

exiger la démocratie au Soudan. L'armée soudanaise a reçu le soutien interne des factions rebelles qui ont bénéficié de

l'accord de paix en 2020. Muhammad Hamdan Dagalo (Hemedti), le chef de la milice de soutien rapide, a soutenu

le plan de transition, alors qu'Al-Burhan est apparu à la télévision pour annoncer le retrait des civils du pouvoir, et Hemedti

soutenu ces mesures. Al-Burhan l'a récompensé en le nommant adjoint.

Il était au Conseil de souveraineté, mais les militaires ne pouvaient pas

Le conflit apparaît entre les deux hommes, maintenant il est évident qu'ils ont tous deux après avoir monopolisé le pouvoir, et quelque chose qui a atteint

La description par Hemedti de la monopolisation du pouvoir par les militaires, qu'il a soutenu jusque-là le 25 octobre 2021.

conduit aux affrontements qui ont débuté le 15 avril et se poursuivent toujours , Que c'était une erreur

Dans la capitale Khartoum, entre les forces de l'armée soudanaise dirigées par Al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par Hemedti.

Cet article tente de répondre à la question suivante : Quelles sont les causes du conflit au Soudan et comment se termine-t-il ?

Motifs de succession :

Al-Burhan et Hemedti...les racines du conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide

Des désaccords existent depuis l'époque d'Al-Bashir entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, qui étaient formé en 2013 pour éliminer la rébellion au Darfour. Après le renversement d'Al-Bashir en 2019, les militaires et les civils se sont battus pour le pouvoir jusqu'à ce que les militaires en ont pris le contrôle après les événements du 25 octobre 2021. Puis le conflit a commencé entre les deux hommes, le lieutenant général Abdel Fattah Al-Burhan, qui était le commandant des forces terrestres à l'époque d'Al-Bashir et est devenu commandant Pour l'armée régulière, et le lieutenant-général Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), qui Il fonde les Forces de soutien rapide, en s'appuyant sur les milices Janjawid qui ont mené une guerre sanglante en Le Darfour soutient l'armée soudanaise. Les raisons du désaccord entre les deux généraux peuvent être résumées ainsi :

Aspirations politiques :

De nombreux experts des affaires soudanaises estiment que les différences entre « Burhan » et « Hemedti » sont essentiellement le résultat de leurs divergences politiques. aspirations, et l'accord signé en décembre dernier, auquel participent des parties civiles, constitue une première étape dans un processus politique visant à pour mettre fin à la crise provoquée par et cherchait à tergiverser, tandis qu'Hemedti cherchait à améliorer ses capacités Le lieutenant-général Al-Burhan a considéré l'accord comme une tactique de coup d'État, Compétitivité et est allé jusqu'à se décrire comme un allié de la liberté et du changement, niant l'existence de tout désaccord avec ceux qui sont au pouvoir (ceux qui s'y accrochent), et contre quiconque possède l'armée. Il a dit que notre califat, en et la direction de l'armée a dénoncé ces déclarations et accusations qui lui sont adressées de ne pas Al-Burhan veut devenir un dictateur, souhaitant achever le processus de transition démocratique et a déclaré qu'il s'agissait de tentatives publiques visant à gagner la sympathie politique et à entraver le processus. processus de transition démocratique, et avant cela

Pour sa candidature, Hemedti a travaillé longtemps pour améliorer son image sur la scène internationale, en préparation

Il s'est choisi pour la présidence du Soudan, à la lumière d'une concurrence intense avec le général Abdel Fattah al-Burhan, car il résidait à El

Geneina, la capitale de la région du Darfour occidental, et a reçu l'imam de la banlieue parisienne de Drancy, Hassan Shaljoumi, un

Citoyen français d'origine tunisienne, violent critique de l'extrémisme religieux, et également

Fervent défenseur des accords d'Abraham, qui ont abouti à la normalisation des relations israéliennes avec les Émirats, Bahreïn et le Maroc.

et au Soudan sous les auspices du président américain Donald Trump, et Chaljoumi bénéficie du soutien du président français Emmanuel

Macron, et donc Hemedti, envoie des messages cachés à Paris et aux autres capitales européennes selon lesquels il ne soutient pas le retour de

Les islamistes et l'islamisme qui a prévalu. À l'époque du président Al-Bashir, de 1989 à 2019

Hemedti a fait appel en parallèle aux services de l'agence de relations publiques française « Instores » pour tenter de faciliter les entretiens avec les Français.

médias pour améliorer son image à l'international, et pour une courte période.

En 2019, Hemedti a demandé l'aide de la société canadienne Dickens & Madison et de son directeur canado-israélien, Ari Ben.

Menash, pour faire entendre sa voix à Washington DC. A Khartoum, l'ingénieur Idris Mudallal des Forces de soutien rapide a dirigé

Les relations avec les médias d'Hemedti.

Depuis 2019, Hemedti cherche à s'afficher comme un homme de la périphérie, face aux généraux du centre et du nord qui

dominer les dirigeants soudanais, dirigés par Abdel Fattah al-Burhan, et il a renforcé ce message par son long séjour, qui a duré

cinquante jours, à El Geneina, la capitale.

La région du Darfour occidental, et sa médiation durant cette période entre les communautés bédouines pendant la saison des pluies, au cours de laquelle des violences sanglantes

les affrontements se multiplient. Il est effectivement revenu à Khartoum après avoir conclu quatre accords de réconciliation entre les différents partis d'opposition.

groupes. En effet, son mariage avec une femme issue d'une tribu soudanaise et du Sinaï faisait partie d'Al-Ababda. Vivant des deux côtés de la

depuis Frontière égyptienne, telle est sa stratégie pour démontrer sa légitimité locale, contrairement aux généraux de Khartoum.

Pour se rapprocher de la jeunesse soudanaise et de la communauté locale, il a toujours été visible

Portant un turban blanc sur la plateforme Tik Tok, la plus populaire auprès des jeunes, et Shin Hemedti

Une campagne médiatique est lancée contre ses rivaux de l'armée soudanaise, et il choisit en août 2022 le réseau britannique BBC pour

critiquer publiquement Abdel Fattah al-Burhan. Il est même allé jusqu'à déclarer que le coup d'État du 25 octobre était un échec, et que sans

Grâce à son soutien, al-Burhan n'aurait pas pu expulser les civils du pays.

Le pouvoir est si simple.

Intégration de la Milice de Soutien Rapide dans l'armée :

Armée soudanaise : Le commandant sur le terrain du Soutien rapide a été blessé - Al-Osboa

Dans l'accord-cadre signé le 5 décembre, les négociateurs du groupe politique civil ont fixé des dispositions

Lié à l'intégration de la milice de soutien rapide dans les forces armées, mais ce n'est pas le cas.

Il comprend des détails ou des plans concernant la création d'une armée unifiée. La réunion du Conseil de commandement de l'Armée s'est tenue janvier dernier s'est soldé par la nécessité d'intégrer les Forces de Soutien Rapide dans les forces armées, ce qui a été satisfait

hésitation de la part du Commandement de soutien rapide, bien qu'Hemedti ait signé l'accord et soit même devenu l'un des

Les partisans les plus fervents de l'élaboration de cet accord pour qu'il devienne définitif, pour former un gouvernement civil, et l'armée

retrait du pouvoir, mais la demande de l'armée de soutenir la milice de soutien rapide au sein de l'armée a été perturbée par le

fin de la période de transition, alors qu'Hemedti estime que la fusion devrait avoir lieu dans dix ans, ce qui n'a fait que bouleverser la situation.

négociations en tensions entre les deux parties.

Fichiers externes :

Le Soudan et la Russie sont d'accord sur plusieurs sujets, notamment concernant le « Barrage de la Renaissance » | Agence de presse Step

La triangulation du dossier des relations extérieures, notamment des relations entre le Soudan, Israël et la Russie, en plus des relations

avec les pays voisins, est l'un des points de désaccord les plus importants entre les deux généraux, car l'armée

accuse Hemedti de travailler à l'établissement de relations diplomatiques parallèles à l'État à travers ses visites dans les pays

que visite Al-Burhan, ce qui donne l'impression de l'existence de deux dirigeants. Pour le pays, de nombreuses sources ont rapporté que

Avec Tel-Aviv, où Hemedti cherche à ouvrir des canaux

Concernant la relation, il y avait

Il y a une rivalité

contact entre les deux hommes avec le Mossad, ce qui a poussé Al-Burhan et Hamdok à protester auprès du côté israélien, avec

Israël a pris sa retraite du général de division Mubarak Abdullah Babiker en avril 2022, et Al-Burhan a décidé de lui confier le dossier des relations

c'était entre le en avril 2022 pour unifier les canaux de communication entre les deux pays. Quant aux relations avec la Russie,

deux hommes au motif que cela affecte les relations de Khartoum avec Washington, où il s'est rendu.

Une succession éclate

Hemedti est arrivé en Russie à la veille du début de la guerre russo-ukrainienne en février 2022 et a rencontré

Poutine et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, ce qui a provoqué la colère de la partie américaine à Khartoum, où le chargé d'affaires de L'ambassade américaine, Lucy Tamlin, a tenu une réunion avec Al-Burhan et un certain nombre de membres de la composante militaire et s'est enquis de la raison de la visite d'Hemedti à Moscou, et Al-Burhan a répondu qu'Hemedti s'était rendu à Moscou en sa qualité de soutien Pour président le commandant. Rapide et pas en tant que représentant Conseil d'Etat.

L'accord-cadre et les relations avec les pays voisins :

L'accord, signé le 5 décembre de l'année dernière, est considéré comme la principale raison de l'explosion de la situation entre les deux généraux, malgré leur accord sur le texte de l'accord qui prévoit le retrait de l'institution militaire du pouvoir, leurs déclarations après la signature ont révélé une partie de la crise. Hemedti a annoncé son plein soutien à l'accord comme moyen de sortir de la divergence de visions entre eux, comme c'était le cas causé par l'échec du coup d'État, comme il l'a décrit, et que l'accord était un ensemble qui devait être mis en œuvre dans son ensemble sans division dans une cour claire des forces de la liberté et du changement, tandis qu'Al-Burhan a vu la nécessité d'inclure d'autres, et cela a rapidement changé. un parties au désaccord est basée sur les termes et conditions. L'accord entre le

avec les pays voisins, comme Hemedti. C'est aussi l'une des sources de désaccord entre les deux hommes, représenté par les relations gère des partenariats économiques et d'investissement avec un certain nombre de pays voisins, notamment l'Éthiopie et l'Afrique centrale. Sources indiquent qu'Hemedti a refusé que ses forces participent aux opérations militaires lancées par l'armée soudanaise contre un nombre de groupes armés éthiopiens à la mi-2021.

Al-Burhan et Hemedti ont des points de vue différents concernant les pays voisins de l'ouest du Soudan, en particulier le Tchad et l'Afrique centrale, étant donné qu'ils se situent dans la sphère d'influence internationale entre la Russie et l'Occident. Auparavant, Hemedti avait indiqué la présence des forces soudanaises qui tentent de changer le régime en Afrique centrale. Al-Burhan a rapidement démenti, soulignant que Khartoum le faisait. ne pas envoyer de milices pour déstabiliser la sécurité et la stabilité dans les pays voisins. Hemedti a également refusé de déployer la milice de soutien rapide sur la frontière avec l'Afrique centrale, dont il a fait l'éloge. Le président du Conseil de transition au Tchad.

L'avenir du conflit :

Étant donné que l'armée soudanaise a de plus grandes capacités et une plus grande expérience que les Forces de soutien rapide, on s'attend à ce que... Écoutez

Pour un certain nombre de raisons, l'armée soudanaise résout ce conflit dans un court laps de temps, notamment :

Les capacités de combat et d'armement de l'armée soudanaise, qui dépassent les capacités du Rapid Support

Les forces.

Ce qui préoccupe, c'est la réticence de la communauté internationale et régionale à éclater dans un long conflit au Soudan, avec ses enjeux stratégiques.

emplacement, à la lumière de sa préoccupation pour la guerre russo-ukrainienne.

Les forces Wagner, principaux soutiens de la milice de soutien rapide, sont engagées dans la guerre russo-ukrainienne ainsi qu'en Syrie.

La position des États du Golfe, principaux soutiens des parties au conflit, rejetant l'éclatement d'un conflit qui

menace la stabilité du Soudan à la lumière de leurs énormes investissements économiques au Soudan.

Le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan a pris la décision de dissoudre la milice de soutien rapide, lui faisant perdre sa légitimité.

convoité.

En conclusion, la crise au Soudan a bouclé ses cycles pour qu'elle ne se résolve pas, après le conflit entre...

Abdel Fattah Al-Burhan, Président du Conseil de souveraineté et commandant de l'armée, et Mohamed Hamdan Dagalo,

connu sous le nom d'Hemedti, commandant de la milice de soutien rapide, après des jours de guerre de déclarations entre eux, et la guerre a commencé

avec des mots, comme le Soudan a été témoin samedi 15 avril, d'affrontements armés généralisés, notamment à Khartoum,

Tandis que l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide échangeaient des accusations d'attaque contre le quartier général de l'autre

parti, au milieu des appels locaux, régionaux et internationaux à mettre fin aux combats. Dans un conflit dont les analystes s'accordent à dire qu'il s'agit d'un conflit entre le

ambitions politiques des deux généraux après la fin de la phase de transition.

C'est la première visite à l'étranger depuis le début de la guerre... Al-Sissi rencontre Al-Burhan à El Alamein

entre Al-Sisi et Al-Burhan... Efforts pour résoudre la crise et protéger la souveraineté et l'unité du Soudan

Egypte

Soudan

Suivez Al Arabiya.net - Ashraf Abdel

:2023 15h24 TPS , Hamid Publié le : Août

29 Dernière mise à jour : 29 août 2023, 17h27 GST

Le commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, est arrivé mardi à l'aéroport de la ville côtière d'El Alamein.

dans le nord de l'Égypte, où il a été reçu par le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi, lors de sa première visite hors du pays

depuis le début de la guerre entre ses forces et les Forces de soutien rapide, il y a plus de quatre mois.

Le porte-parole officiel de la présidence égyptienne a révélé que le président avait souligné lors de la réunion la position de l'Égypte
grande fierté des liens historiques et des relations bilatérales profondes qui le lient au Soudan aux niveaux officiel et populaire, soulignant

La position ferme et ferme de l'Égypte pour se tenir aux côtés du Soudan et soutenir sa sécurité.

Et sa stabilité, son unité et son intégrité territoriale, surtout dans les circonstances délicates qu'elle traverse actuellement,

Tenant compte des liens éternels et de l'intérêt stratégique commun qui unissent les deux pays

Les deux frères.

De la rencontre entre Sissi et Al-Burhan à El

Alamein De la rencontre entre Al-Sisi et Al-

Burhan à El Alamein, pour sa part ; Le lieutenant-général Al-Burhan a exprimé sa profonde appréciation pour les solides relations fraternelles

Avec le sincère soutien égyptien pour maintenir la paix et la stabilité au Soudan entre les deux pays frères, louant

À la lumière du tournant historique qu'elle traverse, notamment à travers le bon accueil des citoyens

Les Soudanais ont rencontré l'Egypte, exprimant dans ce contexte l'appréciation de son pays pour le rôle actif de l'Egypte dans la région.

Et le continent africain.

Le porte-parole officiel a ajouté que la réunion a été marquée par un examen de l'évolution de la situation au Soudan et des consultations.

sur les efforts visant à résoudre la crise, afin de préserver la sûreté et la sécurité du Soudan frère.

D'une manière qui préserve la souveraineté, l'unité et la cohésion de l'État soudanais, et préserve les intérêts du pays frère

Le peuple soudanais et ses aspirations pour l'avenir. La réunion a également discuté de l'évolution de la situation des pays voisins du Soudan.

pays, comme le président du Conseil de souveraineté soudanais s'est félicité de cette voie, dont le premier sommet s'est tenu récemment à

sur les moyens de coopération et de coordination pour soutenir

Egypte. Les discussions ont également touché

Le peuple soudanais frère, notamment à travers l'aide humanitaire et les secours, pour que le Soudan puisse surmonter la crise actuelle

pacifiquement.

Déclaration du Conseil de souveraineté de transition

Plus tôt, une déclaration du Conseil de souveraineté de transition au Soudan a déclaré que le commandant de l'armée, le lieutenant-général Abdel

Fattah Al-Burhan s'est rendu aujourd'hui en Égypte pour rencontrer le président égyptien. C'est la première fois qu'Al-Burhan quitte le Soudan depuis

le conflit avec les Forces de soutien rapide a commencé le 15 avril.

Le communiqué indique qu'au cours de la visite, Al-Burhan aura des discussions avec le président Sissi concernant les développements dans la région.

situation au Soudan, les relations bilatérales entre les deux pays et « les moyens de renforcer et de développer leur soutien de manière à

sert les peuples des deux pays et les questions d'intérêt commun.

Le communiqué ajoute que le ministre désigné des Affaires étrangères, l'ambassadeur Ali Al-Sadiq, le directeur du Service général des renseignements,

Lieutenant-général Ahmed Ibrahim Mufaddal et lieutenant-général Mirghani Idris Suleiman, directeur général de la Défense

Industries System, accompagnent Al-Burhan lors de sa visite en Egypte.

Al-Burhan avant son départ pour l'Egypte. Al-Burhan avant son départ pour l'Egypte

Des sources d'Al-Arabiya et d'Al-Hadath ont rapporté hier que le chef du Conseil de souveraineté soudanais se rendra aujourd'hui au Soudan.

Ville égyptienne d'El Alamein, lors de sa première visite à l'étranger depuis le début de la crise au Soudan à la mi-avril. Nos sources ont indiqué qu'Al-Burhan

rencontrera le président Sissi et discutera de l'évolution de la crise, de la situation politique et humanitaire globale et des conditions

des Soudanais déplacés en Égypte. Les sources ont déclaré qu'Al-Burhan se rendrait probablement dans la période à venir dans un certain nombre de pays arabes et

Pays africains, « dont l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït, le Soudan du Sud et le Tchad ».

Le président du Conseil de souveraineté soudanais a confirmé dans un discours enregistré depuis Port-Soudan diffusé hier :

Assistance rapide. Lundi, qu'il n'y a pas d'accord ou d'accord avec le

Il a également souligné que les forces armées "ne mettront pas la main entre celles des rebelles". Il a promis de continuer à se battre, soulignant que

l'armée continuerait jusqu'à la victoire. Il a poursuivi en disant : « Nous combattons seuls

Nous en sommes fiers », a-t-il ajouté, ajoutant que ce ne sont pas les forces armées qui ont déclenché la guerre, mais plutôt le soutien rapide, et qu'elles seront donc

couvert par son feu et sera sévèrement vaincu.

Les déclarations d'Al-Burhan font suite à l'initiative du commandant des forces de soutien rapide, Muhammad Hamdan Dagalo.

« Hemedti », dans lequel il s'est montré ouvert à un cessez-le-feu à long terme avec l'armée, présentant sa vision de « l'établissement d'un nouveau

État » du pays, doit être fondé sur un « véritable fédéralisme ». Il a également souligné que « le système gouvernemental doit être une démocratie civile fondée sur

des élections justes et libres à tous les niveaux de gouvernement.

Hemedti et Al-Burhan - un emoji Hemedti

et Al-Burhan - un emoji en soutien au

Armée soudanaise. Major général

Othman Abdel-Jabbar Othman, chef des services de renseignement du Mouvement de l'Armée de libération du Soudan, a annoncé la transition

Conseil, qui est dirigé par un membre du Conseil de souveraineté, le Dr Al-Hadi Idris. Il a annoncé dans un communiqué la décision du mouvement

soutien à l'armée soudanaise dans sa lutte contre les forces de l'armée soudanaise. Prise en charge rapide.

Avec les rebelles, Al-Burhan : il n'y a ni accord ni accord

Soudan

Avec les rebelles

Soudan Al-Burhan : Il n'y a ni accord ni accord

Le mouvement a déclaré dans son communiqué que son soutien aux Forces armées populaires intervient dans la mesure où il s'agit d'un des engagements officiels de l'État.

institutions et remplit son devoir national et professionnel.

Le mouvement a ajouté qu'il continuera à soutenir les forces armées jusqu'à ce que les dispositions de sécurité soient finalisées conformément aux

l'Accord de paix de Juba. Il ne demandera pas d'autorisation pour protéger les citoyens soudanais sans défense

En leur nom contre quiconque viole leur dignité, leurs terres et leurs droits historiques.

Les combats entre le Soutien rapide et l'armée entrent dans leur vingtième semaine sans qu'aucun parti ne déclare la victoire. Des millions étaient

contraints de quitter leurs foyers dans la capitale et dans d'autres villes, alors que les Nations Unies avertissaient

Tandis qu'un

proportions » avec une faim croissante, l'effondrement des soins de santé et la destruction

D'une « catastrophe humanitaire d'une ampleur énorme »

des infrastructures, il a également mis en garde contre des violations et des accusations de nettoyage ethnique dans l'État du Darfour occidental.

Scénarios avant Al-Burhan après sa sortie et la rupture du mur de siège, allant de

Avec eux arrêter la guerre, expulser les islamistes ou poursuivre l'alliance. Publié : -19:52 le 26 août 2023

J.-C. - 08 Safar 1445 AH

Les Soudanais font circuler des spéculations et des analyses qui semblent contradictoires et contradictoires, liées à la première démarche entreprise par l'armée.

commandant, le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan, prendra après son départ du quartier général de son adversaire, le commandant des « Forces de soutien général », et s'il prendra des mesures pour arrêter la guerre et signer un accord avec Al-Sari', lieutenant-général Muhammad Hamdan. Dagalo (Hemedti), ou exploité la victoire morale résultant de la sortie vers

renforcer la position de ses forces afin de poursuivre la guerre jusqu'à ce que les « milices rebelles » soient éliminées, ligne soutenue par par les partisans du régime islamiste dirigé par l'ancien président Omar al-Bashir.

Les spéculations oscillent entre des analystes optimistes qui s'attendent à une confrontation entre les dirigeants de l'armée et les principaux partisans de poursuivre la guerre représentée par les « Frères musulmans » et les partisans de l'ancien régime, ou d'entrer dans une confrontation avec eux, tandis que d'autres analystes estiment qu'Al-Burhan profitera du renforcement des capacités de combat de ses forces depuis positionner et poursuivre la guerre, en profitant de l'opportunité, et avancera. Vers le « psychologique » et moral apporté par sa sortie du quartier général du commandement général, où il a été entouré par des « Rapid Forces de soutien.

Quelles tendances et quels scénarios l'homme adoptera-t-il après plus de 4 mois passés dans les tunnels du commandement général du centre Khartoum?

Contrôle de l'armée

Le conseiller de l'Académie supérieure des études stratégiques et de sécurité, le général de division à la retraite Moatasem Abdel Qader Al-Hassan, a déclaré : Asharq Al-Awsat qu'Al-Burhan, en plus de sa direction des forces armées, est le « chef de l'État », ce qui lui impose d'exercer ses fonctions de président sur tout le sol soudanais.

Un devoir essentiel d'un leader. Les forces extérieures au commandement et à la direction sont inspectées, ce qui fait partie

Al-Burhan avec des citoyens du quartier 100 à Omdurman (sur le site Facebook de l'armée soudanaise). Général de division Al-Hassan

explique que le

la sortie de l'homme, quelle que soit la manière dont il apparaît, confirme le contrôle des forces armées sur le territoire et leur déplacement dans n'importe quelle direction.

une partie selon les exigences de la situation, contrairement à ce que prétend The Rapid Support qui contrôle presque le capital
complètement.

L'expert militaire décrit les analyses qui appellent à prêter attention aux dossiers soudanais avant d'éliminer complètement les
rébellion et ses effets et le retour à la vie normale comme « précoce », et dit : « C'est ce qui a été exprimé par

Al-Burhan dans son discours à l'occasion de la Journée de l'Armée, à la mi-août.

Le chemin vers un régime civil.

Cependant, l'éminent analyste politique Al-Jamil Al-Fadil a un autre angle de vue, comme il l'a déclaré dans son témoignage à Asharq Al-
Awsat que « le chemin d'Al-Burhan après sa libération de captivité est une route à sens unique, qui est la direction du pont de transition ».
à un régime civil démocratique sans faille. Le retour à un régime civil est intervenu. « Le point militaire, en association ou sous tutelle », et
il poursuit : « C'est bien sûr l'un des avantages de la guerre malgré les coûts élevés. »

Al-Fadil estime que les « Frères musulmans », qu'il décrit comme le parti qui a allumé le feu de la guerre, « doivent payer la facture de la guerre ».
guerre, en perdant certains de leurs dirigeants et nombre de leurs cadres djihadistes.

L'entraîneur qui a lancé une fatwa à l'ancien vice-président, Ali Othman Mohamed Taha, sur la nécessité d'économiser ses forces pour
une autre journée désagréable.

Il poursuit : « Il est probable que les deux partis impliqués par les islamistes, à savoir l'armée et les ADF, signeront et
mettre officiellement fin à l'état de guerre entre eux. Al-Sar'i), dans une guerre dans laquelle ils n'ont ni chameau ni chameau, a accepté
Il poursuit : « Mais je pense que non seulement la guerre s'arrêtera conformément à cet accord, mais qu'elle continuera pendant un certain temps. »
du temps en dehors de la couverture et du cadre de l'établissement militaire officiel régulier.

Elle sera dirigée par les brigades djihadistes Liwa al-Baraa bin Malik, et celles connues sous le nom de Mustafareen, pour lutter pour divers motifs, plongeant le

pays tout entier dans une guerre civile sans fin.

Al-Fadil a mis en garde contre la montée de l'organisation islamique, qui mène une guerre existentielle dans tous les sens du terme.

À l'avenir, en ouvrant une guerre à l'horizon international, elle attirera des groupes terroristes mondiaux possédés par le désir de changer le monde.

Il ajoute : « Je crois qu'Al-Burhan, qui a subi les dures épreuves de l'assignation à résidence clandestine qui lui a été imposée par les Frères musulmans pendant plus de

4 mois, pendant lesquels, selon la rumeur, ils ont liquidé ses gardes du corps, et il a personnellement survécu à deux tentatives d'assassinat, peut-être pas

n'a plus de réserve de confiance.

De quoi construire un nouveau rapprochement avec eux.»

Une fin imminente de la guerre

De son côté, le Parti Baath socialiste arabe était préoccupé par le départ d'Al-Burhan de la direction générale et par son impact important sur la situation.

implications pour les questions de guerre et de paix. Il a déclaré dans un discours publié par son porte-parole Al-Hadaf : « Les commentaires

centré - principalement - sur comment et quand la sortie de l'homme s'est produite, et s'il représentait une partie du scénario dans lequel le

des dispositions ont été prises.

quoi."

Le parti Baas estime que les faits sur le terrain ne peuvent ignorer le résultat des opérations militaires au cours desquelles les forces armées ont pu

étendre leur victoire dans de vastes zones de la ville d'Omdurman, selon

La stratégie de défense positive et sa fermeté face aux attaques répétées des forces de « Soutien Rapide » sur ses positions au

le quartier général du commandement blindé à Khartoum, le quartier général des forces armées du génie et Wadi Sidna à Omdurman,

et le déclin du déploiement des forces de « Soutien Rapide ». Il a poursuivi : « Quels que soient les angles

Regardez, ils se rencontrent à l'indicateur de la fin imminente de la guerre, déduit des déclarations d'Al-Burhan lui-même. «

Lire aussi

La fumée s'élève lors des précédents affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (AP) Grande-Bretagne : L'armée soudanaise et les Forces rapides

Les forces de soutien seront tenues responsables

Le parti, qui a quitté la coalition « Déclaration des forces de liberté et de changement » peu avant la signature de l'accord-cadre, a expliqué

que l'arrêt de la guerre est devenu une demande populaire urgente et que l'incapacité d'y parvenir

C'est un manquement à assumer la responsabilité nationale et une trahison du peuple allemand et de ses aspirations légitimes.

Il a ajouté : « La lenteur du processus de négociation en cours à Djeddah, qui semble être intentionnelle par certains

Les partis, et peut-être leur échec... ne sont pas seulement dus au manque de volonté et de sérieux des deux partis de

des forces civiles et politiques pour la guerre pour mettre fin aux hostilités et arrêter la guerre, mais aussi en raison de l'incapacité

Social et professionnel, en construisant son front anti-guerre... et en assiégeant les forces de guerre et en faisant pression sur ses partis pour qu'ils

arrêtez-les sans conditions.

Fuite massive de Khartoum alors que les combats se poursuivent (AFP) La Gauche a appelé

aux forces politiques, civiles et professionnelles pour restaurer ce qu'elle appelle « la confiance dans leurs capacités et dans les capacités

de leurs masses », à assumer leurs responsabilités et leurs devoirs envers la patrie menacée par la guerre et à bloquer les tentatives

prolonger son règne en affaiblissant et en divisant les forces. politique et créer l'atmosphère nécessaire pour imposer

commandements avec des solutions qui n'expriment pas la volonté et les aspirations du peuple.

Vers un gouvernement à la mesure des défis

Quant à l'analyste politique proche de l'armée, Al-Taher Satti, il affirme que le processus de départ de Burhan est plus que lié

aux islamistes, mais plutôt à ce qu'il a fait avant de partir, en initiant une nouvelle phase d'administration de l'État et en mettant fin à la

rébellion. Il poursuit : « Les récentes batailles blindées, me semble-t-il, étaient prévues depuis longtemps et ont conduit à un bouleversement complet.

changement sur le théâtre des opérations et imposé une réalité.

Pour la sécurité nationale ou les institutions militaires, comme dans

Nouveau ". Il a ajouté : « Les milices ne constituent plus une menace

Au cours des derniers mois, ils sont devenus de simples poches.»

Sati a promis que ce qui s'est passé a créé une nouvelle réalité qui oblige Al-Burhan à former un gouvernement qui réponde aux attentes.

défis de la scène, et il a ajouté : « À mon avis, c'est la principale raison pour laquelle Al-Burhan est passé du théâtre

et je n'appelle pas cela un départ - vers les postes de l'administration de l'État, que ce soit à Atbara ou à Port-Soudan -

Ou d'autres États sûrs du Soudan. Il a poursuivi : « Il n'est plus seulement le commandant en chef des forces armées, mais

il est plutôt le président du Conseil souverain, alors qu'au cours des derniers mois, il n'en était que le commandant en chef.»

Satti déclare : « Maintenant, Al-Burhan est devenu le chef du Conseil de souveraineté, et j'espère que le nouveau pouvoir qui
il a émergé avec ou veut activer apparaîtra dans les prochains jours, dans l'administration de l'État et du gouvernement, dans
en plus de poursuivre le travail sur le terrain.

La première apparition publique d'« Al-Burhan » un mois après la guerre

Les combats continuent... et le « Soutien Rapide » rejette les nouvelles nominations dans la police. Al-Burhan

parmi ses soldats du Commandement général de l'armée (Page Facebook des Forces armées) Al-Burhan

parmi ses soldats au commandement général de l'armée (page des forces armées sur Facebook) Khartoum :

Mohamed Al-Amin Yassin Publié:

-18:08 17 mai 2023 après JC - 25 Shawwal 1444 AH

Une courte vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montrant le chef du Conseil de souveraineté du Soudan, commandant de l'armée Abdel Fattah Al-Burhan, marchant parmi ses soldats au quartier général principal du commandement de l'armée au centre de la capitale, Khartoum, portant l'uniforme militaire et portant un fusil sur l'épaule.

Pendant ce temps, de violents combats se poursuivent entre les forces armées et les forces de soutien rapide dans diverses régions du pays. Capitale soudanaise.

Dans la vidéo, directement derrière Al-Burhan, des caractéristiques claires du bâtiment de commandement des « Forces terrestres » sont apparues, un grand bâtiment dont une partie s'est produite dans les premiers jours du déclenchement de la guerre. Qui a été bombardé et incendié en partie Mi-avril de l'année dernière.

Al-Burhan parmi ses soldats au commandement général de l'armée (Page Facebook des forces armées) Précisant le moment du tournage de la vidéo qui a été diffusée (mercredi), mais il s'agit de la première apparition publique Et ce n'était pas possible Le commandant de l'armée soudanaise depuis le déclenchement de la guerre il y a plus d'un mois.

De ses forces La vidéo, qui dure moins d'une minute, montre Al-Burhan serrant la main d'individus

Le commandant des Forces de soutien rapide, Muhammad Hamdan Dagalo, connu sous le nom de « Hemedti », s'exprimait lors de ses réunions.

et des déclarations jusqu'à récemment sur Al-Burhan et d'autres chefs de l'armée se cachant dans le « sous-sol » du général

Arrêtez-les et traduisez-les en justice Commandement, menaçant

Auparavant, l'armée soudanaise avait annoncé qu'elle contrôlait à nouveau totalement le quartier général du commandement général.

À l'armée et à l'aéroport international de Khartoum, après l'expulsion des « Forces de soutien », qui contrôlaient certaines parties d'Al-

Maqrin pendant les premières semaines de la guerre.

Al-Burhan parmi ses soldats du commandement général de l'armée (Page Facebook des forces armées) Avant cela, Al-Burhan

est apparu le premier jour de la guerre à travers une courte vidéo, à l'intérieur d'un bâtiment qui est probablement un « sous-sol » à l'intérieur du commandement, et

à côté de lui se trouvaient le commandant militaire Shams al-Din Kabashi et d'autres dirigeants, regardant sur un grand écran le

les progrès des opérations militaires à Khartoum sont présentés.

Quant au commandant des Forces de soutien rapide, il est apparu en public pour la première fois il y a deux semaines, devant le

palais présidentiel à Khartoum.

Al-Burhan parmi ses soldats du commandement général de l'armée (Page Facebook des forces armées). En parallèle, des affrontements

se sont poursuivies entre l'armée soudanaise et les Forces d'appui rapide dans plusieurs quartiers au nord de la ville de Bahri,

pour la deuxième journée consécutive, ainsi que dans d'autres zones distinctes de Khartoum.

Selon des témoins oculaires des témoignages d'Asharq Al-Awsat, des avions militaires ont participé au bombardement d'un certain nombre de...

Emplacements à proximité du pont « Halfaya », reliant « Bahri » et la ville d'Omdurman.

Les Forces de soutien rapide ont annoncé avoir pris le contrôle d'un camp militaire dans la région d'Al-Kadro et ont capturé environ 700 de leurs soldats.

soldats. Ils ont également pris le contrôle du chef d'état-major et du commandement de la défense aérienne au centre de la capitale, Khartoum.

Mercredi, les citoyens ont signalé de nouveaux affrontements à l'arme lourde dans les zones d'Al-Kadro et d'Al-Droshab, au nord du pays.

de « Bahri ».

Il est probable que les Forces de soutien rapide intensifient leurs attaques sur ces zones et mobilisent davantage de leurs forces déployées.

à Khartoum, pour attaquer la base « Wadi Sayyidna » au nord de la ville d'Omdurman, la plus grande zone militaire de l'armée, qui

comprend l'aéroport militaire.

Hier, l'armée a annoncé avoir surveillé les mouvements des forces de « Soutien Rapide » à l'intérieur et à l'extérieur de la capitale, ^{un}

indiquant que ses forces sont prêtes à faire face de manière décisive à tout changement opérationnel. Khartoum, soulignant

D'autre part, les Forces de Soutien Rapide ont annoncé leur objection à la décision du Président du Conseil de Souveraineté,

Le commandant de l'armée Abdel Fattah al-Burhan, d'apporter des changements à la direction des forces de police afin de les plonger dans la guerre en cours.

Elle a déclaré mercredi dans un communiqué que les forces de police sont restées nationalistes et neutres tout au long de leur histoire, et que

ils ne doivent pas suivre ce qu'ils ont décrit comme « les plans des chefs de l'armée et des restes de l'ancien régime » et conclure un accord. ^{un}

guerre à laquelle il n'est pas partie. Dans lequel

Les Forces de soutien rapide ont averti que leurs forces n'hésiteraient pas à faire face à tout mouvement et action de la police ou de tout parti.

qui exploite son nom et ses uniformes contre ses forces.

^{Avec exonération} Le commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhan, a rendu une décision lundi dernier

Le lieutenant-général, ministre désigné de l'Intérieur et directeur général des forces de police, Anan Hamed, a démissionné de son poste et un remplaçant a été nommé.

Il dispose du lieutenant-général Khaled Hassan Mohieddin, pour exercer les fonctions de police. Après le déclenchement de la guerre nommé

Immédiatement, des milliers de forces de police se sont retirées des commissariats, des départements et des rues de Khartoum.

Auparavant, les commandants de l'armée avaient déployé d'importantes forces de police de l'unité « Réserve centrale » pour sécuriser les quartiers résidentiels et les rues lors des affrontements avec les forces de « Soutien Rapide ».

Jeudi dernier, des représentants de l'armée soudanaise et des Forces de soutien rapide ont signé une déclaration de principes

A l'initiative du Royaume d'Arabie Saoudite et de l'Amérique, il stipule que... accord dans la ville de Djeddah, selon

Dommages causés aux civils dans les zones d'affrontements.

La médiation vise, avec le soutien international et régional, à amener les deux parties à parvenir à un accord de cessez-le-feu permanent,

ce qui ouvre la voie à des pourparlers politiques pour résoudre la crise dans le pays.

La crise soudanaise entre introductions et scénarios

La crise actuelle au Soudan n'est pas du tout surprenante. Il a été lu par

Tout le monde : les forces politiques soudanaises, la communauté internationale, la plupart des experts et observateurs, et même sa fuite vers la capitale, Khartoum, il y a trois jours. Et regarde

Compagnies aériennes qui volent

Les préliminaires de cette crise se sont cristallisés en trois étapes : La première est liée aux déterminants de la

relation entre les partis, qui est le document constitutionnel signé en août 2019. Le

la deuxième est liée à la gestion des interactions entre les partis politiques eux-mêmes après le coup d'État manqué.

tentative qui a eu lieu le 21 septembre dernier. Le troisième se concentre sur les crises à l'est du Soudan et sur

répercussions de la tentative de coup d'État manquée fin septembre dernier.

Au cours de ces trois étapes, il y a des raisons directes à la confusion qui règne sur la scène politique soudanaise sur une période de plus de plus de deux ans après le succès de la révolution soudanaise qui a mis fin au règne d'Omar al-Bashir, et ils peuvent être détaillés

dans ce qui suit.

Le document constitutionnel

Crise À la suite du parti pris des forces armées soudanaises en faveur de la révolution soudanaise et du retrait des anciens

Après le départ du président Omar al-Bashir du pouvoir le 11 avril 2019, un premier accord politique a été finalisé entre les militaires

Conseil dirigé par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces pour la liberté et le changement, qui

composé de partis soudanais et de syndicats professionnels. Il en va de même pour l'Association des professionnels,

suite à la destitution d'Al-Bashir, où il a été convenu de former un conseil souverain commun qui posséderait

les pouvoirs du Président de la République et mener une période transitoire de trois ans à l'issue de laquelle des élections générales

aurait lieu. Cependant, ce conseil a eu lieu au cours des mois d'avril et mai 2019, alors qu'une bataille persistait

qui dirigerait le corps. Les militaires ont décidé de prendre le commandement, mais les civils ont refusé de le faire et

a annoncé la fin des négociations à cet égard, le 19 mai 2019. Les Forces de Liberté et de Changement se sont appuyées sur leur

soutien des masses à leur époque et ont eu recours à la rue pour résoudre le conflit. En effet, les cortèges révolutionnaires

se sont précipités vers le quartier général du commandement général de l'armée pour faire pression sur lui, lors d'un sit-in ouvert. C'était

dispersé le 3 juin 2019, faisant des victimes et des cas de rap

Les relations entre les parties à l'équation politique soudanaise : Cette crise s'est prolongée pendant plusieurs mois jusqu'à sa résolution dans le cadre d'un document constitutionnel signé en août 2019, qui a donné aux civils le droit de présider le conseil souverain, mais deux ans après que la composante militaire ait assumé ce leadership. Il a peut-être été caractérisé par relation entre les parties. fragilité et n'a pas été un déterminant décisif pour réguler la On peut dire que ceci document et la première raison de cette fragilité est qu'il a été piraté, influencé par deux facteurs :

Le premier est la pression des forces marginales et des mouvements armés pour que prévalent les accords politiques avec eux pour parvenir à la paix. sur le document constitutionnel, comme l'accord de paix de Juba signé en octobre 2020 entre le gouvernement soudanais et les mouvements armés ont conduit à dépasser la période de trois ans de la période transitoire pour la porter à quatre ans, et le Le Conseil souverain a été élargi et la formation de nouveaux conseils en tant que partenaires du centre. Le résultat de la transition période pour accueillir les élites politiques des marges réconciliatrices prolongeant directement la période de transition d'un an est-ce l'apparition d'une crise concernant le point de la date de passation de la présidence selon le premier arrangement ou Juin. Conseil présidentiel de la composante civile : Est-ce novembre 2021-2022 en raison de la prolongation de la période transitoire ?

Deuxièmement, le non-respect des exigences du document, notamment en ce qui concerne l'achèvement des structures de la période transitoire. D'un conseil législatif, d'une cour constitutionnelle, etc., et donc le document constitutionnel n'est plus un déterminant solide Les parties y ont recours, car des accusations ont été échangées entre les composantes civile et militaire à l'égard de chacune d'entre elles. la responsabilité du parti dans l'entrave à la cristallisation et à l'inauguration des structures de la période de transition.

Un déséquilibre des pouvoirs entre les parties à l'équation Un certain nombre d'acteurs politiques 2020 avec Pour les rencontres que j'ai eues à Khartoum en décembre Selon Al-Sudania, on peut dire que les débuts de la révolution contre Al-Bashir en 2018 ont été cristallisés par le influence directe des révolutions dans la région arabe à cette époque, alors que les organisations professionnelles commençaient à organiser leurs journaux pour diriger une opposition contre Al-Bashir dont le but ultime était d'affaiblir le régime et de se révolter contre lui.

Dans ce contexte, l'Association des professionnels soudanais a pris forme et a tenté de destituer Al-Bashir en septembre 2013, lorsque la colère a éclaté contre le régime soudanais avec des manifestations massives, mais il a réussi à boucler ces manifestations avec intervention sécuritaire brutale, faisant plus de 200 victimes. Et il a

L'Association des Professionnels a poursuivi sa lutte politique, mais sur la base de revendications salariales, et celles-ci fondations développées en 2019 avec l'intervention des Forces Nationales de Consensus (une des alliances d'opposition contre Al-Béehir).

L'Association des Professionnels a mené la révolution soudanaise dans un cadre large qui a eu lieu le 1er janvier 2020 et a été nommée Alliance pour la liberté et le changement. C'est l'alliance qui a mené la révolution et qui comprenait tous les partis politiques, mouvements sociaux et organisations de la société civile, et son noyau solide était l'Association des professionnels. Au cours de Deux ans de période de transition, l'Alliance Liberté et Changement et l'Association des Professionnels ont été dénoncées à des facteurs d'érosion et de division, pour plusieurs raisons, notamment :

Le rôle de la composante militaire dans l'élaboration de l'accord de paix de Juba en 2020 et ce qui en a résulté avec le mouvements armés, d'une manière qui les a incités tous deux à accroître leur poids, notamment dans le cadre de leurs relations avec le gouverneur du Darfour, Minni Arko Minawi, et le ministre des Finances, Khalil Ibrahim, pour qu'ils se joignent à lui pour diriger le retiré de la coalition. La liberté et le changement ont été nommés charte res, car ils l'avaient La phase de transition et le déclaration de consensus national, une division qui a cristallisé les manifestations du 16 octobre dernier, et dont les partisans ont organisé un sit-in devant le Palais Républicain.

Le Parti communiste s'est séparé de l'Alliance pour la liberté et le changement, sur fond de conseil souverain commun formule entre les composantes civile et militaire, considérant qu'il s'agit d'une erreur stratégique fondée sur ce qu'il appelle une opération de sang. Partenariat. Ce retrait a contribué à la division de l'Association des Professionnels sur fond de conflits internes. des élections qui n'ont produit que des membres du Parti communiste, ce qui a été rejeté par le reste des composantes.

- La tendance de certaines composantes de Liberté et Changement, y compris les partis à caractère nationaliste, à soutenir le composante militaire dans les interactions politiques, et contribuer à accroître son poids vis-à-vis des autres partis politiques, ce qui a abouti à une stagnation de Freedom and Change, l'incubateur politique du gouvernement exécutif dirigé par Abdullah Hamdok, en une manière qui a poussé ces derniers à adopter une initiative visant à préserver l'unité de la liberté et du changement. Son poids politique dans l'équation.

L'Association des Professionnels était divisée entre partisans du Parti Communiste et d'autres partisans de la liberté et du changement. partis, le premier groupe exerçant une pression politique sur le reste des composantes sous l'égide de l'État-

Le partenariat approuvé dans le document constitutionnel entre la composante civile et la composante militaire en

Pour désactiver l'administration de la période transitoire, qui est le partenariat qui était appelé « partenariat du sang » en raison de

Commissions d'enquête sur les événements du sit-in au commandement général des forces armées, dispersé de force

le 3 juin 2019, entraînant des décès.

Le résultat final de ces interactions prolongées fut un déséquilibre de pouvoir en faveur du composant

Concernant l'affaiblissement Militaire, malgré les nombreuses pressions qui se sont développées au niveau international

2020 l'accepte ses capacités ; Au niveau américain, le Congrès a adopté une loi en décembre

Les partis démocrate et républicain engagent le Département d'État américain à détailler sa politique et ses procédures dans ces domaines.

de soutenir les droits de l'homme et la transparence, en particulier au niveau

Le président américain est également tenu de soumettre un rapport trimestriel sur les progrès de son administration dans ce processus, ainsi que sur les

soutenir globalement les politiques et procédures pour la période de transition et la transformation démocratique.

Crise à l'est du Soudan

Le problème de l'est du Soudan est apparu comme une cause directe de l'ampleur de la détresse et des pressions provoquées par l'autonomisation.

Comité de destitution des éléments du régime Bashir aux niveaux politique et économique, ainsi que la volonté d'affaiblir la société civile

composante, alors que Muhammad Al-Amin Turk, chef du Conseil suprême des conseils de Beja au Soudan oriental, a appelé à une

la fin des travaux de l'Empowerment Removal Committee, La formation d'un nouveau conseil militaire pour représenter les six régions de

Soudan, ainsi que le changement de gouvernement de Hamdok, tout cela sous

Le parapluie de la demande d'annulation de la route de l'Est dans l'accord de paix de Juba signé entre le gouvernement et les forces armées

factions en octobre 2020.

Les trois revendications pour la région du Soudan oriental ont entraîné une confusion sur la scène politique et des échanges d'accusations.

concernant les parties responsables de son expansion, malgré sa menace pour la sécurité nationale soudanaise, alors que la région de l'Est contrôle

La communication du Soudan avec le monde depuis la plate-forme de la mer Rouge et sa fermeture affectent les approvisionnements vitaux de l'État qui répond

70 % de ses besoins proviennent de l'étranger, notamment de

Le carburant, la nourriture et les médicaments sont des approvisionnements devenus rares sur les marchés au cours de la période écoulée. La fermeture du

La région du Soudan oriental affecte également les économies de l'État du Soudan du Sud à travers l'exportation de presque tout le pétrole, les ressources

dont constituent l'essentiel du budget et sont exportés depuis le port de

Bashayer, qui a été fermé ainsi que tous les ports de l'est du Soudan. Dans ce contexte, considérons l'aspect de

La rue politique soudanaise a déclaré que les événements à l'Est avaient été organisés dans le but de ne pas céder la présidence du

l'autorité de transition à la composante civile.

La crise de la tentative de coup d'État manquée

À la suite de la tentative de coup d'État manquée annoncée le 21 septembre dernier, les deux côtés de l'équation politique soudanaise ont cherché à exploiter

l'événement à leur avantage, puisque la composante civile a été tenue pour responsable de l'échec du coup d'État en raison de l'échec du

gouvernement et son incubateur politique pour faire face à l'aggravation des crises sur le plan économique. affectant la vie quotidienne des gens, et

préoccupation de partage des positions, tandis que la composante civile considérait ces accusations comme un prélude à un coup d'État réaliste

contre eux.

Le soutien américain à la composante civile dans cette bataille a contribué à la cristallisation de la revendication de l'Association des Professionnels.

mettre fin au partenariat avec la composante militaire et céder toute autorité à la composante civile, étape à laquelle les militaires

Secrétaire d'État à la sécurité du peuple soudanais. **Gardien** composante a répondu en disant : « Les forces armées et le retrait

des gardes des forces de sécurité conjointes du Comité de suppression de l'autonomisation et environ 22 sites.

Économiquement, c'était sous sa juridiction. Il a également interrompu les réunions avec la composante civile et accusé certains

Ses membres avaient une « double loyauté », et le premier vice-président du Conseil de souveraineté, le lieutenant-général, a déclaré :

"Nous avons une rue", a notamment déclaré Mohamed Hamdan Daglo, dans la rue soudanaise, une réponse qui alerte sur la possibilité d'affrontements

éclatement entre les forces révolutionnaires et les affiliés du régime de Bashir et le Front national islamique, sous l'égide

d'accumulation d'armes dans la capitale soudanaise et dans d'autres régions.

Dans ce contexte, Jibril Ibrahim, ministre des Finances, et Minni Arko Minawi, gouverneur de la région du Darfour, ont annoncé leur

exigent de changer de gouvernement et d'élargir la base de participation politique, alors qu'ils ont organisé un sit-in le 16 octobre

quelques formations tribales devant le Palais Republicain à Avec leurs partisans, notamment

dans le passé, à l'heure où le Premier ministre Dr. Abdullah Hamdok tente de mettre fin à la crise politique, en formant un parti de sept partis.

comité, alors que le Conseil central de l'Alliance pour la liberté et le changement a répondu en rejetant les axes proposés pour le dialogue politique,

notamment en ce qui concerne la portée de l'expansion de la participation politique, qui était stipulée qu'elle ne devait pas provenir de l'ancienne

régime. Yasser Arman a déclaré que l'expansion pourrait venir des comités de résistance. Et le Parti communiste, dans la dernière presse

conférence pour la liberté et le changement, où le Conseil central s'est appuyé sur ses bases populaires déjà manifestées pour soutenir

le principe du 21 octobre, qui est porteur d'une grande symbolique dans l'histoire. Transformation démocratique devant de grandes foules le jour de la

Homme politique soudanais, malgré les erreurs bien connues du gouvernement soudanais et de son incubateur. Liberté politique et changement.

Le point final de la crise dans les interactions politiques entre les composantes civile et militaire a été fixé par le lieutenant-général

Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil souverain, dans une déclaration publiée il y a quelques heures annonçant la dissolution de

le gouvernement et le Conseil de transition et l'imposition de l'état d'urgence tout en suspendant certains

articles du document constitutionnel, après une campagne massive d'arrestations de membres du Conseil. Le Conseil Souverain,

le gouvernement et certains dirigeants de partis politiques.

Dans cette déclaration, des assurances ont été apportées aux niveaux interne et externe. Sur le plan interne, il a annoncé le

formation d'un gouvernement compétent après une période de ce qu'il a appelé un « désaccord politique » et un engagement envers Juba

Document de paix, ainsi que résoudre la crise à l'Est et inaugurer les structures de transition d'un pouvoir législatif

conseil. Quant au niveau extérieur, il s'est engagé à transmettre le pouvoir conformément aux Une cour constitutionnelle et autres.

Pour le document constitutionnel, mais en 2023

Dans l'ensemble, on peut dire que l'étendue de la capacité à créer une stabilité politique au Soudan sera mise à l'épreuve.

Dans l'étape suivante, à la lumière de deux facteurs : premièrement, la position de la communauté internationale en particulier

Les États-Unis étaient au courant de cette évolution qui s'est produite alors que l'envoyé du président américain Jeffrey Feltman était à Khartoum,

ce qui se traduira par l'état de l'interaction régionale en termes de soutien ou non à la dissolution du gouvernement et

le conseil souverain.

Le deuxième est la position interne, au niveau public, sur cette évolution et l'état de l'interaction avec elle, notamment à la lumière

de la crise économique qui fait rage dont souffre le grand public, et ils attendent avec impatience

Pour y mettre fin, la présence de comités de jeunes dans les quartiers soudanais, le déclenchement de certaines manifestations et la

disparition du deuxième rang des dirigeants des partis soudanais, ce qui pourrait donner lieu à des affrontements attendus qui pourraient durer

sur un caractère violent.

Al-Burhan : L'armée soudanaise combat les mercenaires de toutes parts	
Le chef du Conseil de souveraineté soudanais a ordonné de mettre fin à l'accumulation de camions à la frontière avec l'Égypte	
	Dans une semaine
2 octobre, passage d'Arqin à	Le chef du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, inspecté en 2023 (Agence de presse soudanaise)
2 octobre, passage d'Arqin à	Le chef du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, inspecté en 2023 (Agence de presse soudanaise) Khartoum : "Asharq Al-Awsat"
Publié: -12:41 2 octobre 2023 après JC - 16 Rabi' al-Awwal 1445 AH	
Le chef du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, a déclaré lundi que l'armée combattait le	
« Forces de soutien rapide ».	Un communiqué publié par le Conseil de souveraineté de transition a déclaré
qu'Al-Burhan, qui est le commandant en chef des forces armées soudanaises, a déclaré lors d'une visite d'inspection à	
la dix-neuvième division d'infanterie de l'État du nord que ces mercenaires « ont violé le caractère sacré des citoyens et ont coûté la vie »	
Ne comptez pas sur	pour des raisons
Logique », selon ce qui a été rapporté par l'Agence de presse du monde arabe.	
Al-Burhan a critiqué certains hommes politiques du pays, déclarant : « Certains hommes politiques cherchent le pouvoir même si cela se fait aux dépens du pouvoir.	
pays et ses habitants. » Il a ajouté que des gens comme ceux-là « pratiquent le mensonge et la tromperie pour soutenir les milices rebelles, mais	
l'armée combat au nom du Soudan avec le ferme soutien de tout le peuple, et il n'y a pas d'organisations, mais	
la loyauté est envers la seule patrie.	
Traversée d'Arqin avec l'Égypte dans la ville de Wadi Halfa, dans le cadre de sa visite à l'État	On perdait la preuve, aujourd'hui,
7 jours. Le communiqué indiquait qu'Al-	Vider le retard des camions
Nord et a publié une directive	
Burhan « a étudié les problèmes auxquels sont confrontés les citoyens au passage et les efforts déployés par les autorités compétentes pour	
les surpasser."	

Un passage à niveau et la création d'un environnement de travail pour faciliterAl-Burhan a appelé à un traitement rapide des problèmes

Mouvements entrants et sortants, flux du trafic commercial et dépassement des obstacles, en coordination

avec toutes les autorités compétentes.

Al-Burhan limoge 4 ministres et gouverneurs de 6 États.

Le chef militaire soudanais, le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan, monte sur le podium lors de la cérémonie de signature de l'accord-cadre entre les dirigeants militaires et les forces civiles à Khartoum, au Soudan, le 5 décembre 2022 (Reuters)

Le commandant militaire soudanais, le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, monte sur le podium lors de la cérémonie de signature de l'accord-cadre entre les dirigeants militaires et les forces civiles à Khartoum, au Soudan, le 5 décembre 2022 (Reuters)

Wad Madani Soudan : Ahmed Younis et Muhammad Amin Yassin

Dernière mise à jour : 19h43-22 novembre 2023 après JC - 08 Jomada al-Awwal 1445 AH

Publié: -19:32 22 novembre 2023 après JC - 08 Jomada al-Awwal 1445 AH

Le président du Conseil de souveraineté de transition, le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan, démis de ses fonctions (mercredi) 4 6 des gouverneurs de l'État, et a également mis fin à son mandat. Les ministres, dont le ministre de l'Intérieur, ont nommé de nouveaux ministres qui ont été licencié et retenu Juste au lieu du Mais il a nommé 4 à deux États contrôlés par les Forces de soutien rapide. Sans dirigeants.

La ville d'El Daein, dans l'État du Darfour oriental, a été le théâtre de violents affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide. au cours des derniers jours. Après des jours de tensions entre les deux camps, les Forces de soutien ont annoncé (mardi) le contrôle du 20e Division d'infanterie d'El Daein, affiliée à l'armée. Et

Selon un communiqué du Conseil de souveraineté, Al-Burhan a limogé le ministre de l'Intérieur et le lieutenant-général de police Hassan Mohieldin, et a nommé à sa place le général de division de la police M. Khalil Pacha, Sairin Amarqil et le ministre de la Justice, Muhammad Saeed Al-Helou, et a nommé pour le remplacer Muawiyah Othman Muhammad Khair, et le ministre de l'Industrie Batoul Abbas Awad, Il a nommé Mahasin Ali Yaqoub, ministre des Affaires religieuses, Abdul Ati Ahmed Abbas, et a nommé Osama Hassan Muhammad Ahmed pour le remplacer.

Dans le décret concernant les gouverneurs des États, Al-Burhan a décidé de limoger le gouverneur de l'État de Jazira, Ismail. Awadallah Al-Aqib, le gouverneur de l'État de Kassala, Khojali Hamad Abdullah, le gouverneur de l'État du nord, Al-Baqir Ahmed Ali, le le gouverneur de l'État du Kordofan occidental, Mutasim Abdel Salam Awad Abdel Salam, le gouverneur de l'État du Darfour central, Saad Adam Babakir, et le gouverneur de l'État du Darfour Sud, Hamid Muhammad Al-Tijani.

Al-Burhan a nommé 4 nouveaux gouverneurs pour les quatre gouvernorats, à savoir : Al-Taher Ibrahim Al-Khair Al-Hassan pour le gouvernorat d'Al-Jazira, Lazy et Abdeen Awadallah Muhammad pour le poste de gouverneur et Muhammad Musa Abdel-Rahman Yunus pour le poste de gouverneur d'Al-Jazeera. Au Kordofan occidental. Al-Burhan n'a pas nommé de gouverneur Nord, et Essam El-Din Haroun Ahmed Mohamed Walia Pour deux États, le Darfour Sud et le Darfour Centre, qui sont contrôlés par les Forces de soutien rapide.

Plus tôt ce mois-ci, Al-Burhan a limogé les ministres de l'énergie, du pétrole, du commerce et de l'approvisionnement, des transports, du travail et de l'élevage.

Des pertes horribles

Pendant ce temps, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, a déclaré (mercredi) qu'« il n'y a pas de fin en vue au conflit qui dure au Soudan depuis plus de 7 mois ».

Griffiths a qualifié les pertes parmi les civils dans la région du Darfour d'« horribles » et a souligné que Khartoum n'avait toujours pas les moyens nécessaires. possibilité que l'aide humanitaire y parvienne. Il a ajouté : « Les combats doivent cesser. Toutes les parties doivent respecter les engagements qu'elles ont fabriqué en Pourparlers de Djeddah.

Récemment, une réunion entre une délégation des Forces de liberté et de changement au Soudan et le président du Sud Soudan, Salva Kiir Mayardit, a approuvé la formation « d'un comité conjoint entre les Forces de liberté et de changement et le Comité de médiation du Soudan du Sud, pour la communication, le suivi et la coordination.

mission égyptienne

D'autre part, les Forces de Soutien Rapide ont donné des assurances quant au travail de la mission égyptienne chargée de l'approvisionnement en eau.

surveillance du Nil Blanc, soulignant son vif intérêt pour la sécurité et la sûreté du réservoir du barrage.

garanties et facilités pour le retour des équipes techniques et d'ingénierie en activité à Jabal Awliya, et fournir à tous

et la mission égyptienne pour commencer leurs travaux dans les opérations de surveillance de l'eau sur le Nil Blanc.

Au début de cette semaine, les « Forces de soutien » ont pris le contrôle de la base aérienne militaire appartenant à l'armée soudanaise,

Khartoum). à un kilomètre de la zone de Jabal Awliya (44 km de la capitale,

Les violents affrontements avec l'armée soudanaise se sont poursuivis pendant plusieurs jours et celle-ci a imposé son contrôle sur le réservoir.

Les deux parties aux combats au Soudan (l'armée et le « Rapid Support ») ont échangé des accusations d'avoir détruit une partie du réseau.

barrage pour tout dommage grave. Le barrage pour le passage du sel de rivière, sans qu'aucun corps ne soit exposé

Elle a déclaré dans un communiqué qu'assurer la sécurité du réservoir de Jabal Awlia et permettre l'entrée des ingénieurs techniques

avec font partie de ses priorités et de ses engagements envers tous les accords régionaux et internationaux signés.

en Egypte.

de l'eau, et pour assurer la sécurité des eaux. Elle a ajouté : « Nous croyons fermement à la nécessité d'une coordination avec l'Égypte pour bénéficier

des réservoirs dans des endroits sous notre contrôle au profit des ressources en eau de notre population. Elle a affirmé son respect pour

« les relations fraternelles et historiques et les intérêts communs qui lient le Soudan aux peuples de la région, en particulier aux pays voisins »

pays et l'Égypte, pour soutenir le peuple soudanais dans les circonstances difficiles auxquelles il est confronté.